

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

L'impact de la politique israélienne sur les droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie de 1995 à 2021

Un apartheid environnemental ?

Auteur : Amaury Vinogradoff
Promoteur(s) : Amine Ait-Chaalal
Lecteur(s) : Fabienne Leloup
Année académique 2023-2024
Master en Sciences de la population et du développement

Avant-propos

Les questions de recherche et la méthodologie de ce mémoire ont été établies en 2022. À ce moment-là, il était prévu de réaliser une étude de cas dans le village de Wadi Fukin en Cisjordanie au moyen d'interviews avec les habitants. Cette étude de cas avait pour objectif d'exemplifier notre analyse par un cas concret. Nous avions prévu d'aller à Wadi Fukin la semaine du 16 octobre 2023. Malheureusement, la situation sécuritaire dans la région suite aux événements du 7 octobre 2023 dans la Bande de Gaza a rendu le déplacement sur le terrain impossible. Il a alors été décidé de mener cette étude de cas en ligne. Cependant, la situation en Cisjordanie a continué à se détériorer suite aux événements à Gaza. Cela a rendu le contact en ligne avec les habitants très compliqué, et nous avons reçu de nombreux désistements. Convaincus de l'intérêt de ce mémoire, nous avons décidé d'adapter la méthodologie. Nous avons ainsi élargi la recherche d'habitants à interviewer au-delà du village de Wadi Fukin, revu à la baisse le nombre d'interviews, et accordé une place plus importante à la recherche bibliographique que dans la méthodologie initiale.

Je remercie mon promoteur, M. Ait-Chaalal, pour son accompagnement précieux.
Je suis reconnaissant envers ma famille et mes proches pour leur relecture attentive.
Mes pensées vont également à Simon, Nadia, Greg, Sylvie, Marianne, Manon et Nathalie qui m'ont fait découvrir la Palestine et qui m'ont donné l'inspiration d'écrire ce mémoire.

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

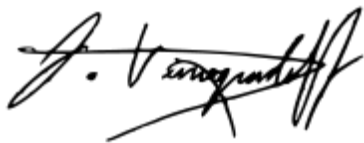
A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. V. Vinogradoff'. The signature is stylized and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.

Table des matières

1.	Introduction	6
2.	Méthode et données.....	8
3.	Éléments de contexte.....	10
3.1.	Contexte historique	10
3.1.1.	Les Accords d’Oslo II	10
3.1.2.	Après Oslo II	12
3.2.	Contexte géographique.....	15
3.3.	Contexte démographique.....	16
4.	Cadre théorique	16
4.1.	État de l’art	16
4.2.	Conceptualisation de l’apartheid environnemental	19
4.3.	Le droit à un environnement sain comme cadre	23
5.	Un air pur	24
5.1.	État des lieux	24
5.2.	L’état du système de collecte des déchets	26
5.3.	L’état des routes en Cisjordanie	28
5.4.	Les impacts de la politique israélienne sur la pollution de l’air.....	28
5.4.1.	L’organisation politique du manque d’infrastructures	28
5.4.2.	Le système de ségrégation des routes	31
6.	Une eau propre et en suffisance	32
6.1.	Une eau en suffisance.....	32
6.2.	Une eau de qualité grâce à un assainissement sécurisé	34
6.3.	Le traitement des eaux usées	35
6.4.	L’état des systèmes aquatiques	37
6.5.	L’organisation politique du manque d’eau.....	38
6.6.	L’organisation politique du manque d’infrastructures de traitement des eaux usées	43
7.	Un environnement non toxique	45
7.1.	État des lieux	45
7.2.	Le transfert des déchets vers la Cisjordanie	46
8.	Une alimentation saine et produite durablement.....	47
8.1.	État des lieux	48
8.2.	L’organisation politique du déclin de l’agriculture palestinienne.....	49
9.	Une biodiversité et des écosystèmes sains	54

9.1.	État des lieux	55
9.2.	L'instrumentalisation de la biodiversité	56
9.2.1.	Les réserves naturelles	56
10.	Discussion	58
11.	Conclusion.....	61
12.	Bibliographie.....	63
13.	Annexes	84
13.1.	Cartes et graphiques	84
13.1.1.	La division de la Cisjordanie en 3 zones après Oslo II	84
13.1.2.	Les 11 gouvernorats de Cisjordanie	85
13.1.3.	Les aquifères de Cisjordanie	86
13.1.4.	L'évolution de la population en Cisjordanie de 1997 à 2021	87
13.1.5.	L'évolution de l'utilisation d'eau améliorée en Cisjordanie de 2010 à 2019 par gouvernorat.....	88
13.1.6.	L'utilisation des services d'eau potable gérés en toute sécurité en Cisjordanie et par gouvernorat en 2019-2020	88
13.1.7.	Le pourcentage de ménages en Cisjordanie utilisant une fosse septique comme méthode de traitement des eaux usées de 1999 à 2015	89
13.1.8.	Les stations de traitement des eaux usées en Cisjordanie	90
13.1.9.	L'évolution de la pollution des puits de Cisjordanie au nitrate (NO ₃ , mg/L) de 1996 à 2007	91
13.1.10.	L'évolution de le part d'eau achetée à Mekorot par rapport à la quantité totale d'eau disponible de 1995 à 2021 en Cisjordanie	92
13.1.11.	Les usines israéliennes de traitement des déchets toxiques en Cisjordanie	92
13.1.12.	L'évolution de la surface cultivée par exploitation agricole en Cisjordanie entre 2010 et 2021	94
13.2.	Dossier de présentation utilisé pour réaliser les interviews	95
13.3.	Questionnaire utilisé pour les interviews	98
13.4.	Description des villages des habitants interviewés	101
13.4.1.	Wadi Fukin.....	101
13.4.2.	At-Tuwani	102
13.4.3.	Bardala	102
13.5.	Retranscription des interviews	103
13.6.	Calculs.....	150

1. Introduction

Ces dernières années, les impacts des dégradations environnementales sur le bien-être des populations et sur leurs droits fondamentaux font de plus en plus consensus au sein de la communauté internationale. L'OMS (2019) estime par exemple que 23 % des décès à l'échelle mondiale pourraient être évités grâce à des environnements de meilleure qualité. Si plusieurs Objectifs du Développement durable font explicitement ce lien, l'un des marqueurs les plus importants de cette prise de conscience est sûrement la consécration du droit à un environnement propre, sain et durable¹ comme droit humain universel à l'Assemblée générale des Nations unies en juillet 2022. L'organisation inclut notamment dans ce droit l'accès à l'eau potable, à un air pur, à une alimentation saine ou encore à des environnements non toxiques (ONU, 2022).

Dans un rapport de 2020, le Programme des Nations unies pour l'environnement (2020) dresse un constat accablant des droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie : pollution des sols importante, biodiversité en déclin, gestion des déchets impropres... Dans de nombreux cas, l'occupation israélienne est mise en cause, bien que le rapport ait fait l'objet de longues négociations avec les États membres, notamment avec Israël (Weir, 2020). Si la littérature scientifique sur l'impact de la politique de l'État d'Israël sur les droits des Palestiniens est abondante, peu d'auteurs se sont intéressés aux conséquences environnementales de cette politique. Les analyses de la politique israélienne en Cisjordanie traitent majoritairement des répercussions économiques, sociales et politiques de l'occupation (Brophy & Isaac, 2014). Étudier la dimension environnementale de cette politique est pourtant essentiel pour éviter une dépolitisation des problèmes environnementaux auxquels font face les populations locales de Cisjordanie et pour que les programmes de développement soient réellement efficaces (Dajani, 2022). La vulnérabilité des Palestiniens face aux risques climatiques est ainsi avant tout politique (Mason et al., 2012).

De plus, les travaux existants se concentrent plutôt sur une branche environnementale spécifique comme l'accès à l'eau ou la pollution de l'environnement. Ils échouent également à présenter un descriptif détaillé et récent, notamment depuis les Accords d'Oslo II de 1995 qui ont configuré administrativement et militairement la Cisjordanie actuelle.

¹ Nous parlerons dans le reste du texte de « environnement sain » pour des raisons de concision

En outre, un nombre très limité de travaux s'interrogent sur le caractère délibéré de l'impact de la politique israélienne en Cisjordanie sur les droits environnementaux des Palestiniens. Or, il est pertinent de définir si l'environnement est utilisé comme un mécanisme propre de domination, ou si les dégradations environnementales sont des conséquences secondaires de la politique israélienne.

Nous allons ainsi répondre à la question de recherche suivante : « *Quels sont les impacts de la politique israélienne sur les droits environnementaux des populations palestiniennes en Cisjordanie de 1995 à 2021 ?* ». Elle est composée d'une sous-question : « *Les atteintes aux droits environnementaux des Palestiniens de 1995 à 2021 sont-elles le résultat délibéré de la politique israélienne durant cette période ou bien un effet collatéral de cette dernière ?* ». Notre hypothèse principale provisoire, issue de l'état de l'art que nous dressons plus bas, est la suivante : « *La politique israélienne en Cisjordanie de 1995 à 2021 impacte lourdement les droits environnementaux des populations locales palestiniennes et est constitutive d'un apartheid environnemental envers ces dernières.* ».

Notre période d'étude commence en 1995, date à laquelle les Accords d'Oslo II ont été signés. Ces accords ont en effet configuré la Cisjordanie de manière durable. Les années 1990 sont en outre caractérisées par une montée du consensus international concernant les questions environnementales (premier rapport du GIEC en 1990, Sommet de la Terre à Rio en 1992, Convention d'Aarhus en 1998, Objectifs du millénaire pour le développement en 2000, etc.). Cela rend particulièrement intéressante la manière dont la politique israélienne en matière d'environnement s'est développée en Cisjordanie. Notre analyse s'arrête à 2021, compte tenu des bouleversements politiques en Israël. En effet, quatre élections anticipées consécutives ont constitué un gouvernement d'alternance en Israël, emmené par Yaïr Lapid (jusqu'au 30 juin 2022) puis Naftali Benett (jusqu'au 13 novembre 2022). Ce gouvernement a mis fin à 12 ans de maintien au pouvoir de Benyamin Netanyahu et a pris des mesures décisives en termes de colonisation du territoire palestinien (Peace Now, 2022). Nous préférons ainsi arrêter l'analyse au terme d'une période politique plus stable.

Nous commencerons par détailler notre méthodologie et les données utilisées. Nous expliquerons ensuite le contexte historique, géographique et démographique qui entoure notre recherche. Nous dresserons par après un état de l'art et développerons les deux concepts qui

guident notre recherche : l'apartheid environnemental et le droit à un environnement sain. Nous proposerons une définition propre de l'apartheid environnemental. Nous analyserons ensuite les droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie par le droit à un environnement sain en dressant systématiquement un état des lieux de ces droits et en développant par la suite l'impact de la politique israélienne sur chacun d'entre eux. Nous réaliserons enfin une synthèse de cette analyse et la confronterons avec notre définition de l'apartheid environnemental. Cela nous permettra de répondre aux questions de recherche citées plus haut.

En conclusion, notre recherche vise à apporter à la littérature existante une approche structurée et délimitée temporellement des liens entre politique israélienne et droits environnementaux en Cisjordanie. Son originalité réside dans l'approche de la problématique par le droit à un environnement sain. Elle mobilise et contribue également à la notion récente « d'apartheid environnemental » pour déterminer l'intentionnalité des impacts environnementaux. Elle se basera sur des éléments de la littérature existante ainsi que sur une série d'interviews avec des habitants de Cisjordanie. Finalement, elle permettra aux programmes de développement et aux projets de coopération de répondre de manière éclairée à ces enjeux.

2. Méthode et données

Pour notre analyse, nous nous appuierons sur des données primaires et secondaires. La démarche adoptée est hypothético-déductive.

Les données primaires sont de type qualitatif et ont été récoltées via un échantillonnage à choix raisonné et au moyen d'interviews semi-structurées de 5 résidents de Cisjordanie issus de 3 gouvernorats différents : 3 du village de Wadi Fukin, 1 du village de Bardala et 1 du village d'at-Tuwani (voir l'annexe 13.4 pour une description de ces villages). Le village de Wadi Fukin a été sélectionné pour sa situation à proximité de colonies israéliennes et de la zone C. Ce choix de récolte de données s'explique par la difficulté d'accès au terrain due à la situation sécuritaire actuelle. L'échantillonnage par choix raisonné, notamment via l'outil de snowball sampling, permet de sélectionner des individus clés pour comprendre en profondeur la problématique explorée tout en accédant à des individus plus isolés, et constitue donc une méthode idéale pour un contexte conflictuel (Cohen & Arieli, 2011). Cela a néanmoins comme limite d'exclure les individus qui n'appartiennent pas au réseau de base déployé, ou bien d'être biaisé par les personnes intermédiaires utilisées pour avoir accès à la population étudiée (Cohen & Arieli,

2011). Ces données seront mobilisées dans l'état des lieux et dans les liens avec la politique israélienne.

Les données secondaires mobilisées sont mixtes : nous mobilisons des enquêtes démographiques, des rapports statistiques, des rapports d'institutions internationales, des rapports d'ONG et de la littérature scientifique. Cette méthode a pour limite la disponibilité d'indicateurs de droits environnementaux dans la littérature existante, ce qui rendra difficile le croisement des différentes sources mobilisées ainsi que l'analyse temporelle. Les enquêtes démographiques et rapports statistiques nous permettront principalement d'établir l'état des lieux. La littérature scientifique et autres rapports seront majoritairement utilisés pour l'analyse des liens avec les pratiques israéliennes.

Le principal fournisseur de données démographiques que nous utilisons est le Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS). Cet organe fondé en 1993 se définit comme indépendant et ses missions sont transcrites dans la General Statistics Law, une loi adoptée par le Conseil législatif palestinien et promulguée par Yasser Arafat le 8 juin 2000. Pour garantir son impartialité, le PCBS a adopté les 10 principes fondamentaux de statistiques officielles de la Commission statistique des Nations unies. Il est par ailleurs accompagné par un conseil consultatif de la statistique comprenant des agences étatiques tierces ainsi que des ONG. La plupart des organes internationaux comme l'ONU, la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International utilisent les données du PCBS. Les sources principales que nous utiliserons du PCBS sont :

- Les Water Tables issues des années 1997 à 2021
- Les Household Environmental Studies, menées dans les années 1998, 1999, 2003, 2004, 2005, 2006, 2008, 2009, 2011, 2012, 2013 et 2015
- Les recensements agricoles de 2010 et 2021

Nous mobilisons également des données statistiques externes au PCBS :

- Les Multiple Indicator Cluster Surveys (MICS) de 2000, 2010, 2014 et 2019-2020 de l'UNICEF
- Les rapports du Programme des Nations unies pour l'environnement de 2003 et 2020

Les calculs opérés à l'aide des microdonnées ont été réalisés sur le logiciel libre Jamovi.

Une attention particulière a été donnée pour mobiliser de la littérature scientifique aussi bien internationale que locale, avec la mobilisation d'auteurs tant palestiniens qu'israéliens.

3. Éléments de contexte

3.1. Contexte historique

3.1.1. Les Accords d'Oslo II

C'est en 1995 qu'est signé l'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, également appelé « Accord de Taba » ou « Oslo II ». Cet accord, entériné le 28 septembre à Washington, s'inscrit dans le processus de paix au Moyen-Orient démarré à Madrid en 1991 par le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine. Il constitue une application de la déclaration de principe du 13 septembre 1993, dit « Accord d'Oslo I » (Benchikh, 1995). Les accords d'Oslo surviennent dans un contexte d'épuisement militaire suite à la première Intifada, qui a fait évoluer l'opinion israélienne vers une solution du conflit par d'autres moyens que les armes (Schattner, 2002). Le processus visait à créer les conditions nécessaires à un règlement négocié du conflit territorial d'ici 1999 en passant par un accord intérimaire de maximum 5 ans à dater de l'accord de Jéricho-Gaza de 1994 (Schattner, 2002). Oslo est ainsi avant tout une déclaration d'intention mutuelle, une « définition de méthode et un pari » vers une autonomisation du territoire palestinien occupé par Israël (Bockel, 2000).

L'accord d'Oslo II prévoit le retrait progressif des forces israéliennes des centres des villes palestiniennes et un transfert du pouvoir militaire et administratif vers de nouvelles institutions palestiniennes (Benchikh, 1995). Il consacre ainsi la division de la Cisjordanie en trois zones (voir la carte en annexe 13.1.1) ; la zone A, qui comprend les principales villes palestiniennes — soit 3 % de la Cisjordanie —, passe sous le contrôle total du Conseil palestinien fraîchement créé ; la zone B, 27 % de la Cisjordanie, est remise à l'autorité civile et administrative palestinienne, mais reste soumise au contrôle sécuritaire israélien ; la zone C, qui représente 73 % de la Cisjordanie et englobe la totalité des colonies israéliennes, reste sous l'autorité complète des forces israéliennes (Cartigny, 2003). L'autonomie accordée aux Palestiniens reste toute relative, voire trop faible pour réussir (Benchikh, 1995). Ils n'obtiennent en effet qu'une « juridiction d'attribution » (Benchikh, 1995) et exercent des compétences uniquement lorsqu'elles sont explicitement transférées. Ils n'obtiennent également qu'un territoire discontinu et fragmenté, à l'inverse du territoire laissé au contrôle israélien (Cartigny, 2008).

Malgré tout, les six villes palestiniennes de zones A sont évacuées par l'armée israélienne (Cartigny, 2008). L'accord prévoyait également le retrait total des forces armées israéliennes de la zone B selon un échéancier, ainsi que le transfert progressif de la juridiction territoriale de la zone C vers le Conseil palestinien, à l'exception des entités qui seront traitées dans un accord définitif (Benchikh, 1995). Car, les questions épineuses des colonies, du statut de Jérusalem, des frontières finales et des réfugiés palestiniens sont laissées pour le processus de négociation en vue de l'obtention d'un accord complet (Cartigny, 2008). Le régime temporaire établi par Oslo II ne change donc pas substantiellement le statut de la Cisjordanie et de Gaza et les « territoires occupés restent occupés » (Scobbie, 1994).

L'interdépendance des territoires et d'Israël en matière d'environnement a amené l'intégration directe de cette question dans la Déclaration de principes de 1993. Elle a également mené à l'établissement d'un régime détaillé en la matière (Alleson et al., 2013). Certains auteurs argumentent ainsi qu'Oslo est une approche « néo-fonctionnaliste » de la paix, c'est-à-dire qui privilégie une coopération économique et technique plutôt que politique (Alleson et al., 2013). L'eau constitue ainsi l'un des éléments les plus importants d'Oslo II (Rouyer, 1999). En effet, entre 1967 et les Accords, le développement de nouvelles infrastructures hydriques en Cisjordanie était « gelé » (Gray, 2009) suite à la délivrance de différents ordres militaires israéliens restrictifs en la matière (Scobbie, 1994). Mais au début des années 1990, la nécessité d'une gestion commune se fait de plus en plus prégnante, avec l'organisation en 1992 de la

Allocation of Water According to the
1995 Oslo Agreement
(Annex 10, Paragraph 20, Article 40 of the Protocol
Concerning Civil Affairs)

	Million Cubic Meters for Israel	Million Cubic Meters for PA
Western Aquifer	340	22
Eastern Aquifer	40	54 +78 to be developed
Northeastern Aquifer	103	42

Figure 1 — Allocations de l'eau suite à Oslo II —
Tiré de Trotter (2019)

première conférence israélo-palestinienne internationale sur l'eau en Suisse (Selby, 2007). Les deux camps actent ensuite leur accord de coopérer en la matière dans la Déclaration de Principes de 1993, et le droit à l'eau des Palestiniens est reconnu dans l'accord intérimaire de 1995 (Gray, 2009). Si cette concession israélienne est inédite (Rouyer, 1999), Oslo II fige en réalité les consommations d'eau existantes — hautement inégales entre Israéliens et Palestiniens — et reporte à la conclusion d'un accord

définitif une quantification exacte du partage de la ressource (Gray, 2009). Les Palestiniens reçoivent autour de 20 % de l'eau de l'aquifère montagneux et l'autorisation de satisfaire leur besoin immédiat et futur par l'exploitation de l'aquifère oriental ainsi que d'autres sources agréées en Cisjordanie. Cette gestion commune de l'aquifère montagneux pose des défis

environnementaux considérables étant donné qu'elle est fortement exposée à de la pollution (Feitelson & Levy, 2006). Une image plus détaillée du partage inégal est donnée dans la figure 1.

Trois nouvelles institutions émergent : la Palestinian Water Authority (PWA), chargée de gérer les infrastructures hydriques dans les territoires palestiniens ; le Joint Environmental Experts Committee (JEEC), un organe de coordination en matière environnementale ; et le Joint Water Council (JWC), un organe de coopération composé d'un nombre égal d'Israéliens et de Palestiniens qui couvre la construction de toute nouvelle installation en la matière (Gray, 2009). Le JEEC cessera néanmoins de se réunir à l'éclatement de la deuxième Intifada en 2000 (UNEP, 2020).

3.1.2. Après Oslo II

En mai 1999, date où devait théoriquement prendre fin la période intérimaire, aucun État palestinien ne voit le jour, et les questions restées sans réponse lors d'Oslo le sont toujours, notamment concernant l'eau (Gresh & Rekacewicz, 2024, p. 203). Si la société palestinienne pré-Oslo était déjà en situation de « dé-développement » (Roy, 1999) due aux politiques israéliennes, les accords de paix ont accéléré ce processus d'expropriation, de désinstitutionnalisation et de dépendance à l'économie israélienne (Roy, 1999). Certains affirment en effet que le cadre des accords a été mobilisé pour fragmenter et mieux contrôler les populations palestiniennes (Tariq & Jarbawi, 2017). La politique israélienne de fermeture (entre les territoires, entre les territoires et Israël, entre les territoires et le reste du monde) a ainsi coupé toute circulation entre Gaza et la Cisjordanie et a diminué substantiellement les activités économiques entre les territoires et Gaza dans un processus global d'enclavation économique de la Palestine (Roy, 1999). Le découpage en 3 zones de la Cisjordanie, comprenant des zones A et B discontinues, et au contraire, une zone C continue, relève pour certains d'une militarisation juridique au profit de l'expansion de la colonisation (C. Mansour, 2023).

En effet, les Accords d'Oslo II ne prévoyaient pas un gel de la colonisation de la Cisjordanie et cette dernière s'amplifie à la fin des années 1990. Les attentats à répétition du Hamas sur le sol israélien ouvrent la porte du pouvoir à la droite israélienne et Benyamin Netanyahu (Likoud) remporte les élections de 1996 (Gresh & Rekacewicz, 2024, p. 200) ; on passe d'environ

110.000 colons en 1993 à 200.000 en 2000 (hors Jérusalem-Est) (Schattner, 2002). Le processus de paix a en réalité permis à Israël de « réinventer son ordre colonial » (Tariq & Jarbawi, 2017) en s'appuyant sur l'externalisation des services de base à une Autorité palestinienne sans souveraineté réelle tout en continuant activement la colonisation des territoires (Tariq & Jarbawi, 2017). Du côté palestinien, l'autonomie espérée est une grande désillusion tant leurs conditions de vie restent précaires. Au début des années 2000, l'Autorité palestinienne contrôle à peine 40 % de la Cisjordanie, situation qui perdure jusqu'à aujourd'hui (C. Mansour, 2023). Du côté israélien, les questions sécuritaires suite aux multiples attentats palestiniens et l'instabilité politique du pays enterrent le déploiement d'un accord final, suite convenue de la période intérimaire de 5 ans (Bockel, 2000). Les efforts pour une résolution du conflit par le président américain Clinton dans les négociations de Camp David en 2000 seront également infructueux, aucun accord n'étant trouvé sur la question du retour des réfugiés et du statut de Jérusalem-Est (Bockel, 2000). L'échec du sommet sous égide américaine est par ailleurs imputé par les Israéliens et les Américains au manque de bonne volonté du côté palestinien (C. Mansour, 2023). Les analyses récentes montrent cependant que, comme durant Oslo, les négociateurs internationaux calquaient leur diplomatie sur les exigences israéliennes (Gresh & Rekacewicz, 2024, p. 2010-2011).

La deuxième Intifada, mobilisation populaire des Palestiniens déclenchée à la suite d'une visite du général israélien Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées en 2000, symbolise bien l'échec de la paix d'Oslo. Sa montée au pouvoir en février 2001 signe également la fin des discussions à Taba, où des progrès substantiels entre les partenaires israéliens, palestiniens et américains avaient été faits suite à l'échec de Camp David. Au début des années 2000, la double promesse d'Oslo a échoué : les Palestiniens n'ont pas de réel État, et les Israéliens n'ont pas la sécurité (Khalidi, 2004). Le système politique palestinien, soutenu jusque-là par le Fatah et l'OLP, est à bout de souffle tant gouverner un peuple n'était pas dans son ADN (Khalidi, 2004).

En parallèle de cela, les États-Unis, qui étaient activement impliqués dans la résolution du conflit, changent d'approche à la suite du traumatisme du 11 septembre 2001. L'administration de Georges W. Bush, proche du Likoud, resserre étroitement ses liens avec Israël qu'ils considèrent comme un allié essentiel dans la lutte contre le terrorisme islamique (Chartouni-Dubarry, 2002). La résolution du conflit israélo-palestinien devient pour les USA plus sécuritaire que politique (Chartouni-Dubarry, 2002).

L'année 2005 offre de nombreux bouleversements : l'Intifada, qui s'était militarisée dans tout le territoire palestinien, prend fin ; les Israéliens retirent leurs troupes de Gaza ; et Mahmoud Abbas est élu à la tête de l'Autorité palestinienne suite au décès de Yasser Arafat (C. Mansour, 2023). Les incursions de l'armée israélienne en territoire palestinien durant la guerre ont laissé des marques et désormais, l'armée israélienne intervient en Cisjordanie aussi bien en zone A qu'en zone B, malgré les dispositions des Accords intérimaires (C. Mansour, 2023). Le Hamas sort vainqueur à Gaza des premières élections convoquées depuis Oslo, et une fragmentation politique s'ajoute entre la bande et la Cisjordanie (C. Mansour, 2023). Plusieurs cycles de négociations sous impulsion américaine échouent entre 2007 et 2014 (C. Mansour, 2023) face au désintérêt des gouvernements israéliens successifs et à l'incapacité des États-Unis à concevoir le point de vue palestinien (Gresh & Rekacewicz, 2024, p. 253-258). L'administration Obama obtient tout de même en 2009 un moratoire de 10 mois sur l'expansion de la colonisation suite à la reconnaissance du gouvernement israélien de la nécessité d'une solution à deux États ; cette dernière est cependant conditionnée à la reconnaissance d'un État d'Israël strictement juif (Filiu, 2024, p. 82-83). Cette évolution dans les requêtes israéliennes est à mettre en parallèle avec l'évolution de la société israélienne depuis Oslo, à savoir sa droitisation et sa perméabilité croissante au sionisme religieux (Enderlin, 2023, p. 444-445), un mouvement eschatologique qui considère que la Terre d'Israël (Eretz Israel) appartient uniquement aux Juifs (Enderlin & Toranian, 2020). Au cours des années 2000, le mouvement intègre plusieurs sphères de la société israélienne, notamment l'armée et la politique (Enderlin, 2023, p. 444-450). Avec l'arrivée de Trump au pouvoir aux USA, Netanyahu récupère un partenaire de taille et promulgue en 2018 une loi fondamentale qui consacre l'État-nation d'Israël comme foyer national juif (Enderlin, 2023, p. 486-491). C'est l'aboutissement du projet du mouvement sioniste religieux et la récompense ultime pour les colons israéliens, la colonisation de la Cisjordanie étant vue comme une cause nationale (Filiu, 2024, p. 189). Alors que les années 1990 étaient caractérisées par une forte alternance politique en Israël, la droite israélienne se maintient au pouvoir sans discontinuité de 2001 à 2021, avec Netanyahu en Premier ministre depuis 2019.

Du côté de l'Autorité palestinienne, une guerre interne fait rage entre le Fatah du président Mahmoud Abbas et le Hamas qui remporte les élections législatives de 2006. Le gouvernement d'union nationale éclate sous la pression de la communauté internationale qui refuse de travailler avec le Hamas, ainsi qu'en raison de la rivalité entre factions palestinienne (Filiu, 2024, p. 304-306). Le Hamas prend le contrôle de Gaza par les armes et l'Autorité palestinienne

replie son autorité sur la Cisjordanie. Malgré l'échéance de son mandat, le président palestinien prend un tournant autoritaire et ajourne les élections législatives tant attendues de 2021 (Filiu, 2024, p. 310-313). L'Autorité palestinienne en Cisjordanie se transforme en organe de coopération sécuritaire avec l'occupant (Filiu, 2024, p. 313-314). La fragmentation des territoires palestiniens contrevient substantiellement au développement d'une économie palestinienne propre, l'Autorité palestinienne se trouve également sous perfusion de l'aide internationale, qui sert beaucoup plus à payer les dépenses courantes qu'à l'investissement (Schmid, 2006).

3.2. Contexte géographique

La Cisjordanie est bordée au nord, au sud et à l'ouest par Israël, et à l'est par la Jordanie. Les pays voisins proches sont le Liban, la Syrie et l'Égypte. La frontière commune entre la Cisjordanie et la Jordanie est matérialisée par le fleuve Jourdain, qui se jette dans la mer Morte. Le centre politique, économique et culturel est la ville de Ramallah, tandis que le centre religieux est Jérusalem. Le territoire est accidenté et parcouru de collines de plus de 700 mètres au-dessus du niveau de la mer, s'étendant du nord de Naplouse au sud d'Hébron. Deux groupes de collines sont généralement distingués : les collines de Samarie au nord de Jérusalem et les collines de Judée à son sud. C'est au nord de la région qu'il pleut le plus, les précipitations se faisant plus rares le long de la mer Morte. Cette pluviométrie a un impact important sur l'utilisation des sols : les collines arrosées sont principalement utilisées pour le pâturage et la culture légumière (The Editors of Encyclopaedia Britannica, 2024), tandis que la Vallée du Jourdain, véritable « serre naturelle », est utilisée pour des cultures intensives irriguées (Blanc, 2016). La Cisjordanie est également divisée en 11 gouvernorats (voir la carte en annexe 13.1.2).

Nous allons maintenant nous attarder sur l'hydrographie de la région, car elle a des impacts considérables au niveau politique. La composition du sol cisjordanien est particulièrement favorable à la rétention d'eau (Blanc, 2008). Le sous-sol de la Cisjordanie est constitué d'un aquifère dit montagneux, divisé en une partie orientale, une partie occidentale et une partie nordique (voir la carte en annexe 13.1.3). Deux d'entre elles s'écoulent vers Israël, d'où l'intérêt de ses autorités de contrôler les prélèvements palestiniens (Blanc, 2008). L'aquifère occidental, qui s'écoule vers la mer Méditerranée, a une production annuelle de 350 millions de m³. Au plus on descend vers l'ouest, au plus le sol perd en perméabilité (ce qui diminue les risques de

contamination) et l'aquifère en profondeur ; c'est pour ces raisons que la majorité des infrastructures d'extraction se trouvent à la frontière entre Israël et la Cisjordanie (MacDonald, 2002). Enfin, l'aquifère est cependant majoritairement drainé par des puits en territoire israélien (Shuval, 1992). L'aquifère oriental, qui s'écoule en direction du Jourdain, a un débit moyen de 200 hm³/an et est majoritairement utilisé par les populations palestiniennes (Shuval, 1992) ainsi que par les colonies agricoles de la Vallée du Jourdain (Blanc, 2008). Cet aquifère est de moindre qualité : sa variabilité annuelle est importante et l'eau devient considérablement saline à mesure qu'on descend vers la vallée du Jourdain (MacDonald, 2002). Enfin, l'aquifère nordique a un débit de 130 hm³/an et est utilisé autant par les Palestiniens que par des colonies juives (Shuval, 1992). L'ensemble des aquifères a un potentiel de 680 hm³/an et est largement rechargé par les pluies qui tombent à l'intérieur de la Cisjordanie (Shuval, 1992). La perméabilité du sol de la Cisjordanie, si elle permet le stockage d'eau souterraine, rend cependant les aquifères sensibles à la pollution (UNEP, 2020).

3.3.Contexte démographique

Nous pouvons diviser la population de la Cisjordanie en deux catégories : la population palestinienne et la population israélienne résidant dans des colonies. La figure en annexe 13.1.4 montre l'évolution démographique de ces deux groupes entre 1997 et 2021. La population palestinienne a quasiment doublé, passant de 1.787.562 en 1997 à 3.120.448 en 2021, tandis que la population de colons israéliens a presque triplé, passant de 167.124 en 1997 à 479.501 en 2021.

4. Cadre théorique

4.1.État de l'art

Les liens entre politique israélienne et dégradation de l'environnement ont déjà fait l'objet de travaux dans la littérature scientifique. Un des axes de recherche prépondérants est l'interconnexion entre la destruction écologique et le *settler colonialism* israélien (que l'on pourrait traduire par colonisation de peuplement), phénomène où des colons veulent s'établir sur un territoire avec leur ordre politique singulier et non pour exploiter le travail indigène (Veracini, 2013). Ces travaux s'inscrivent majoritairement dans le courant des études postcoloniales et indigènes. Dans divers contextes, de nombreux auteurs ont affirmé que la

justice environnementale et le colonialisme sont intrinsèquement liés, car les populations de colons « créent leurs propres écologies au détriment des écologies indigènes » (Whyte, 2018). Les processus de colonisation et de restructuration du paysage sont intrinsèquement liés (Gasteyer & Butler Flora, 2000) et le « succès » des colons est notamment dû à leur capacité à altérer l'environnement (Duquette, 2020). La pollution environnementale est même vue comme une prolongation des effets du colonialisme (Farget, 2016). En Cisjordanie, la construction d'une nouvelle colonie israélienne est ainsi associée à un « cycle de destruction environnementale » (Hassoun, 1997). Les expropriations terriennes, la violence des colons et les pratiques discriminatoires des autorités israéliennes vis-à-vis des populations indigènes ont des impacts écologiques profonds que certains apparentent à un écocide (Jaber, 2019). Les pratiques de colonisation modifient également le paysage autochtone, sa faune et sa flore, en important des espèces exotiques comme les sangliers sauvages, dont la prolifération détruit les cultures indigènes palestiniennes (Amira, 2021). Le remplacement des cultures locales et des arbres indigènes par des espèces européennes a impacté sérieusement la biodiversité (Qumsiyeh & Abusarhan, 2020). La dégradation environnementale causée par le colonialisme israélien est ainsi parfois qualifiée de « slow violence » (Pedersen, 2018), une violence invisible et incrémentale aux frontières temporelles et spatiales incertaines (Nixon, 2011). La colonisation est également qualifiée de « toxique » (Aasi, 2021), car elle s'accapare les ressources naturelles locales et transporte ses déchets vers les zones dominées. L'avant-gardisme israélien dans les technologies vertes comme le traitement de déchets est vu comme un greenwashing servant la cause de la colonisation, dans la mesure où les usines de traitements polluantes se trouvent majoritairement en territoire palestinien occupé (Hughes et al., 2023). Cette situation s'ancre dans le cadre conceptuel du racisme environnemental (Hughes et al., 2023) sur lequel nous reviendrons plus tard.

Les intersections entre colonisation et environnement ne sont pas les seules relations analysées dans le contexte palestinien. De manière plus large, l'occupation militaire israélienne en Cisjordanie a contribué à modifier le paysage palestinien et à accaparer les terres, l'eau et des ressources naturelles (Isaac & Hilal, 2011). Les affrontements armés et les différents dispositifs militaires israéliens comme les checkpoints ou les zones de tir en territoire occupé ont profondément affecté l'environnement, même si les données manquent à ce sujet (Brophy & Isaac, 2014; Qumsiyeh, 2024). La barrière de séparation israélienne, construite en 2004 entre Israël et la Cisjordanie, a réduit la biodiversité et a diminué l'accès à l'eau ainsi qu'aux terres d'élevage et de pâturage des Palestiniens (Abdallah & Swaileh, 2011). Certains ont argumenté

que la raison principale de sa construction n'est pas sécuritaire, mais le contrôle des ressources aquifères (Tamimi, 2011).

La thématique de l'eau est l'une des facettes environnementales les plus abordées dans le conflit. Les travaux de Selby (2003, 2013) et de Rudolph et Kurian (2022) détaillent comment les mécanismes israélo-palestiniens de gouvernance de l'eau ont empêché les Palestiniens de subvenir à leurs besoins hydriques et ont bénéficié à la colonisation. L'hégémonie israélienne sur la ressource – qui se traduit notamment par le contrôle total du Jourdain, l'interdiction de construire des infrastructures hydriques dans certaines zones de la Cisjordanie et l'octroi disproportionné de l'eau aux colonies - est vue comme un obstacle direct à l'objectif de développement durable six (al-Shalalfeh et al., 2018).

Si l'impact environnemental des pratiques et politiques israéliennes en Cisjordanie est bien établi dans la littérature, la majorité des travaux actuels ne s'inscrivent pas dans une démarche démographique et d'étude du développement, ce faisant, ne dressent pas un tableau précis et méthodique de la situation des droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie. Comme nous l'avons vu, la thématique est principalement abordée par les études postcoloniales et indigènes. Les travaux s'ancrant dans les études de l'environnement et du développement s'intéressent quant à eux plutôt sur une facette bien précise des dégradations environnementales, comme l'eau ou la pollution atmosphérique. Ce manque de recherche est un obstacle à l'élaboration de politiques visant à améliorer la situation des droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie. De plus, si la relation entre dégradations environnementales et l'occupation israélienne est présentée comme organique, la question de l'intentionnalité n'est pas abordée. Il convient en effet de s'interroger si les préjudices environnementaux que subissent les Palestiniens sont un « produit secondaire » des politiques israéliennes déployées, ou si au contraire ils constituent l'un des objectifs principaux de ces politiques. En d'autres termes, l'environnement est-il délibérément utilisé par Israël pour nuire aux Palestiniens ?

Depuis peu, certains travaux s'appliquent à qualifier les impacts environnementaux des pratiques israéliennes de manière plus systémique. Qumsiyeh et Abusarhan (2020), dans la lignée d'un rapport de 2013 de Friends of the Earth International, introduisent le terme « Nakba environnementale » - une référence à l'exode de centaines de milliers de Palestiniens suite à la Guerre israélo-arabe de 1948-1949 - en explorant différents domaines environnementaux

affectés par l'occupation israélienne. Mais au-delà du nouveau terme, ces travaux n'appliquent aucune méthodologie apparente. Un concept plus productif est offert par le juriste palestinien Ahmed Abofoul (2021), pour qui la destruction écologique des territoires palestiniens occupés « a été orchestrée militairement dans le but d'établir et de maintenir davantage de colonies » et « facilite l'apartheid israélien », une situation qu'il qualifie « d'apartheid écologique ». Une variante, « apartheid environnemental », est mobilisée par l'Institute for Middle East Understanding, qu'il définit comme « l'exploitation systématique de l'environnement par Israël en Palestine/Israël et le système discriminatoire par lequel les Palestiniens sont dépossédés de leurs terres, de leur eau et d'autres ressources naturelles tout en subissant de manière disproportionnée les dommages écologiques causés par Israël ». Ce type de conceptualisation a l'avantage de poser une intentionnalité claire et systémique dans les dégâts environnementaux causés - ce qui est précisément notre question de recherche dans ce travail - à l'inverse de la « slow violence » où l'intention malveillante n'est pas nécessaire (Rice, 2016) ou du « racisme environnemental » pour lequel l'intention fait débat (voir plus bas). Il fait également écho aux nombreux travaux et rapports qualifiant d'apartheid la situation vécue par les Palestiniens dans les territoires occupés et en Israël (voir notamment Amnesty International, 2022; Bishara, 2001; B'tselem, 2021; Dugard & Reynolds, 2013; Human Rights Watch, 2021; Sfard, 2020; Zreik, 2004).

La mobilisation du terme apartheid environnemental nous semble donc pertinente pour explorer l'intentionnalité et le caractère systémique de l'impact environnemental des pratiques israéliennes en Cisjordanie, mais nécessite plus de précision. C'est ce que nous proposons ci-dessous.

4.2. Conceptualisation de l'apartheid environnemental

Stull et al. (2016) définissent l'apartheid environnemental comme une manifestation plus spécifique du « racisme environnemental ». Ce concept émerge dans les années 1980 aux États-Unis, à l'intersection du mouvement des droits civiques des Noirs, du mouvement ouvrier et du mouvement environnemental général (Pulido, 2017), dans un contexte de grande médiatisation du traitement des déchets toxiques (Pulido, 1996). En 1987, à la suite d'une mobilisation importante contre l'installation d'une décharge à proximité de quartiers afro-américains (Pulido, 2017), le révérend Benjamin Chavis propose une première définition du terme : « (...) *la discrimination raciale dans l'élaboration des politiques environnementales et l'application des réglementations et des lois, le ciblage délibéré des communautés de couleur pour les*

installations de déchets toxiques, l'approbation officielle de la présence de poisons et de polluants dangereux pour la vie des communautés de couleur, et l'histoire de l'exclusion des personnes de couleur du leadership du mouvement environnemental » (Chavis cité dans Holifield, 2001).

Durant la même période, le professeur Robert D. Bullard, qui est devenu une référence en la matière, offre à son tour une définition du racisme environnemental : « *toute politique, pratique ou directive qui affecte ou désavantage (intentionnellement ou non) des individus, des groupes ou des communautés sur la base de la race ou de la couleur.* » (Bullard, 2000). Dans la littérature, le racisme environnemental fait référence ainsi plus globalement aux associations géographiques entre pollution et communautés minorisées (Holifield, 2001), avec une attention particulière à l'élitisme du mouvement environnemental et la non-intégration des personnes de couleur dans ces questions (Pulido, 1996). Les mobilisations urbaines étasuniennes qui en découlent marquent le début du mouvement pour la justice environnementale en Occident (Blanchon et al., 2009).

Depuis ces premières utilisations de la notion de racisme environnemental, le terme est sorti du contexte étasunien pour qualifier d'autres situations dans le monde. Buu-Sao (2021) l'applique pour analyser l'impact des activités extractives au sein l'Amazonie péruvienne dès 1687, sur les populations minorisées. Acker (2022) affirme que la relégation des aires d'accueil pour les Gens du voyage dans des zones industrielles en France relève du racisme environnemental. Enfin, ce concept a encore été mobilisé pour qualifier les injustices environnementales à l'encontre des communautés Mapuche au Chili (Ungar & Atalah, 2020) ou des populations autochtones au Canada (Venkataraman et al., 2022).

L'intentionnalité dans la définition du racisme environnemental domine les débats actuels (Holifield, 2001). On constate en effet que Chavis parle de « ciblage délibéré » dans sa conceptualisation retranscrite ci-dessus, alors que Bullard se concentre sur les résultats discriminatoires de pratiques (Pulido, 2000). La littérature adopte cependant majoritairement une conceptualisation restrictive du racisme en se demandant si les populations racisées sont délibérément visées, ou encore si elles se sont établies avant ou après la pollution (Pulido, 1996, 2000, 2017; Turner & Wu, 2002).

Notre objectif ici étant d'étudier une hypothétique intentionnalité, ces débats autour du concept de racisme environnemental nous poussent à utiliser un autre concept, l'apartheid environnemental. En effet, ce dernier n'est pas « accidentel » (Stull et al., 2016).

Dans un article de 2016, Stull et al. explorent comment l'instrumentalisation des espaces ruraux en Afrique du Sud a contribué aux inégalités dans le pays, un processus qu'ils dénomment « apartheid environnemental ». Ils argumentent que les inégalités durant l'apartheid sud-africain n'étaient pas uniquement économiques ou politiques, mais également environnementales. Les auteurs définissent l'apartheid environnemental ainsi :

« L'utilisation délibérée de l'environnement pour marginaliser des groupes raciaux définis, ainsi que les conséquences ultérieures de cette marginalisation. » (Stull et al., 2016)

Stull et al. se concentrent plus spécifiquement sur la marginalisation rurale comme politique d'exclusion, bien qu'ils concèdent que « de nombreux aspects de l'environnement » peuvent être mobilisés. Construisant sur la définition de Stull et al., Mount (2020) parle de « marginalisation par la fragmentation » pour qualifier l'apartheid environnemental appliqué aux populations autochtones d'Hawaï par les États-Unis. L'auteure démontre ainsi l'applicabilité du terme « apartheid environnemental » à d'autres contextes. Car cette notion se fait encore très discrète dans la littérature académique, à la notable exception de Maricato (2003), qui explique comment la légalisation du logement dans les villes brésiliennes a poussé les classes les plus précaires à vivre dans des terres dévalorisées et exposées aux aléas environnementaux. L'auteure ne propose par contre aucune définition du terme ; la définition de Stull et al. reste donc la référence.

Cette définition nécessite néanmoins des ajustements pour sa mobilisation ultérieure dans ce mémoire. Premièrement, ceux qui subissent l'apartheid environnemental sont pour Stull et al. des « groupes raciaux définis », ce qui ouvre la discussion sur ce qu'est un groupe racial, non précisé par les auteurs. Nous entendrons donc ici par cette notion un collectif qui partage « des expériences, une histoire, des projets, des modalités communes » dans un contexte donné (Bessone, 2017). Ensuite, le fait de « marginaliser » ce collectif. En effet, Stull et al. parlent dans leur texte de « marginalisation rurale » à trois niveaux, mais leur définition parle plus largement de « marginalisation », processus qu'ils ne définissent pas en tant que tel. Or, la marginalité est un concept peu consensuel au sein de la communauté académique (Cullen &

Pretes, 2000). Ils exemplifient cependant la marginalisation dans le contexte sud-africain par l'éloignement géographique et symbolique d'un centre économique et culturel et le manque d'accès à certains services. Ces éléments se retrouvent dans les dénominateurs communs de la conception scientifique commune de la marginalisation, à savoir un rapport centre/périphérie et une atteinte à des facteurs économiques, politiques et sociaux (Cullen & Pretes, 2000). Dans cette acceptation-là, le concept est alors restrictif, car il ne semble pas considérer les atteintes directes à l'intégrité physique d'un groupe donné par des moyens environnementaux ; la marginalisation est ici un éloignement, pas une attaque directe. Or, c'est précisément sur cet aspect-là que le racisme environnemental, concept originel, s'est construit ; le fait que des communautés racisées souffrent de pollution et que leur santé se dégrade. Pour Stull et al., la différence avec le racisme environnemental est qu'il touche des communautés déjà marginalisées, alors que l'apartheid environnemental produit lui-même cette marginalisation sur des communautés racisées. Dans cette conception, cela voudrait dire que si des communautés non marginalisées le deviennent à la suite d'abus environnementaux, nous sommes dans une situation d'apartheid environnemental. Mais lorsque ces communautés sont déjà marginalisées et qu'elles connaissent des abus environnementaux, nous sommes dans une situation de racisme environnemental. Cette distinction ne nous semble pas productive, car nous sommes au fond dans un même processus : celui d'opprimer un groupe racialement défini par des voies environnementales. Pour toutes ces raisons, il nous semble pertinent d'abandonner la notion de marginalisation. Nous préférons utiliser le concept de domination qui se retrouve dans la notion plus vaste d'apartheid, définie dans la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (1973) comme des « actes inhumains (...) commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci ».

Ce qui différencierait de manière plus pertinente l'apartheid du racisme environnemental, ce serait plutôt l'intentionnalité du geste ; c'est un processus dynamique qui vise délibérément à instituer et maintenir une domination par le biais environnemental. Il englobe donc aussi bien ce que Stull et al. considèrent comme la marginalisation d'une communauté par une appropriation des terres que la pollution de son lieu de vie ; il lie le passé et le présent. La domination devient ainsi un élément permanent, et non un point de départ avec des conséquences ultérieures comme le concept de marginalisation. Face à ces considérations, nous proposons donc la définition suivante :

« *L'utilisation délibérée de l'environnement pour instituer ou maintenir une domination sur un groupe racial et leur exposition intentionnelle à des préjudices environnementaux* » (définition de l'auteur)

4.3. Le droit à un environnement sain comme cadre

Dans la définition que nous proposons ci-dessus, il nous reste à définir ce qu'on entend par « environnement » et « préjudices environnementaux » : quel type d'environnement est utilisé et qu'est-ce qu'un préjudice environnemental ? Nous proposons, dans une approche de développement durable et de droits humains, de mobiliser le cadre théorique du droit à un environnement sain.

Le consensus international autour de l'existence et de l'importance du droit à un environnement sain est de plus en plus prégnant. Il est reconnu dans divers instruments internationaux régionaux, comme la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples (1981), la Charte arabe des droits de l'homme (2004) ou encore la Déclaration des droits humains de l'ASEAN (2012). Du côté européen, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a appelé plusieurs fois l'organe à reconnaître ce droit (Mendes Bota, 2009; Moutquin, 2021, 2024). Au niveau national, ce sont 161 pays des 193 états membres de l'ONU qui reconnaissent le droit à un environnement sain dans leurs constitutions, législation nationale ou traités régionaux (Boyd, 2024). L'avancée la plus marquante en la matière est probablement la reconnaissance de ce droit par l'Assemblée générale de l'ONU le 28 juillet 2022. La résolution a été soutenue par 161 États membres, dont Israël (Boyd, 2024). La représentante israélienne à l'ONU a ainsi déclaré lors de l'adoption du texte que « *Israël est fermement déterminé à garantir un environnement propre, sain et durable pour tous et est fier d'être à l'avant-garde de ces efforts, de la préservation de la biodiversité à la protection et à la dépollution de l'air, des terres et des ressources hydriques* » (*Compte-rendu écrit de la 97e séance plénière de la 73e session l'Assemblée générale des Nations unies, s. d.*)

Si la résolution ne définit pas en tant que tel le droit à un environnement sain, ce dernier est explicité dans divers documents onusiens qui ont suivi son adoption. Le rapporteur spécial de l'ONU David R. Boyd distingue deux volets au droit, un volet substantif et un volet procédural. Étant donné que nous nous intéressons ici aux préjudices environnementaux directs, nous nous attarderons plutôt sur la facette substantive (les droits procéduraux incluent l'accès à la

participation, à l'information et à la justice). Le droit à l'environnement sain consacre ainsi pour Boyd la jouissance : d'un air pur ; d'une eau saine et en quantité suffisante ; d'une alimentation saine et produite de manière durable ; d'un climat sûr ; d'une biodiversité et d'écosystèmes sains ; d'environnements non toxiques où les gens peuvent vivre, travailler, apprendre et se divertir.

Alors que le droit à un environnement sain est internationalement reconnu comme un droit humain et que tout État a une obligation de le garantir, sa violation nous semble être un indicateur pertinent pour mesurer le degré de préjudice environnemental subi par une population en situation d'apartheid environnemental. Nous examinerons ainsi chaque facette substantive de ce droit pour déterminer l'ampleur de l'exposition des populations de Cisjordanie aux préjudices environnementaux, ainsi que l'intentionnalité qui traverse cette exposition. Pour des raisons de concision et de difficulté d'analyse, nous n'aborderons pas la partie « climat sûr ». En effet, le changement climatique étant un phénomène planétaire, il n'est pas pertinent de le lier à des pratiques d'un pays particulier.

5. Un air pur

5.1. État des lieux

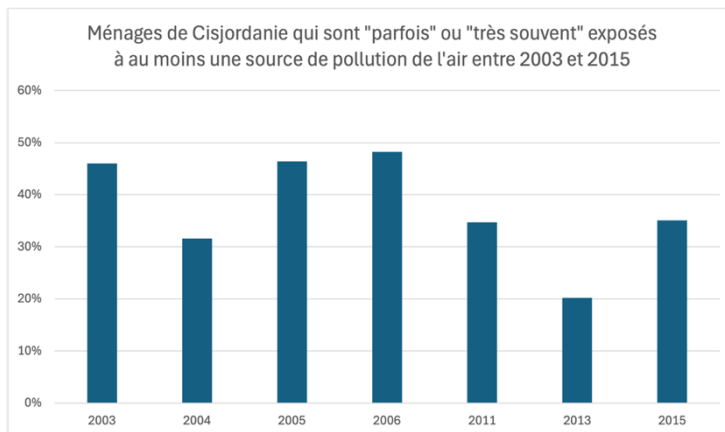


Figure 2 - Données issues des microdonnées disponibles des Household Environmental Surveys du PCBS - Calculs et représentation de l'auteur

On constate qu'en 2003, 2005 et 2006, près de 50 % des ménages ont répondu subir au moins une source de pollution de l'air parfois ou très souvent. Après 2006, les taux sont plus bas, mais remontent à 35 % en 2015. Nous disposons cependant des résumés des données sur une

Le Palestinian Bureau of Statistics, dans ses Household Environmental Surveys, mesure la pollution de l'air par l'exposition d'un ménage aux odeurs, à la poussière et à la fumée. Le graphique ci-contre donne l'évolution du pourcentage de ménages ayant été exposé parfois ou fréquemment à au moins une de ces sources de pollution. Les années répertoriées sont celles où les microdonnées sont disponibles. On

fourchette de temps plus large, ce qui nous permet d'analyser les sources majeures de pollution

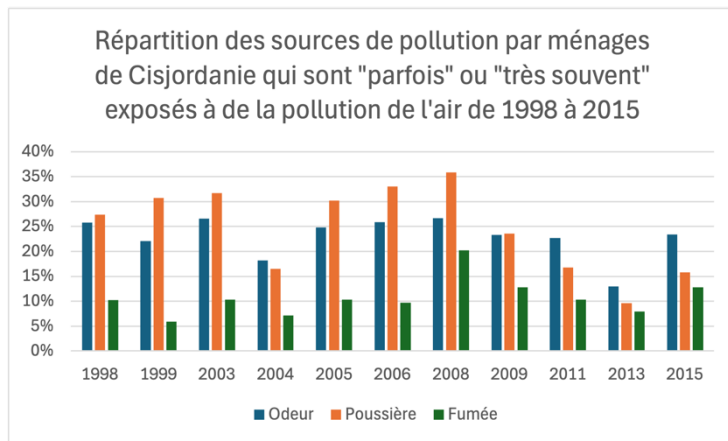


Figure 3 - Données issues des Household Environmental Surveys du PCBS - Représentation de l'auteur

et leur évolution. La figure 3 ventile les différents types de pollution entre 1998 et 2015. On constate que sur la première moitié de la période étudiée, la poussière est le type de pollution le plus recensé. Après 2008, elle perd de l'importance et ce sont les odeurs qui deviennent la première cause de pollution de l'air.

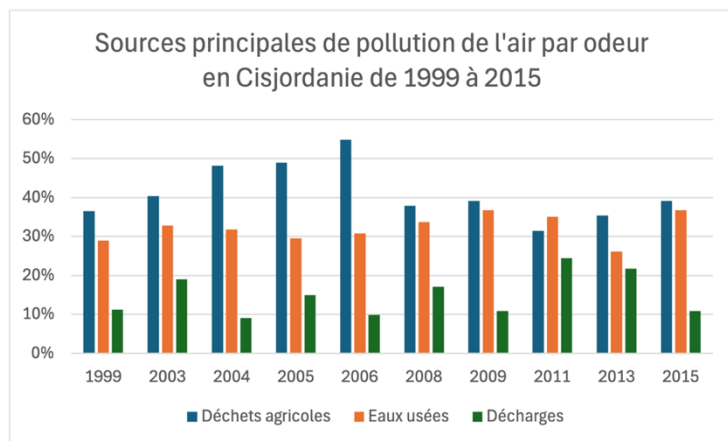


Figure 4 - Données issues des Household Environmental Surveys du PCBS - Représentation de l'auteur

Nous disposons également, dans les enquêtes du PCBS, des facteurs principaux par type de pollution. Pour la pollution par odeur, la répartition est donnée dans le graphique ci-contre. Entre 1999 et 2006, les déchets agricoles sont le principal facteur de pollution par l'odeur pour les ménages de Cisjordanie. Mais à partir de 2008, on observe un changement de

tendance ; les eaux usées deviennent un facteur quasiment équivalent. La pollution par les décharges prend également plus d'importance à partir de 2008.

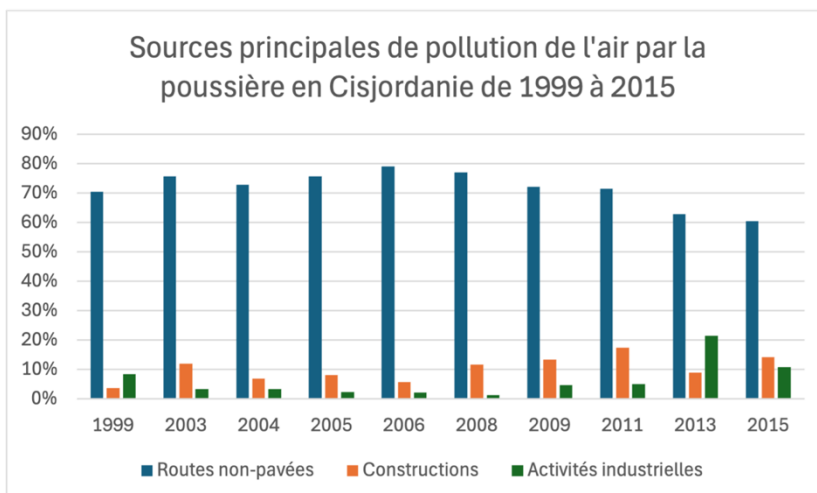


Figure 5 - Données issues des Household Environmental Surveys du PCBS - Représentation de l'auteur

La figure 5 montre l'évolution de la pollution de l'air par poussière. Même si une diminution est constatée en 2006, les routes non pavées sont largement les principales

responsables de la pollution de l'air.

Enfin, en ce qui concerne la pollution de l'air par fumée, la figure 6 détaille l'évolution des facteurs principaux de pollution. On constate que le brûlage de déchets est la cause majeure de pollution sur toute la durée (à l'exception de 2011) et que sa part relative grandit au fil des années. Ces résultats concordent avec une enquête menée par Al-Khatib (2015) dans 3 gouvernorats ; 42 % des ménages interrogés se plaignent de problèmes d'odeurs et de fumée

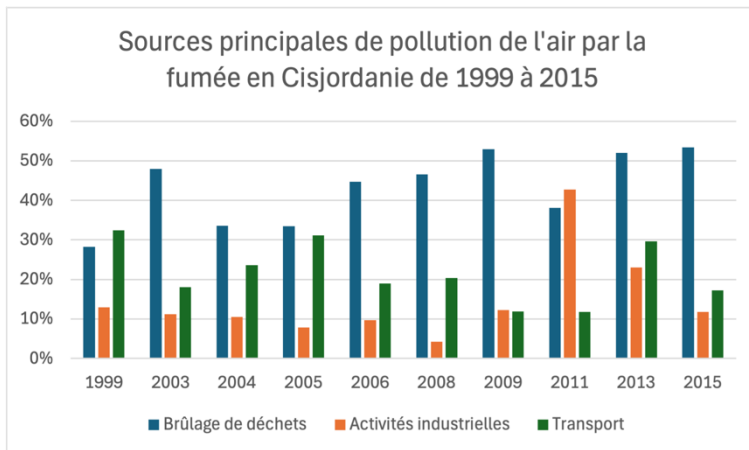


Figure 6 - Données issues des Household Environmental Surveys du PCBS - Représentation de l'auteur

des déchetteries adjacentes. Les activités industrielles déclinent jusqu'en 2008, pour ensuite remonter significativement dès 2009.

Pour comprendre les sources de pollution citées ci-dessus, il nous semble opportun d'étudier le système de récolte de déchets

solides, étant donné que le brûlage de déchets et les décharges sont des facteurs de pollution qui ont pris de l'importance au cours de la période étudiée. Déjà en 2000, les différents plans du ministère palestinien des Affaires environnementales pointaient la gestion des déchets solides comme une cause majeure de la pollution de l'air, mais aussi des ressources aquifères et des terres (Khatib & Al-Khateeb, 2009). Nous aborderons également brièvement l'état des routes et les problématiques qui y sont associées. Pour des raisons de cohérence, nous n'aborderons pas ici le système de collecte des eaux usées, qui sera abordé dans la partie sur l'eau (section 7).

5.2.L'état du système de collecte des déchets

Au niveau du système de collecte de déchets, la situation s'est significativement améliorée sur la période étudiée (voir figure 7). En 2015, 7 % des ménages géraient eux-mêmes leurs déchets,

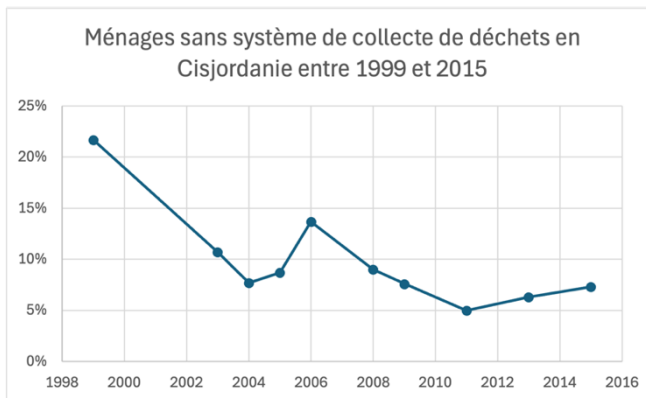


Figure 7 - Données issues des Household Environmental Surveys du PCBS – Représentation de l'auteur

contre 22 % en 1999. La régression observée entre 2004 et 2006 peut s'expliquer par la situation politique instable générée par la deuxième Intifada (Al-Khatib et al., 2007). L'amélioration du taux de couverture par un système de collecte de déchets ne s'explique pas par une augmentation de développement de systèmes de collecte, mais par la mutualisation entre villes et villages de

systèmes préexistants (Al-Khatib et al., 2007).

Le principal collecteur de déchets solides est l'autorité publique. Pour les ménages non couverts par un système de collecte, 55 % brûlaient leurs déchets en 1999 (Palestinian Central Bureau of Statistics, 1999b), contre 17,4 % en 2015 (Palestinian Central Bureau of Statistics, 2015a). Ainsi, la majorité des ménages (77,4 %) jetaient leurs déchets dans un conteneur en dehors de leur zone d'habitation en 2015 (contre 37,2 % en 1999) (Palestinian Central Bureau of Statistics, 1999b, 2015a). La diminution importante du nombre de ménages non couverts par un système de collecte de déchets sur la période étudiée, combinée au recours de moins en moins important au brûlage de déchets par les ménages, nous indiquent que l'importance croissante de la pollution par fumée à cause de brûlages de déchets trouve une explication ailleurs que dans les pratiques au sein des ménages. À l'inverse, la nuisance par odeur des décharges qui augmente à partir de 2008 peut partiellement s'expliquer par le recours de plus en plus majoritaire au placement de déchets dans les conteneurs les plus proches par les ménages non couverts par un système de collecte.

Al-Khatib et al. (2007) ont mené en 2006 une étude dans plusieurs gouvernorats de Cisjordanie pour déterminer les tendances de gestion des déchets par les municipalités. Sur les sept régions étudiées, seuls les villes et villages de Naplouse transféraient leurs déchets dans une décharge sanitaire appropriée contrôlée par Israël. Les autres gouvernorats jettent les déchets dans des décharges aléatoires aux frontières ou à l'extérieur des villes, et pour la majorité les brûlent. Ces décharges ne respectent aucune norme de sécurité et d'hygiène en la matière. Le recours

au feu pour réduire la masse de déchets avait été limité lors de la création en 1998 du ministère des Affaires environnementales, mais les troubles occasionnés par l'Intifada ont freiné les efforts réalisés (Al-Khatib et al., 2007).

En 2021, les Palestiniens disposaient de seulement quatre décharges sanitaires en Cisjordanie. La plus ancienne, Zahrat al-Finja, est opérationnelle depuis 2007 et se situe en zone B dans le gouvernorat de Jénine. Elle est au-dessus de sa capacité depuis 2018, car en plus des déchets de Jénine, elle reçoit ceux des gouvernorats du nord ainsi que des villes de Ramallah et Al Bireh (Thöni & Matar, 2019). En 2007, une nouvelle décharge a été ouverte dans le gouvernorat de Jéricho ; elle reçoit les déchets de Jéricho et d'une partie de Naplouse. Elle est surchargée depuis 2019 (Thöni & Matar, 2019). La décharge d'Al Minya, en zone C, est opérationnelle depuis 2014 et traite les déchets d'Hébron et de Bethléem. Elle est en surcapacité de plus 400 tonnes par jour de déchets en date de 2018 (Thöni & Matar, 2019). Enfin, une décharge technique a ouvert en 2019 en zone C dans la zone de Jérusalem (Thöni & Matar, 2019).

5.3.L'état des routes en Cisjordanie

Le PCBS ne fournit pas de données temporelles concernant l'état du système routier en Cisjordanie, l'évolution de ce dernier est donc difficile à analyser. En 1990, la Cisjordanie disposait de 1862 kilomètres de routes dont 70 kilomètres non pavés (Abaza & Abu-Eisheh, 2001), soit un ratio de 1km de route non pavée pour 26,6km de routes pavées et une densité de 10,4 kilomètres de routes pour 10.000 habitants (calculs de l'auteur). En 2020, la Cisjordanie disposait de 3927 kilomètres de route, dont 461 non pavées (Palestinian Central Bureau of Statistics, 2021c), soit un ratio de 1km de route non pavée pour 8,5 kilomètres de routes pavées et une densité de 12,9 kilomètres de routes pour 10.000 habitants (calculs de l'auteur). La couverture du réseau routier s'est donc améliorée sur la période étudiée, mais la proportion de routes non pavées s'est agrandie.

5.4.Les impacts de la politique israélienne sur la pollution de l'air

5.4.1. L'organisation politique du manque d'infrastructures

L'article 12 du protocole concernant les affaires civiles dans l'annexe 3 de l'Accord d'Oslo II détermine les responsabilités palestiniennes et israéliennes en termes de gestion des déchets. Il transfère cette compétence aux autorités palestiniennes dans les zones A et B, mais les autorités

israéliennes restent compétentes en zone C (Lücke, 2014). Les deux parties s'engagent également à suivre les standards en la matière, notamment de maintenir des niveaux acceptables de traitement de déchets solides et liquides et de prévenir les pollutions en découlant qui pourraient affecter l'autre partie (Lücke, 2014).

Le partage de la Cisjordanie en 3 zones dans l'Accord intérimaire a largement retiré aux Palestiniens les zones potentiellement constructibles ; en effet, les limites des zones A et B se confondent avec les habitations existantes et les terrains propices à la construction se trouvent majoritairement en zone C (Lein, 2002). Alors que l'établissement d'une décharge sanitaire comprend des risques pour l'environnement et la santé humaine, la zone C est une zone propice à de telles installations (Al-Khatib et al., 2015). Or, toute construction en zone C nécessite d'introduire une demande à l'Autorité civile israélienne, ce qui a amputé lourdement la capacité des autorités palestiniennes à implémenter ses différents projets (Palestinian National Authority, 2010). À l'inverse du Joint Water Comitte (voir la section sur l'eau), il n'existe ainsi pas d'organe de concertation en matière de gestion des déchets solides. Israël dispose ainsi d'un veto de fait sur les projets palestiniens en zone C. La Cisjordanie est donc largement dépendante du bon vouloir d'Israël pour la gestion de ses déchets. Un résident de Wadi Fukin explique : *«La pollution de l'air est là, c'est certain, la pollution des sols est là, c'est certain, de leur côté (les colons israéliens, note de l'auteur) et du nôtre aussi. Pourquoi ? Parce qu'en tant que communauté, nous avons nos déchets, nos ordures. Et comme nous n'avons pas d'endroit spécial pour recycler et que nous n'avons même pas de voiture pour ramasser les déchets dans nos rues... Ils (les Israéliens, note de l'auteur) empêchent cela, ils contrôlent cela aussi. Certaines personnes jettent ainsi les déchets dans les montagnes ou loin du village. Cela pose également de gros problèmes environnementaux ».*

Ce pouvoir détenu par Israël dans l'acceptation de projets de gestion des déchets a été utilisé pour développer la colonisation. Pour la station des déchets d'Al Minya, un projet financé par la Banque mondiale, Israël a conditionné son accord à l'utilisation des infrastructures par les colonies de la région (Human Rights Watch, 2016). Israël a finalement délivré le permis sans condition, mais des colons utilisent tout de même la station sous escorte militaire (Human Rights Watch, 2016). Un autre cas rapporté par l'organisation B'tselem (2016) est la décharge d'al-Bireh, près de Ramallah. Cette décharge non officielle dessert la ville d'al-Bireh (13.380 tonnes en 2010) et les colonies adjacentes (29.478 tonnes en 2010). L'Autorité civile a menacé de la fermer en 2011 suite au refus palestinien d'étendre la décharge près d'habitations

palestiniennes. Le site a finalement été fermé pour des raisons environnementales et hygiéniques en 2013 par l'armée israélienne (Levinson, 2013). La German Bank for Development avait proposé pour la première fois en 2003 de financer une nouvelle station de déchets à proximité du site fermé, dans la région de Ramun (Time of Israel, 2018). Une nouvelle station à cet emplacement permettrait de fermer définitivement la décharge d'al-Bireh, mais également un nombre important de décharges illégales dans la région (Thöni & Matar, 2019). Le projet a d'abord été approuvé en 2005, et les documents de l'Autorité civile israélienne mentionnaient que le site serait utilisé aussi bien par des colons que par des villes palestiniennes (Levinson, 2013). Cependant, en 2013, la banque allemande indique clairement que le projet ne peut pas être utilisé par les Israéliens (Levinson, 2013). Depuis, le projet est bloqué, car Israël refuse de délivrer le permis si les colons ne peuvent pas l'utiliser (Thöni & Matar, 2019). Les autorités israéliennes proposent comme compromis de construire deux stations l'une à côté de l'autre ; une pour les Palestiniens financée par le bailleur international et une pour les colonies financée par Israël (Time of Israel, 2018). Le projet a toutefois rencontré une forte résistance locale ; les colons s'y sont opposés pour des raisons environnementales et idéologiques, tandis que certaines communautés palestiniennes allaient être expropriées de leurs terres (Levinson, 2013).

À l'inverse, les Israéliens disposent d'au moins deux décharges sanitaires en Cisjordanie. La décharge Tovlan, construite en zone C sur des terres réquisitionnées dans la vallée du Jourdain, dessert uniquement des colonies ainsi que des villes intérieures à Israël (Human Rights Watch, 2016). La décharge d'El 'Eizariya, créée en 1981 sur des terres palestiniennes à moins d'un kilomètre des villages palestiniens El 'Eizariya et Abu Dis (gouvernorat de Jérusalem), est utilisée aussi bien par les Palestiniens que les Israéliens (Abu Dis: from Land Expropriation to Landfill, 2010). Cependant, le Palestinian Human Rights Monitoring et le Camden Abu Dis Friendship Association (Abu Dis: from Land Expropriation to Landfill, 2010) estiment que la décharge dessert bien plus les intérêts israéliens que ceux palestiniens. En effet, beaucoup plus de déchets israéliens y sont traités que de déchets palestiniens ; les Palestiniens sont également confrontés à un prix de traitement trop élevé pour leurs finances, et les camions de collecte palestiniens sont parfois bloqués par l'armée israélienne. Alors que la centrale devait fermer au début des années 2000 en raison de sa durée de vie industrielle, elle a continué à être étendue au détriment des problèmes environnementaux qu'elle cause aux populations palestiniennes (Isaac & Rishmawi, 2015).

La fragilité économique de l’Autorité palestinienne la rend largement dépendante des bailleurs internationaux ; les stations de Jéricho et Al Minya ont été financées de l’extérieur (Lücke, 2014) tandis que les nouveaux projets sont également financés par des organismes externes. Cette dépendance semble exploitée par les autorités israéliennes. Les bailleurs internationaux ne peuvent financer des infrastructures qui desservent les colonies israéliennes, ces dernières étant jugées illégales par le droit international, comme l’indiquent notamment plusieurs résolutions des Nations unies (voir notamment : Security Council resolution 446 (1979) [on establishment of a commission to examine the situation relating to settlements in the Arab territories occupied by Israel], 1979; Security Council resolution 465 (1980) [on Israeli settlement policies in the occupied territories], 1980; Security Council resolution 2334 (2016) [on cessation of Israeli settlement activities in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem], 2016). Or, Israël, comme vu plus haut, conditionne l’octroi de permis en zone C à l’intégration des colonies dans le projet, ce qui ne peut qu’être refusé par le bailleur, que ce soit au niveau de l’illégalité des colonies ou du cahier de charges qui exclut l’aide à des pays développés comme Israël (Time of Israel, 2018). Nous sommes ainsi face à un système qui empêche le développement d’infrastructures palestiniennes propres, à moins que les Palestiniens acceptent la poursuite de la colonisation de leur territoire. Lorsque, sur papier, un accord au bénéfice unique des populations palestiniennes est signé, dans les faits, les colons bénéficient également des infrastructures, comme c’est le cas pour la station de Bethléem. Israël, par ses pratiques en matière de gestion des déchets, utilise ainsi un problème critique – le manque d’infrastructures de gestion des déchets et la pollution de l’air qui en résulte – à des fins territoriales.

5.4.2. Le système de ségrégation des routes

Le découpage issu d’Oslo II a également eu un impact considérable sur le développement du réseau routier en Cisjordanie. En effet, comme déjà expliqué, les différentes zones palestiniennes densément peuplées ne sont pas contiguës et sont coupées par la zone C, qui est quant à elle contiguë et dont Israël est l’unique responsable concernant le développement territorial. Les zones A et B sont des « îles » au milieu d’un « océan » de zone C (B’tselem, 2004). Par conséquent, il est extrêmement laborieux de construire un réseau routier entre les zones palestiniennes peuplées, comme les grandes villes, car cela nécessite de construire en zone C (B’tselem, 2004). Or, l’Administration civile israélienne refuse majoritairement les demandes de construction et démolit les structures non autorisées, routes comprises (Farha,

2020).

À côté de cela, Israël a construit un réseau conséquent de routes modernes et bétonnées à travers la zone C pour relier les différentes colonies israéliennes entre elles. Ce réseau a été conçu spécifiquement pour les citoyens israéliens, afin que ceux-ci puissent se déplacer en zone C sans passer par des communautés palestiniennes (Rosen & Shaul, 2020). Par conséquent, ces routes sont réservées aux citoyens israéliens et les Palestiniens ne peuvent pas l'emprunter ou sous des conditions très spécifiques (B'tselem, 2004; Farha, 2020; Rosen & Shaul, 2020). Si les projets routiers ont commencé dans les années 1970 avec l'établissement des premières colonies (B'tselem, 2004), la majeure partie des infrastructures s'est développée à la suite des Accords d'Oslo et au début de la deuxième Intifada (Isaac et al., 2019). L'impossibilité d'utiliser le réseau de routes israélien en zone C, qui est bétonné et souvent le chemin le plus rapide, combiné aux difficultés de construire des infrastructures propres dans cette même zone, poussent ainsi les Palestiniens à utiliser des routes alternatives, souvent non pavées (Isaac et al., 2019). Ceci explique le haut taux de pollution de l'air par la poussière attribué aux routes non pavées.

6. Une eau propre et en suffisance

L'accès à une eau propre et en suffisance regroupe : un approvisionnement en eau suffisant aux populations (1) ; une eau de qualité grâce à un assainissement sécurisé (2) ; le traitement des eaux usées (3) ; et l'état des systèmes aquatiques (4) (Boyd, 2024). Ces différentes facettes des droits liés à l'eau se retrouvent dans la compréhension d'un environnement sain, mais sont aussi présentes dans d'autres dispositifs de développement, notamment les Objectifs du Développement durable dont l'objectif six traite de l'eau.

6.1. Une eau en suffisance

Pour évaluer ce critère et son évolution dans le temps, nous allons utiliser l'indicateur de consommation moyenne par litre par personne et par jour, que nous comparons aux standards de l'OMS dans une approche de santé de la population. La norme de l'Organisation mondiale de la santé en termes de consommation d'eau domestique est établie à plus de 100 litres d'eau par personne et par jour (Howard et al., 2020). La figure 8 donne l'évolution de la consommation domestique par litre/jour/personne en Cisjordanie entre 1997 (première date où des données sont disponibles) et 2021. Les données

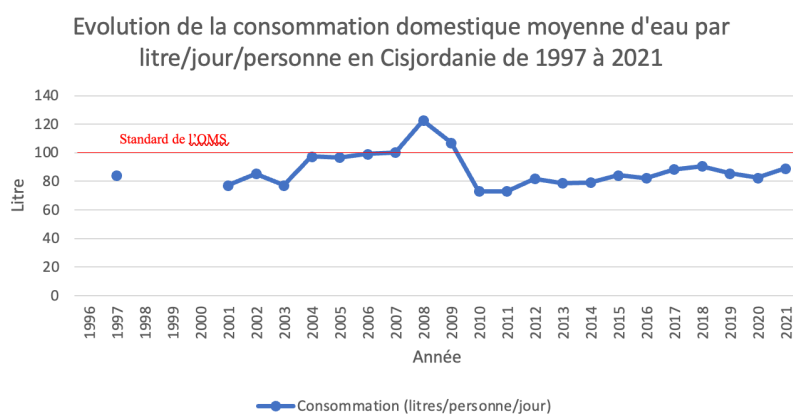


Figure 8 - Données issues des Water Statistics du PCBS - Représentation de l'auteur

ne sont pas disponibles pour 1998, 1999 et 2000. On constate qu'après les Accords d'Oslo II, la consommation s'améliore jusqu'en 2008. À partir de là, la consommation chute et se stabilise autour 85 litres/jour/personne jusque 2021. Sur toute la période étudiée, la consommation est inférieure à la norme de l'OMS, à l'exception des années 2007-2008-2009. Cependant, les moyennes affichées sur la figure 9 masquent de grandes disparités par gouvernorats.

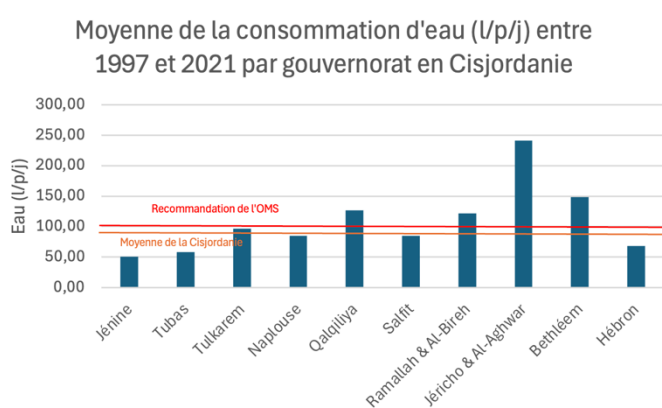


Figure 9 - Données issues des Water Statistics du PCBS - Calcul et représentation de l'auteur

Le graphique ci-contre détaille la consommation moyenne par gouvernorats sur toute la période étudiée. Les gouvernorats de Jénine, Tubas et Hébron ont une consommation d'eau largement inférieure à la moyenne de la Cisjordanie. À l'inverse, le gouvernorat de Jéricho et Al-Aghwar a une consommation hautement supérieure. Qalqiliya, Ramallah et Bethléem sont au-dessus de la moyenne régionale et de la norme de l'OMS. Au total, sur la période étudiée, 6 gouvernorats sur 10 ont une consommation inférieure aux standards en la matière. Une forte disparité au sein même des gouvernorats est d'application. Enfin, il y a une disparité entre milieu rural et urbain. Si nous n'avons pas de données temporelles précises, il est estimé que certaines communautés rurales de Cisjordanie vivent avec 26 litres par jour et par personne, ce qui équivaut à un accès basique selon les standards de l'OMS (Hareuveni, 2023).

La moyenne de la Cisjordanie est cependant à relativiser pour deux raisons. Premièrement, dans les statistiques disponibles, les données de Jéricho incluent l'eau à utilisation domestique et à utilisation agricole, ce qui hausse fortement l'indicateur. Deuxièmement, les données sont

calculées à partir du fournisseur de service, le Water Sector Regulatory Council. Si l'on prend en compte les potentielles pertes de distribution dues aux canalisations vétustes, nous tombons à une moyenne d'entre 50 et 60 litres (World Bank, 2008).

6.2. Une eau de qualité grâce à un assainissement sécurisé

Pour évaluer ce critère et son évolution dans le temps, nous allons mobiliser l'indicateur de recours à une source améliorée d'eau potable. La différence avec la partie ci-dessus est que nous parlons ici d'eau potable à usage de consommation, et non d'eau à usage domestique. Nous obtenons cet indicateur dans les enquêtes MICS de l'UNICEF de 2000, 2010, 2014 et 2019-2020. Sont considérées comme source améliorée : l'eau canalisée ; les puits protégés ; les sources protégées ; la collecte d'eau de pluie ; l'eau acheminée par camion-citerne ; les chariots avec citerne ; l'eau en bouteille ; et les kiosques à eau. On constate un recours très élevé à une source d'eau potable améliorée : 94,9 % en 2000, 90,1 % en 2010, 96,8 % en 2014 et 99,9 % en 2019-2020. Malgré une baisse entre 2000 et 2010, le recours à une source d'eau potable améliorée s'est nettement accru pour atteindre presque 100 % en 2019-2020. Cependant, ces données masquent à nouveau des disparités régionales. Nous ne disposons pas des données par gouvernorat en 2000, mais en 2010, le gouvernorat de Jénine présentait un indice de 70,4 %, le gouvernorat de Tubas présentait un indice de 59,1 % et celui d'Hébron un indice de 82,7 % (voir graphique annexe 13.1.5). Ces gouvernorats étaient également marqués par une plus faible consommation d'eau dans l'analyse ci-dessus. Cependant, les 3 gouvernorats vont rattraper leur retard en 2014.

Si ces taux sont largement suffisants, l'enquête MICS de 2019 apporte un indicateur supplémentaire qui les relativise : l'utilisation de services d'eau potable gérés en toute sécurité (indicateur 6.1.1 des objectifs du développement durable et indicateur WS6 des enquêtes MICS). Il se traduit par le pourcentage de membres du ménage disposant d'une source d'eau potable améliorée située sur place (dans la maison/le jardin/...), exempte de maladie (ici, la bactérie E. coli) et disponible sans interruption. La disponibilité de l'eau sans interruption n'étant pas une question posée dans les précédentes enquêtes, nous ne pouvons qu'utiliser sa dernière édition. En 2019-2020, cet indice était ainsi de 66,2 % en Cisjordanie. Cependant, il masque toujours une grande variabilité régionale (voir annexe 13.1.6). Les gouvernorats d'Hébron (50 %) et de Jénine (52 %) présentent à nouveau des taux faibles, et ceux de Qalqiliya (67 %) et de Bethléem (60 %) sont également plus faibles que la moyenne. Cependant, ce taux

est susceptible d'être en réalité bien plus bas. En effet, l'enquête MICS 2019-2020 a été réalisée en hiver et la question sur la coupure d'eau était formulée ainsi « Y a-t-il eu, au cours du mois dernier, des périodes sans eau en quantité suffisante ? ». Or, les personnes que nous avons interviewées expliquent que les coupures d'eau ont lieu surtout en été, lorsque l'eau est plus rare. L'indicateur est donc potentiellement bien plus faible à cette période-là. De plus, dans la Household Environmental Survey de 2015 du PCBS, seuls 50,9 % des ménages sondés témoignaient d'un approvisionnement d'eau sans interruption.

6.3. Le traitement des eaux usées

Pour analyser ce critère, nous allons employer l'indicateur d'utilisation d'installations sanitaires améliorées. Une installation sanitaire améliorée est définie dans les enquêtes MICS de l'UNICEF comme une installation qui sépare de manière hygiénique les déchets humains du

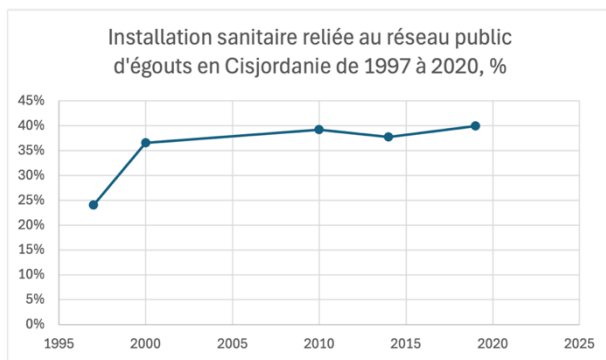


Figure 10 - Données issues des enquêtes MICS3, MICS4, MICS5 et MICS6 de l'UNICEF et de l'Household Environmental Survey de 1998 du PCBS - Représentation de l'auteur

contact humain : cela comprend les chasses d'eau, déversement dans les égouts, fosses septiques... L'indicateur est proche de 100 % dans les 4 différentes enquêtes : 98,9 en 2000, 99,1 % en 2010, 98,8 % en 2015 et 98,3 % en 2019-2020. Il n'y a pas de différences substantielles entre les gouvernorats. Par contre, les ménages de Cisjordanie sont caractérisés par une faible connectivité à un



réseau d'égout. Comme l'indique la figure 10, le nombre de ménages étant branchés au réseau d'égouttage public stagne autour de 39 % entre 2000 et 2019, mise à part une amélioration assez nette entre 1997 et 2000. La répartition par

Figure 11 - Données issues des enquêtes MICS4, MICS5 et MICS6 - Représentation de l'auteur

gouvernorat est indiquée à la figure 11². On observe également que les districts de Jénine, Tubas, Salfit, Jéricho et Hébron sont en dessous de la moyenne de la Cisjordanie. Seul

² Les données pour l'année 2000 par gouvernorat ne sont pas disponibles

Jérusalem-Est voit une diminution de son branchement à l'égout public entre 2010 et 2014. Il convient de préciser que le système d'égouts a été établi avant 1967 et l'occupation israélienne et est donc sensible à des fuites et des bouchons (Isaac & Rishmawi, 2015; Salem et al., 2007). Ce sont essentiellement les grandes villes de Cisjordanie qui sont desservies par un réseau d'égouts publics, tandis que les villages et les camps de réfugiés utilisent d'autres méthodes (Salem et al., 2007), ce qui explique la plus faible proportion dans les gouvernorats de Jénine, Tubas, Salfit, Jéricho et Hébron, qui comprennent moins de grandes villes. La méthode de traitement des eaux usées la plus utilisée est le recours à une fosse septique. La figure 13.1.7 en annexe donne l'évolution de cet usage entre 1999 et 2015. On constate que l'usage de fosses septiques a légèrement diminué sur la période, passant de 66 % en 1999 et 60 % en 2015. Cette baisse peut être attribuée au développement du réseau public d'égouts. Une proportion de plus en plus grande de ménages a recours à une fosse septique étanche, passant de 3 % à 2004 à 17 % en 2015. Cependant, en 2015, 43 % des ménages utilisaient toujours une fosse septique poreuse (contre 38,4 % de ménages reliés à l'égout public), ce qui fait que cette méthode de recueil des eaux usées est la plus utilisée en Cisjordanie. Cela pose plusieurs problèmes en matière environnementale : les fosses septiques poreuses sont conçues pour filtrer les résidus solides et laisser les eaux usées s'échapper dans le sol, ce qui laisse des polluants infiltrer le sol et les ressources aquifères (Isaac & Rishmawi, 2015).

Les eaux usées récoltées par le système d'égouts publics sont traitées dans des stations d'épuration centralisées en Cisjordanie. L'annexe 13.1.8 détaille l'année d'établissement des différentes stations actives jusqu'en fin 2021 depuis 1995. Les stations d'épuration avant 1997 étaient considérées comme défectueuses et inadéquates (The status of the Environment in the West Bank, 1997). Jusqu'en 2011-2013, l'entièreté de la Cisjordanie ne disposait que d'une station d'épuration des eaux usées moderne. Sur cette période, il est estimé que seulement 6 % de la production totale des eaux usées était traitée (Isaac et al., 2011; Salem et al., 2007). En 2015, la situation s'est améliorée et deux tiers des eaux usées récoltées par le système d'égouts publics en Cisjordanie étaient traités dans une station d'épuration (Isaac & Rishmawi, 2015). Outre les stations d'épuration centralisées, 16 stations collectivisées (desservant des quartiers ou un ensemble de bâtiments) reçoivent également des eaux (Isaac & Rishmawi, 2015). Sur l'ensemble de la période étudiée, les eaux usées du système d'égouts publics non traités sont déversées dans des wadis qui deviennent des rivières d'eaux usées, polluant ainsi l'environnement, contaminant les sols et l'eau (Isaac & Rishmawi, 2015). C'est également le cas pour la majorité des eaux des fosses septiques des ménages, qui sont récoltées par un

contracteur privé ou le service communal (Salem et al., 2007). En 2007, l'Applied Research Institute – Jerusalem a ainsi recensé 363 lieux de déversement des eaux usées dans la nature en Cisjordanie.

En conclusion, étant donné la faible connectivité des ménages à l'égout public, l'utilisation majoritaire de fosses septiques poreuses et le manque d'infrastructures de traitement, une large majorité des eaux usées est simplement déversée dans l'environnement.

6.4.L'état des systèmes aquatiques

Pour évaluer l'état des systèmes aquatiques, nous allons mesurer la pollution chimique des aquifères. Le polluant le plus présent relevé dans les puits d'eau à usage domestique est le nitrate (NO₃). Le Palestinian Bureau Of Statistics a effectué des relevés à cet effet de 1997 à 2007. Le graphique en annexe 13.1.9 donne l'évolution de la concentration de la substance dans l'eau des puits. La norme de l'OMS est établie à 50mg par litre (Zohud & Alam, 2022). Nous constatons qu'à l'exception de l'année 2007, toutes les années ont été marquées par des taux de nitrate supérieurs à la norme de l'OMS dans différents gouvernorats. Les régions de Tubas, Hébron, Qalqiliya et Tulkarem sont les plus touchées par cette pollution. Le gouvernorat de Salfit a en 2006 également un taux supérieur à la norme. Ces données sont cohérentes avec la littérature scientifique disponible. Une étude de 2011 dans les gouvernorats de Tulkarem et de Jénine a trouvé des taux de concentration de nitrate supérieurs à la norme de l'OMS dans ses 50 échantillons testés issus de puits d'eaux souterraines (Ghanem et al., 2011). Les données par gouvernorat présentées ici sont cependant des moyennes des différents puits. Une analyse menée par puits a démontré que les taux maximaux de concentration en nitrate observés augmentaient entre 2000 et 2004 (Anayah & Almasri, 2009).

L'enquête MICS de 2019-2020 a également calculé la présence de la bactérie d'E. coli dans les sources d'eau utilisées par les ménages. Cette bactérie que l'on retrouve dans le tube digestif humain peut provoquer des intoxications et maladies alimentaires (OMS, 2018). Il en ressort que 19 % des sources testées étaient contaminées par cette bactérie, la norme de l'OMS ne permettant aucune trace dans l'eau consommée par des humains (Zohud & Alam, 2022). La présence importante de coliformes fécaux dans l'eau palestinienne est confirmée par d'autres études scientifiques (voir notamment A. Daghrah, 2009; Ghanem et al., 2011, 2021; Jebreen & Ghanem, 2015).

La présence de bactéries coliformes fécales indique la contamination de l'eau par des eaux usées, tandis que les hauts taux de nitrate peuvent traduire aussi bien une contamination aux eaux usées qu'à des pesticides ou des déchets solides. Pour des raisons de cohérence et de clarté, la contamination aux eaux usées est discutée dans cette partie du travail, tandis que les deux autres contaminations seront traitées dans les parties sur la pollution de l'air et sur l'alimentation durable.

6.5.L'organisation politique du manque d'eau

La pénurie d'eau dans la région est un mythe à déconstruire, car elle est « politiquement induite » et non un problème technique ou climatique (Messerschmid, 2014). Israël a ainsi développé depuis Oslo II un *soft power* de l'eau. Les restrictions militaires lors de l'occupation pré-Accords ont été transformée par un système bureaucratique moins visible, le Joint Water Committee (Messerschmid, 2014).

Le Joint Water Committee (JWC) est l'épicentre de la politique israélienne en matière d'eau. Tout projet hydraulique en Cisjordanie doit recevoir son accord pour être mené à bien. Il est composé d'un nombre paritaire de représentants israéliens et palestiniens et fonctionne au consensus ; dans les faits, cela donne un droit de véto à tout projet par chacune des parties. Le poids de ce véto n'est par contre pas égal. Déjà en 1995, les Palestiniens manquaient cruellement d'eau, comme expliqué plus haut, et devaient donc développer de nouvelles sources d'approvisionnement. À l'inverse, les principaux lieux d'extraction d'eau pour les colonies israéliennes se trouvent sur le territoire Israélien ; le pays peut donc augmenter le débit de sa distribution d'eau aux colonies sans accord du JWC , car seules les modifications d'infrastructures existantes nécessitent un accord (Selby, 2013). Le réseau national palestinien est quant à lui totalement discontinu et ne trouve pas d'approvisionnement en dehors de la Cisjordanie (Selby, 2013). Pour développer de nouvelles sources d'eau, les Palestiniens doivent donc obligatoirement avoir l'accord du JWC. Cette situation d'asymétrie de pouvoir a été largement exploitée par Israël : pour ne pas être bloqués dans le développement d'infrastructures vitales, les Palestiniens ont accepté 134 des 135 projets israéliens visant à développer les infrastructures hydriques des colonies en Cisjordanie entre 1995 et 2008 (Selby, 2013). En effet, les Israéliens conditionnent leur approbation des projets palestinienne à l'approbation palestinienne du développement des colonies. Les taux d'acceptation des projets

palestiniens tournent quant à eux autour de 50 %, faute de rapport de force suffisant (Selby, 2013). La situation est encore plus complexe dès lors que les besoins en eau des Palestiniens sont les plus grands en zone C : c'est là où des communautés palestiniennes manquent le plus d'eau et où l'extraction est la plus rentable. Or, la zone C est sous contrôle total israélien, et tout projet doit donc être approuvé et par le JWC, et par l'Administration civile israélienne (l'organe militaire israélien qui régit la Cisjordanie), où les Palestiniens ne sont pas représentés. Qui plus est, il n'existe aucune coordination entre le JWC et l'Administration civile, ce qui augmente les délais et favorise l'émission d'avis contraires (Hareuveni, 2009).

Ce système de veto au sein du JWC a été particulièrement mis en lumière durant la période 2010-2016. En effet, la Palestinian Water Authority décide en 2010 de ne plus accepter de projets relatifs aux colonies au sein du comité. Le JWC ne s'est ainsi plus réuni pendant 6 ans et 96 projets de bailleurs internationaux pour les Palestiniens ont été mis en attente (Selby, 2017). En 2017, un accord est trouvé pour reprendre les réunions et de nouvelles règles s'appliquent : les Palestiniens et les Israéliens ne devront plus demander l'accord au JWC pour des projets de tuyaux d'approvisionnement d'eau ou de stockage ; seules les demandes relatives au forage et à l'extraction d'eau devront être déposées (Selby, 2017). S'il paraît équitable, cet accord bénéficie surtout à Israël : comme expliqué, les Israéliens n'ont pas besoin de développer de nouvelles sources d'eau, mais d'augmenter les moyens d'acheminement vers les colonies (Selby, 2017). En fait, depuis cet accord, les Palestiniens ne doivent plus explicitement approuver des projets liés aux colonies, car ils ont en une fois approuvé leur développement sans limite. Ce mauvais accord s'explique sans doute par les conséquences qu'ont eues six années de blocage de projets vitaux.

Au-delà de cette situation, une très grande dépendance à Israël en matière d'eau s'est créée au cours de la période étudiée. En 1995, au début du régime Oslo II, les systèmes hydriques palestiniens et israéliens de Cisjordanie étaient majoritairement intégrés (de par l'approvisionnement d'eau aux colonies israéliennes), ce qui a laissé le contrôle de la plupart des infrastructures à Israël (Selby, 2003). La situation à Wadi Fukin, le village d'origine de 3 personnes que nous avons interviewées, est particulièrement éclairante. Un habitant nous a expliqué qu'auparavant, la municipalité fournissait de l'eau en provenance directe des sources d'eau du village, une eau qui était propre. Dans les années 1980, une ligne d'eau puisant dans diverses sources du côté de Bethléem est amenée vers le village, ligne qui sera utilisée pour approvisionner une colonie dans les hauteurs de Wadi Fukin. L'habitant explique : « *Cela*

signifie que l'eau est entièrement contrôlée par les Israéliens, par l'armée, ce qui signifie qu'ils peuvent couper l'acheminement, ce qu'ils ont fait à plusieurs reprises, surtout en été, lorsque la demande d'eau augmente, ils veulent donner plus d'eau aux colonies. Ils réduisent la quantité d'eau qu'ils nous fournissent. C'est pourquoi nous avons beaucoup de réservoirs d'eau en haut des maisons. (...) Je me souviens de nombreux jours où nous n'avions plus d'eau pendant une semaine ou deux. Nous finissions donc par aller chercher de l'eau dans des sources, pour la ramener à la maison, la faire bouillir et la désinfecter. (...) Vous savez, certaines semaines, vous ne pouvez vous doucher qu'une seule fois parce qu'il y a une pénurie d'eau. ». Un autre habitant que nous avons interviewé explique que la situation est plus dure dans d'autres villages : « En général, dans les communautés palestiniennes, Israël contrôle 100 % des ressources en eau domestique. Les villages voisins qui nous entourent reçoivent de l'eau en été une fois par semaine ou toutes les deux semaines. Le seul avantage que nous avons, c'est qu'en raison de notre emplacement, nos ressources en eau passent également par la colonie. ».

La connexion au réseau d'eau utilisée par les colonies ne se fait par contre pas automatiquement. Un résident d'at-Tuwani dans le gouvernorat d'Hébron nous a expliqué : « *Après la reconnaissance d'at-Tuani³, après que nous avons obligé l'Occupation⁴ à reconnaître ce village, nous avons pu nous raccorder à la conduite d'eau de Mekorot⁵. (...) Les colonies avaient l'eau depuis les années 80, depuis que le gouvernement israélien est venu et a installé les conduites d'eau de Mekorot. Mais nous n'avons jamais été autorisés à y accéder. Nous avons l'habitude de recueillir l'eau de pluie, puis de la filtrer ou de la boire. Ensuite, nous achetions l'eau par citernes, en achetant le transport et en transportant les citernes. Ou par des tracteurs. C'était un moment très difficile et une époque très difficile. ».* Un habitant du village de Bardala dans la vallée du Jourdain nous explique une situation similaire. En 1972, Mekorot ferme les puits du village et en ouvre trois au centre du village, sous son contrôle exclusif. À partir de 1996, l'entreprise israélienne ne délivre plus assez d'eau pour les résidents palestiniens et ces derniers doivent trouver des stratégies alternatives : « (...) *la conduite d'eau israélienne qui fournit l'eau à la base militaire israélienne ou à la colonie israélienne, prend l'eau de notre village. Cela signifie que le réseau d'eau israélien se trouve au centre de notre village, juste à côté de nos maisons ou sous nos maisons. La seule solution pour survivre et d'avoir assez d'eau*

³ La plupart des villages palestiniens qui se trouvent en zone C ne sont pas reconnus dans le « master plan » d'Israël dans la région. Une non-reconnaissance implique l'interdiction de construire des infrastructures comme celles relatives à l'eau.

⁴ « L'Occupation » désigne les autorités israéliennes

⁵ Mekorot est l'entreprise israélienne qui possède le réseau d'eau en Cisjordanie

est de récupérer une partie de cette eau en creusant dans le sol et en trouvant la canalisation israélienne et en connectant notre canalisation à la canalisation israélienne lorsqu'on veut de l'eau ». Dans le cas de Bardala ou d'at-Tuani, les Palestiniens expliquent que les infrastructures de raccordements au réseau d'eau israélien sont systématiquement détruits par l'armée israélienne ou les colons après découverte.

Ces éléments nous permettent de donner une explication quant à la disparité entre gouvernorats en termes d'accès à l'eau observée plus haut. Premièrement, l'impossibilité pour les Palestiniens d'acheminer de l'eau d'un gouvernorat à un autre. En effet, l'extraction d'eau est moins coûteuse à Qalqiliya, à Tulkarem et à Jéricho (Hareuveni, 2023), d'où les taux de consommations plus élevés dans ces gouvernorats. Pour transporter cette eau vers d'autres gouvernorats, il faudrait construire des infrastructures hydrauliques en zone C vu la discontinuité des zones A et B. Ces dernières doivent donc recevoir l'accord du Joint Water Committee pour être construites, mais aussi de l'Administration civile israélienne. Or, cette dernière se préoccupe prioritairement du développement des colonies et considère la majorité des localités palestiniennes en zone C comme illégales (Selby, 2013). Un deuxième facteur explicatif, développé au travers des réponses à nos interviews, est la présence de colonies. Pour compenser le manque d'eau, l'Autorité palestinienne doit en acheter à la société israélienne Mekorot, qui gère les infrastructures hydrauliques israéliennes en Cisjordanie (Hareuveni, 2023). Or, cette société oriente son acheminement d'eau par tuyaux vers les colonies israéliennes et non les communautés palestiniennes. L'eau est donc plus aisée à l'achat par les Palestiniens lorsqu'ils vivent près de colonies. La figure 12 mobilise des données de 2010⁶ et montre la relation entre la consommation d'eau par jour et par personne et le nombre de colons dans le gouvernorat⁷. Nous constatons qu'au plus il y a de colons dans un gouvernorat, au plus

⁶ Cette année a été choisie car les gouvernorats étaient comptabilisés de la même manière dans les différentes sources de données du PCBS

⁷ Le gouvernorat de Jéricho a été retiré du graphique car sa plus haute disponibilité en eau est liée aux facilités d'extraction de la région

la consommation domestique d'eau palestinienne par litre/personne/jour est élevée.

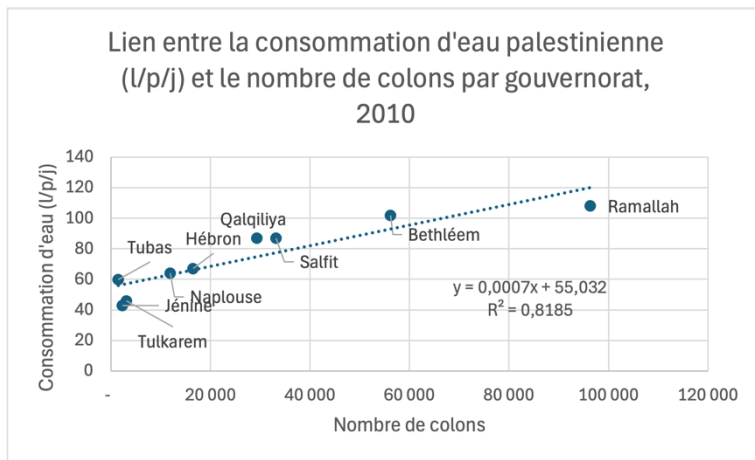


Figure 12 - Données issues des Water Statistics de 2010, du site internet du PCBS et de Palestinian Central Bureau of Statistics (2021a) – Représentation de l'auteur

La dépendance à Israël en matière d'eau se traduit ainsi par le recours croissant à l'achat d'eau à la société Mekorot. Comme nous l'avons vu,

les véto israéliens empêchent les Palestiniens de construire de nouvelles infrastructures d'extraction d'eau, bien qu'ils consomment bien moins que ce que les ressources de la région produisent⁸. De plus, la population palestinienne a quasiment triplé entre 1995 et 2021. En l'absence d'alternatives, les Palestiniens ont dû acheter plus d'eau à Israël. Entre 1995 et 2021, la part d'eau achetée à Mekorot par rapport à la quantité totale d'eau disponible en Cisjordanie passe ainsi de 19 % à 36 % (voir le graphique en annexe 13.1.10). Le système Oslo II a donc pour dernière conséquence d'accroître la dépendance des Palestiniens à l'approvisionnement d'eau israélien.

En conclusion, l'intensité actuelle du manque d'eau en Cisjordanie n'est pas liée à des facteurs naturels, mais bien à une organisation politique israélienne du manque d'eau. Cela est résumé par l'habitant de Bardala : *« Les Israéliens contrôlent <l'eau> de cette manière pour être sûrs que nous ne pouvons pas survivre, que nous ne pouvons plus résister. (...) L'eau de la vallée du Jourdain peut être suffisante pour les Palestiniens et les Israéliens (...) Mais les Israéliens ne veulent pas de nous ici, c'est pour cela qu'ils contrôlent l'eau, pas parce qu'elle est limitée ou qu'il n'y en a pas assez »*.

La « domination déguisée » des relations hydriques entre les deux parties est par ailleurs

⁸ En se basant sur les données issues des Accords d'Oslo II on peut estimer la quantité d'eau renouvelable potentiellement disponible en Cisjordanie à 1100,6 millions de m³ par an (Tamimi, 2011). Cette estimation comprend : les trois aquifères montagneux ; la part palestinienne du Jourdain (inaccessible depuis 1967 à cause de restrictions militaires israéliennes) ; les oueds saisonniers ; le ruissellement urbain et naturel ; et la collecte d'eau de pluie. En se basant sur une population moyenne de 2.511.700 individus en Cisjordanie entre 2000 et 2021 (période pour laquelle les données sont disponibles), un résident de Cisjordanie dispose théoriquement annuellement de 438,2 mètre cube d'eau. Or, selon les données du PCBS issues des Water Statistics, un Palestiniens a disposé en moyenne de 165,6 mètres cubes d'eau par an durant cette période.

renforcée par les donateurs internationaux qui insistent pour que leurs projets soient acceptés par le JWC (Selby, 2013). L'aide internationale renforce ainsi, sous le régime Oslo II, un système où l'eau est un outil de marginalisation des communautés palestiniennes. Cela conforte l'idée que les politiques de développement, ici celles relatives à l'eau, ne peuvent pas être « apolitiques » et doivent placer la situation politique entre Israël et la Palestine au cœur de leur action, sans quoi elle serait improductive.

6.6.L'organisation politique du manque d'infrastructures de traitement des eaux usées

Les infrastructures relatives aux égouts, étant relatives à des questions hydriques, font face aux mêmes difficultés que les infrastructures liées à l'extraction et à l'acheminement d'eau : elles nécessitent un accord au sein du JWC, ainsi que de l'Autorité civile israélienne lorsque le projet se situe en zone C. Le résident de Bardala que nous avons interviewé explique que « (...) *l'un des principaux défis pour notre population est que nous ne sommes pas autorisés à construire le système principal pour nos eaux usées. Ça veut dire que chaque maison doit creuser un trou dans son terrain pour déverser ses eaux usées en dessous du sol parce qu'on ne peut pas amener un système de filtration des eaux* ». Les stations d'épuration des eaux usées font également face au même problème que les infrastructures de gestion des déchets : l'espace majoritairement disponible se trouve en zone C. Elles doivent également être approuvées par le Joint Water Committee. Entre la création du JWC et 2008, 12 projets à large échelle de traitement des eaux usées en Cisjordanie ont été proposés par le côté palestinien, majoritairement à la fin des années 1990, qui ont tous été refusés soit par le JWC soit par l'Administration civile israélienne (Assessment of restrictions on palestinian water sector development, 2009). Dans d'autres cas, les Palestiniens ont refusé de poursuivre le projet, car un permis était impossible sans accepter de connecter la station aux colonies. En effet, entre 1996 et 1999, la totalité des projets de traitement des eaux usées soumis par les Palestiniens a été conditionnée à leur connexion aux colonies (Hareuveni, 2009). Cette pratique a été suspendue suite à un changement de gouvernement en 1999 et a ensuite repris en 2008 (Hareuveni, 2009). La seule nouvelle station de traitement qui a pu être construite jusqu'à celles de Naplouse et Jéricho en 2013 est celle d'Al-Bireh. Sa réalisation s'explique principalement par deux facteurs : elle a été établie en zone B, sous contrôle administratif palestinien, et les Israéliens ont obtenu sa connexion à la colonie adjacente Psagot, bien qu'elle refuse de payer le traitement de ses déchets (Hareuveni, 2009).

Si les Israéliens sont intéressés à intégrer les projets palestiniens aux colonies, c'est parce que ces dernières ne sont pas toutes reliées à un système de gestion des eaux usées. En 2007, 81 colonies sur 121 étaient reliées à une station d'épuration, le reste étant déversé dans les vallées (Hareuveni, 2009; Samhan et al., 2010). Les stations d'épuration existantes sont souvent des petites infrastructures nécessitant beaucoup de maintenance et qui fuient régulièrement vu leur faible capacité et qualité (Hareuveni, 2009). C'est un problème majeur pour les Palestiniens, car les colonies israéliennes sont souvent situées sur des collines avec des villages et terres palestiniennes en contrebas. Les eaux usées non traitées des colonies israéliennes sont ainsi régulièrement déversées vers les villages palestiniens (Hareuveni, 2009; Naser & Ghanem, 2018; Randles, 2024). En 2016, le PCBS estimait que 40 millions de mètres cubiques d'eaux usées étaient déversés annuellement par les colonies dans la nature en Cisjordanie, soit 90 % de la production totale d'eaux usées des colonies.

Le traitement insuffisant des eaux usées des Palestiniens, combiné aux déversements des eaux usées des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes, crée énormément de problèmes environnementaux et hygiéniques. Ils sont résumés par un habitant de Wadi Fukin que nous avons interviewé : *« Il y a donc deux sources d'eau dans le village : l'eau de la municipalité avec les canalisations, et les sources d'eau. (...) Mais les sources d'eau ne sont plus bonnes à boire. Elles ont été polluées pour de nombreuses raisons. L'une d'entre elles est le manque d'eau de pluie qui s'écoule dans l'aquifère/la nappe phréatique. Les eaux souterraines sont remplacées par les eaux usées, parce que le village n'a pas d'infrastructure pour collecter les eaux usées. Nous avons un réservoir à côté de la maison et les eaux usées sont filtrées à travers le sous-sol et se dirigent vers les sources d'eaux qui deviennent polluées. L'autre raison est la colonie. (...). Elle a sa station d'épuration en haut de la colline, juste au-dessus du village. Et chaque semaine, les eaux qu'elle ne peut pas réutiliser pour irriguer les arbustes, elle les déverse du haut de la colline jusqu'au village. Et l'eau inonde les champs, les sources d'eau, et ce n'est pas bon pour le sol, pour les plantes et pour l'eau. Et voilà pourquoi il y a une pénurie d'eau »*. Cela explique les hauts taux de nitrate et de coliformes fécaux retrouvés dans les sources d'eau, comme mentionné dans l'état des lieux. Les Palestiniens tirant la majorité de leur eau des nappes souterraines, cette pollution est particulièrement dangereuse pour leur santé, sans compter l'impact sur la nourriture produite. À l'inverse, les colons israéliens tirent leur eau du réseau national israélien et ne sont donc pas impactés par les déversements d'eaux usées dans les aquifères (Hareuveni, 2009). Les eaux usées de Cisjordanie s'écoulant vers le territoire

israélien sont pour leur part récoltées dans des stations d'urgence construites par Israël à la frontière de son territoire (Hareuveni, 2009).

7. Un environnement non toxique

Par environnement non toxique, nous entendons un environnement qui n'est pas pollué par des déchets toxiques et autres matériaux dangereux pour la santé humaine (Boyd, 2024). Les déchets dangereux ("hazardous waste") sont définis par le Programme des Nations unies pour l'environnement comme "des déchets qui présentent des caractéristiques physiques, chimiques ou biologiques telles qu'ils nécessitent des procédures spéciales de manipulation et d'élimination pour éviter les risques pour la santé, les effets néfastes sur l'environnement ou les deux » (Berg et al., 2013).

7.1.État des lieux

Il n'existe en Cisjordanie aucune infrastructure de traitement ou de détention des déchets dangereux (UNEP, 2003) et il n'existe aucune liste officielle de déchets considérés comme dangereux (Al-Jabari, 2014) . Seule une petite proportion des entreprises palestiniennes qui trient leurs déchets toxiques les envoient par leurs moyens pour traitement en Israël (Al-Jabari, 2014). La production de déchets dangereux en Cisjordanie est ainsi extrêmement mal évaluée et nous disposons de très peu de données en la matière. Elle a cependant été estimée en Cisjordanie 2500 tonnes par an par la Palestinian Environmental Quality Authority en 2006, mais ce chiffre est sûrement sous-estimé (Alleson et al., 2013). À titre comparatif, sur la même année en Israël, plus de 120.000 tonnes de déchets toxiques ont été produites et traitées (Alleson et al., 2013). Pour mettre ces données en relief par rapport au secteur industriel palestinien, nous avons calculé avec précision l'ensemble des entités économiques qui produisent des déchets dangereux en 2015⁹. Les données proviennent de l'Economic Environmental Survey du PCBS. Durant cette année, il est estimé que 15.300 tonnes de déchets par mois étaient produites par les entreprises de Cisjordanie (PCBS, 2015). Seulement 2,8 % des entreprises produisaient des déchets chimiques, radioactifs ou infectieux. Si toutes les entreprises produisant des déchets radioactifs les trient, seuls 34,1 % des déchets chimiques sont triés et 35,7 % des déchets infectieux. 92,5 % des entreprises disposent ensuite leurs déchets dans un conteneur près de leur établissement (PCBS, 2015). D'après nos calculs, 73 % des entreprises produisant des

⁹ Les données des autres années sont trop imprécises

déchets dangereux ne les trient pas et les jettent dans un conteneur municipal. Selon plusieurs études, le tri des déchets dangereux en milieu médical est également largement insuffisant (Al-Khatib, 2014; Al-Khatib et al., 2010, 2015; Al-Khatib & Sato, 2009). Cette situation est particulièrement problématique compte tenu de la méthode de traitement des déchets expliquée plus haut ; la majorité des déchets est en effet brûlée ou jetée dans la nature. Cela a des impacts sévères sur le sol et les ressources aquifères qui entrent en contact avec des déchets dangereux (Isaac & Rishmawi, 2015). Cependant, le faible nombre d'entreprises produisant ce type de déchets selon les données du PCBS réduit cet impact néfaste sur l'environnement. Cela est confirmé par une enquête menée par l'Applied Research Institute – Jerusalem (2015) auprès de 602 entreprises. L'enquête a évalué le potentiel de pollution de ces entreprises, notamment via la génération de déchets solides, et a conclu que la majorité ne causait aucun ou un faible impact sur l'environnement.

7.2. Le transfert des déchets vers la Cisjordanie

Les Accords d'Oslo avaient adopté une approche transfrontalière de la gestion des déchets dangereux entre les deux parties (Alleson et al., 2013). En effet, la proximité géographique entre la Cisjordanie et Israël rend les deux territoires vulnérables en cas de contamination toxique de l'un ou de l'autre côté. Israéliens et Palestiniens se sont ainsi accordés dans le Protocole sur les Relations économiques de 1994 que les déchets chimiques et radioactifs seront traités dans des infrastructures israéliennes (singulièrement dans l'installation de Ramat Hovav) le temps que la Palestine dispose des siennes. Sur la période étudiée, aucun transfert officiel entre l'Autorité palestinienne et Israël ne s'est fait (Alleson et al., 2013).

Alleson et al. (2013) ont étudié les raisons de cet échec en interviewant Mohammad Said Al Hmaid et Shmuel Brenner, respectivement les négociateurs en chefs de l'Autorité palestinienne et d'Israël lors des négociations environnementales d'Oslo. Parmi les 4 facteurs identifiés par les auteurs, nous retrouvons un mécanisme déjà abordé dans les thématiques de l'eau et de la gestion des déchets : la connexion de projets aux colonies israéliennes. Des projets ont ainsi échoué, car il n'était pas acceptable pour les Palestiniens que des infrastructures communes de gestion des déchets dangereux soient partagées avec des colonies, ce qui les légitimerait.

Alors qu'aucun transfert officiel de déchets dangereux ne s'est fait de la Cisjordanie vers Israël sur la période étudiée, l'inverse n'est pas vrai. En effet, Israël a délocalisé une partie

conséquence de son industrie de traitement de déchets dangereux vers les territoires palestiniens occupés, transformant la Cisjordanie en « zone de sacrifice » (Braverman, 2021). À l'aide de données recueillies par B'tselem (2017) et consolidées avec celles du site web WhoProfits (*Find A Company*, s. d.) et du moteur de recherche d'entreprises israéliennes CheckId (*Home*, s. d.), nous avons identifié neuf entreprises israéliennes de traitement de déchets dangereux installés en Cisjordanie (voir annexe 13.1.11). La totalité de ces infrastructures, à l'exception d'une, a été installée après 1995. L'établissement de tels types d'entreprises en Cisjordanie est beaucoup plus rentable qu'en Israël, car le traitement de déchets toxiques est régi par un ordre militaire de 1981 peu contraignant dérivant du droit israélien (Aloni, 2017). En Israël, des mesures plus strictes ont été édictées en 2008 et en 2012, obligeant respectivement les entreprises à se conformer à des critères de pollution de l'air plus stricts et à mesurer et publier la quantité et le type de déchets dangereux générés (Aloni, 2017). Ces deux lois n'ont pas été retranscrites dans le cadre juridique régissant les industries israéliennes en Cisjordanie, qui opèrent donc sans aucune transparence (Aloni, 2017). Quand B'tselem (2017) a demandé au Directeur israélien du ministère de la Protection environnementale du district de Jérusalem si cet écart de législation était sciemment utilisé par Israël, celui-ci a répondu que « Oui. Il y a certainement des déchets, en particulier des déchets dangereux et des déchets coûteux, que les Israéliens transfèrent en Cisjordanie pour s'en débarrasser ». Un habitant de Wadi Fukin que nous avons interviewé nous a partagé ses craintes à ce sujet pour son village : « (...) Près de notre village, on dit maintenant qu'ils vont construire une énorme zone, une zone industrielle. Et ces zones industrielles qui se trouvent dans les colonies, très souvent, on y fabrique les produits chimiques qu'on ne peut pas fabriquer à l'intérieur d'Israël ».

8. Une alimentation saine et produite durablement

La facette alimentation du droit à l'environnement sain se distingue du droit global à l'alimentation en insistant sur le caractère durable des systèmes alimentaires, alors que le dernier se focalise sur la quantité et l'accessibilité (Boyd, 2024). Les systèmes alimentaires peuvent en effet être responsables d'atteintes à la biodiversité, de pollution des sols ou d'épidémies (Boyd, 2024). Nous allons d'abord analyser l'état et l'évolution du système alimentaire en Cisjordanie pour ensuite analyser ces transformations au regard de la politique israélienne et les impacts en termes de durabilité.

8.1.État des lieux

La figure 13 donne l'évolution de la surface cultivée entre 1995 et 2021. On constate qu'entre 1995 et 1996, il y a une baisse de la surface cultivée de 5 %. La surface cultivée totale stagne jusqu'en 2010, où elle connaît une baisse impressionnante de 92 %. Cette diminution drastique est compliquée à analyser, car les données jusqu'en 2008 se basent sur des enquêtes sur le secteur agricole menées par le PCBS, tandis que les données de 2010 et 2021 proviennent de

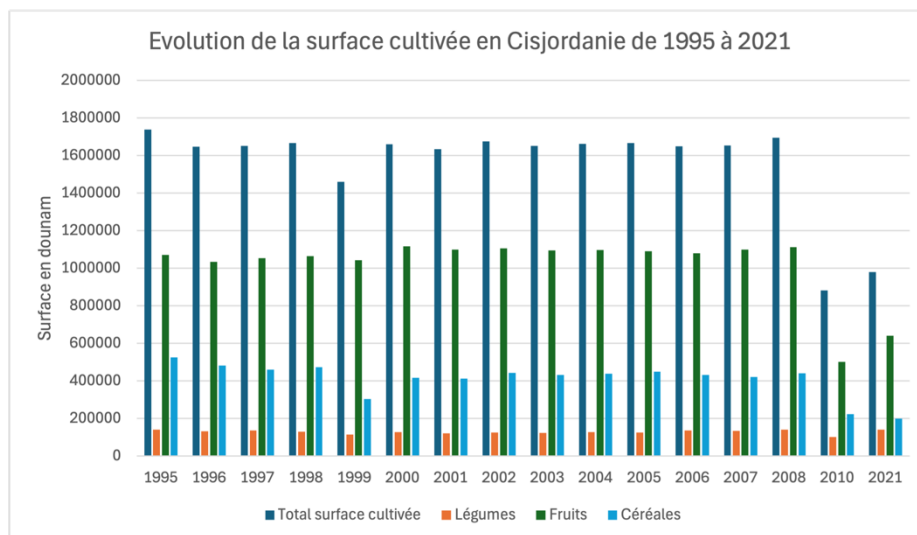


Figure 13- Données issues des Agricultural Statistics du PCBS entre 1995 et 2009 ainsi que des Recensements agricoles du PCBS de 2009-2010 et 2010-2021 - Représentation de l'auteur

deux recensements agricoles, dont les données sont de par la méthode de collecte plus fiable. Cependant, des données antérieures d'autres sources concordent avec les chiffres donnés pour la surface cultivée en 1995

(Awartani, 1993). La tendance à la baisse du total de terres cultivées en Cisjordanie semble donc être correcte. Une deuxième tendance est la diminution des céréales cultivées dans la part totale de surface cultivée ; ces cultures passent de 30 % du total en 1995 à 20 % en 2021. Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs (Isaac & Hrimat, 2007) : la culture de céréales est peu rentable par rapport au travail sur le marché israélien ; la culture d'olives, qui compose la majorité de la production de fruits, nécessite moins de travail ; et enfin, la culture d'oliviers montre des signes d'exploitation agricole toute l'année, ce qui évite des saisies israéliennes sous prétexte que la terre n'est pas cultivée.

Les recensements agricoles de 2009-2010 et 2010-2021 du PCBS nous donnent également la structure des exploitations agricoles (voir annexe 13.1.12). La majorité des exploitations agricoles possèdent moins de trois dounams (0,3 hectares), aussi bien en 2010 qu'en 2021. Cependant, la proportion de très petites exploitations augmente et passe de 39 % à 46 % du total des exploitations. La proportion d'exploitations qui possèdent plus de 40 dounams (4 hectares) baisse de 2 % entre 2010 et 2021.

Ensuite, une partie de moins en moins importante de la population de la Cisjordanie est active dans le secteur agricole (y compris la pêche et l'horticulture). En 1996, 34 % des femmes et 13 % des hommes de Cisjordanie travaillaient dans le secteur agricole. Ces pourcentages sont en baisse continue depuis ; en 2021, seulement 7 % des femmes et 6 % des hommes travaillaient dans ce secteur. Une augmentation a cependant eu lieu entre 2001 à 2006. C'est durant cette période que s'est déroulée la deuxième Intifada ; l'augmentation de l'emploi en agriculture peut s'expliquer par la difficulté d'exercer d'autres activités économiques à cause de l'instabilité politique.

L'agriculture palestinienne est essentiellement dirigée vers la consommation propre. Selon le recensement de 2009-2010, 78 % des exploitations utilisaient leur production pour leur consommation domestique. Dans le recensement de 2020-2021, ce taux passe à 82 %. 60 % des denrées alimentaires consommées en Palestine sont produites localement (ARIJ Institute, s. d.). Le secteur agricole palestinien est orienté vers l'exportation d'olives, de certains légumes et de citrons, tandis qu'il importe la majorité des céréales consommées ainsi que certains types de fruits et légumes (ARIJ Institute, s. d.). Les Palestiniens disposent ainsi de denrées alimentaires suffisantes grâce aux échanges commerciaux et l'alimentation n'est pas un problème majeur dans la région, mais le marché est fortement dépendant d'Israël d'où sont importées la majorité des commodités (ARIJ Institute, s. d.).

8.2.L'organisation politique du déclin de l'agriculture palestinienne

Les 3 habitants de Wadi Fukin que nous avons interviewés disent la même chose : jusqu'aux Accords d'Oslo, leur village produisait des fruits, des légumes et des céréales en suffisance et de manière durable. L'un d'eux explique : « *Quand j'étais petit, jusqu'au tout début des années 2000, on n'avait pas à s'inquiéter de la nourriture, car on était autosuffisant dans littéralement tout. On avait des oliviers, on faisait notre propre huile d'olive, on avait une grande variété de légumes saisonniers (...). Historiquement Wadi Fukin était connu comme un panier à légumes pour les villes de Bethléem et Jérusalem, car la production était suffisante pour aller vendre les produits là-bas* ». Comme nous l'avons vu dans l'état des lieux, l'agriculture palestinienne décline ensuite de manière continue. Ce déclin peut être attribué à de multiples facteurs liés aux politiques d'occupation et de colonisation israéliennes.

Une première cause se trouve dans l'accaparement de terres propices à l'agriculture par Israël tout au long de la période étudiée. Le découpage de la Cisjordanie en 3 zones administratives suite à Oslo II a amputé les Palestiniens d'une grande partie des terres cultivables. En effet, la zone C représente 63 % des terres cultivables de la Cisjordanie (Elagraa & Elkhafif, 2015). Seuls 18,3 % de la totalité des terres agricoles se trouve sous contrôle total palestinien (Isaac & Hrimat, 2007). Les terres de la zone C sont en outre les terres les plus fertiles de la région et les plus riches en ressources naturelles (Elagraa & Elkhafif, 2015). Le contrôle israélien de la zone C depuis 1995 s'est traduit par une série d'acquisitions territoriales qui ont continuellement fait diminuer la surface agricole disponible. Plusieurs mécanismes ont ainsi été développés par les autorités israéliennes pour camoufler l'acquisition de terres palestiniennes privées et leur rattachement à des colonies existantes avant les Accords.

Un peu avant les Accords, en 1992, le gouvernement israélien déclare ne plus construire de nouvelles colonies (Hareuveni, 2021). Jusqu'à cette date, les autorités israéliennes mobilisaient le droit ottoman qui régissait la région avant l'occupation britannique pour désigner des terres considérées légalement comme « inutilisées » comme « terres d'État » et y implémenter de nouvelles colonies (Hareuveni, 2010). À partir de 1997, sous le premier gouvernement de Benyamin Netanyahu, Israël va substituer ce mécanisme à celui du « survey land » (que l'on pourrait traduire par « terre prospectée »). Cette expression qualifie la terre dont la propriété n'est pas claire et sur laquelle l'État israélien réclame la propriété. En 2004, 12 % de la Cisjordanie était déclarée « survey land » (Hareuveni, 2010). Au moyen d'une procédure réglementée par les instances juridiques israéliennes, Israël a ensuite revendiqué ces terres comme « terres d'État » et les a attribuées aux zones municipales de colonies déjà existantes (Hareuveni, 2010).

La construction du mur de séparation entre la Cisjordanie et Israël, qui a démarré en 2002, a également servi à l'annexion de terres. Les autorités ont fait usage de réquisitions militaires extensives pour saisir des terres privées palestiniennes. Ce mécanisme a été utilisé pour faire courir 85 % du mur à l'intérieur de la Cisjordanie et non à la frontière réelle des deux territoires (Hareuveni, 2010). En 2009, 9.000 dounams de terres palestiniennes irriguées se sont retrouvées entre le mur et la frontière israélienne (Elagraa & Elkhafif, 2015). Pour les gouvernorats de Salfit, Qalqilia, Jénine, Tubas et Tulkarem, ce sont 92 % des terres agricoles qui sont situées de l'autre côté du mur ou en territoire contrôlé par Israël (Kittaneh, 2020). Pour pouvoir continuer à cultiver ces terres, les Palestiniens doivent demander un permis coûteux et dont le taux de

délivrance était de seulement 60 % en 2010 (Elagraa & Elkhafif, 2015).

Une autre méthode utilisée depuis les Accords d'Oslo pour saisir plus de terres est l'extension du périmètre municipal des colonies en Cisjordanie. Entre 1994 et 2006, 92 colonies ont ainsi été administrativement étendues (Hareuveni, 2010) sur des terres palestiniennes privées. Même si des constructions ne sont pas installées sur ces terres, le simple fait qu'elles soient rattachées à la municipalité d'une colonie empêche de facto le propriétaire de s'y rendre, étant donné que les colonies sont des zones interdites aux Palestiniens. En 2009, 32 % des terres appartenant aux colonies étaient des terres palestiniennes privées (Hareuveni, 2010).

Ainsi, 39 % de la zone C a été dédiée à l'extension des colonies, 20 % aux zones militaires et 13 % à des réserves naturelles, des zones où toute présence palestinienne est prohibée (Elagraa & Elkhafif, 2015). C'est plus de 85 % des terres de pâturages de Cisjordanie qui sont interdites aux agriculteurs palestiniens (Elagraa & Elkhafif, 2015). Au total, un demi-million de dounams pourraient être cultivés par les Palestiniens en zone C, mais ne le sont pas à cause des restrictions israéliennes (Niksic et al., 2013).

À Wadi Fukin, selon un résident, c'est lors de la construction de la colonie de Beitar Illit que la majorité des terres ont été perdues : *« Au début des années 1990, ils ont commencé à creuser les montagnes pour construire la colonie. Au début de la construction de la colonie, ils ont confisqué d'énormes terrains qui appartenaient à trois villages, dont notre village Wadi Fuqin. Toutes les terres des montagnes et des vallées entre ces trois villages ont été confisquées pour construire la colonie. Et sur plusieurs de ces vallées et montagnes, les terres étaient cultivées »*. L'appropriation des terres s'est ensuite déroulée par le harcèlement des colons qui ont poussé les villageois à abandonner leurs terres agricoles : *« Ils (les colons, note de l'auteur) descendent dans la vallée ou dans le village régulièrement. Chaque fois qu'ils descendent, ils sont protégés par les soldats. Ils essaient souvent de provoquer les villageois. Par exemple avec les bassins qu'on a construits pour récolter de l'eau de pluie pour l'irrigation, qui sont des petites piscines. Ils se mettent à poil devant les villageois et descendent nager dans les piscines et on a pas le droit de leur dire quoi que ce soit parce que si on essaie de les empêcher, on risque sa vie. Donc leur présence armée régulièrement dans les villages a dissuadé pas mal de gens d'aller sur la terre et on a eu plusieurs incidents où les colons ont trouvé des jeunes, des hommes isolés dans leurs terres en train de travailler, et ils les ont passés à tabac »*. Un autre résident confirme que les colons n'agissent pas individuellement et sont soutenus : *« À propos des colons et des*

autres choses que nous vivons, ce qu'ils font dans les colonies, ils ne le font pas individuellement. Ils ne sont pas considérés comme faisant quelque chose d'illégal dans leur pays. Non, c'est la raison d'être des colonies. Ils poussent les colonies à agir de la sorte. Je veux dire le gouvernement israélien et le système israélien, c'est ce qu'ils nous font. »

Les colons israéliens ont en effet un intérêt pour les terres agricoles : l'effondrement de l'agriculture palestinienne en Cisjordanie a eu lieu en parallèle au développement croissant de l'agriculture israélienne dans les colonies. Une étude approfondie a été menée par Etkes (2013) sur le sujet. Le chercheur a découvert qu'entre 1997 et 2013, l'agriculture israélienne en Cisjordanie a bondi de 35 %. Les terres agricoles détenues par des colons dépassaient en 2013 de loin la surface totale bâtie des colonies. 40 % des terres réquisitionnées à des fins agricoles par les colonies entre 1997 et 2013 l'ont été sur des terres palestiniennes privées, majoritairement au centre de la Cisjordanie.

L'essor de l'agriculture israélienne en Cisjordanie occupée n'est pas sans conséquences sur l'agriculture palestinienne. Outre l'accapement des terres à des fins agricoles mentionné plus haut, l'agriculture israélienne est nettement plus compétitive grâce à l'accès privilégié à l'eau des colons, les subsides israéliens massifs au secteur ainsi que les pratiques de monocultures chimiquement intensives (Pedersen, 2018). De l'autre côté, l'agriculture palestinienne fait face à de nombreuses restrictions en matière d'intrants chimiques : ces derniers doivent être achetés à Israël et les produits les plus efficaces sont souvent interdits, augmentant l'utilisation de pesticides illégaux chez les agriculteurs palestiniens (Elagraa & Elkhafif, 2015; *Policies Regulating Agricultural Inputs in the West Bank*, s. d.).

Les agriculteurs palestiniens souffrent également du manque d'eau, thème que nous avons abordé un peu plus haut dans la partie consacrée à ce sujet. Un habitant de Wadi Fukin nous explique que : *« À l'époque, nous avions environ 11 sources d'eau qui nous aidaient à cultiver notre terre. Et cette eau, que nous buvions aussi, nous l'utilisions pour tout. Après la construction de la colonie, nous avons commencé à perdre nos ressources en eau. Nous n'avons plus que cinq sources sur onze. Seulement cinq. »* En conséquence, seuls 2 % des territoires agricoles de Cisjordanie sont irrigués, bien qu'ils fournissent 50 % de la production agricole de la région, d'où l'importance de l'irrigation (Elagraa & Elkhafif, 2015). À l'inverse, les colonies israéliennes ont des cultures beaucoup plus intensives en eau (Niksic et al., 2013). De par ces différents facteurs, les rendements palestiniens sont bien moindres que ceux des colons

israéliens alors qu'ils partagent les mêmes conditions climatiques (Niksic et al., 2013). Cela illustre donc l'impact des facteurs politiques sur l'agriculture palestinienne.

Face à la concurrence israélienne et le manque de terre, les agriculteurs palestiniens restants ont commencé à pratiquer de l'agriculture intensive et chimique au début des années 1990, le tout sous les encouragements des bailleurs internationaux (De Donato, 2019). Les Israéliens ont également activement encouragé les fermiers palestiniens à transitionner vers de l'agriculture intensive, les rendant dépendants des graines hybrides et pesticides pouvant être achetées exclusivement via Israël (Kurzom, 2001). Le secteur palestinien est ainsi passé d'un modèle agricole familial et autosuffisant, cultivant une gamme diversifiée de plantations, à un modèle qualifié de « moderne » par les instances internationales (De Donato, 2019; A. Mansour, 2013). Le rôle des bailleurs internationaux dans le secteur agricole palestinien mérite également qu'on s'y attarde. En effet, il est frappant de constater que le secteur agricole palestinien ne capte seulement que 1 % de l'aide internationale totale accordée à la Palestine entre 2006 et 2011 (A. Mansour, 2013). Le soutien est plus souvent orienté vers des programmes d'aide alimentaire ou financière (Pedersen, 2018). L'une des explications est que le potentiel agricole palestinien réside en zone C et que les donateurs sont frileux vu le caractère hautement politique de l'agriculture palestinienne dans cette région (Pedersen, 2018). Comme mentionné plus haut dans ce paragraphe, l'aide internationale quand il s'agit d'agriculture est orientée vers la modernisation du secteur et l'export vers les marchés internationaux de produits appréciés comme l'huile d'olive ou certains types de fruits (Elagraa & Elkhafif, 2015). Cette spécialisation à des fins d'exportation est contreproductive pour deux raisons ; elle réduit non seulement la capacité de souveraineté alimentaire étant donné qu'elle favorise des cultures spécifiques, mais elle accroît également la dépendance envers Israël (A. Mansour, 2013). En effet, les Palestiniens sont obligés de passer par le marché israélien pour exporter leurs produits à l'international (A. Mansour, 2013). En ne s'attaquant pas aux causes structurelles du déclin agricole palestinien, l'aide internationale renforce ainsi la dépendance à l'agriculture israélienne.

L'accaparement des terres agricoles, le développement de l'agriculture intensive dans les colonies, les restrictions imposées au secteur palestinien et la chute conséquente du secteur agricole en Cisjordanie ont ainsi permis à Israël d'inonder les marchés palestiniens de denrées alimentaires moins chères, de basse qualité et produites de manière non durable, particulièrement à la saison des récoltes (Elagraa & Elkhafif, 2015; Pedersen, 2018). Les

producteurs palestiniens ne peuvent pas concurrencer le prix et peinent à écouler leurs produits, ce qui contribue à nouveau au déclin de l'agriculture locale. Ce mécanisme est confirmé par un résident de Wadi Fukin : *« À partir de la fin des années 90-2000, le marché palestinien a commencé à être inondé par les produits des colonies (...). C'était une concurrence accrue pour les Palestiniens, en particulier pour les agriculteurs de Wadi Fukin. En effet, les Palestiniens sont modestes, ils ne sont pas riches, et ils préfèrent acheter un produit plus beau et moins cher. Ils choisissent donc malheureusement d'acheter ces produits issus des colonies ou des grandes exploitations agricoles. C'est ainsi que la génération plus âgée, qui a grandi en tant qu'agriculteur, a arrêté l'agriculture. La nouvelle génération, celle de mon père, et les générations suivantes ont fini par chercher d'autres sources de revenus parce que l'agriculture ne les satisfaisait plus. Ils ont donc commencé à abandonner la ferme et la terre. »*. Cela a un impact sur la santé des Palestiniens, car les produits israéliens, moins chers, sont aussi moins naturels. Un autre résident explique : *« Ils (les produits des colonies, note de l'auteur) sont remplis d'hormones, de pesticides et de produits chimiques parce qu'il s'agit de monocultures. Il s'agit d'énormes superficies de terre à partir de laquelle ils produisent. (...) Les produits de Wadi Fukin sont des produits biologiques, des produits sains. Ils sont cultivés de manière très traditionnelle et aucun produit chimique n'y est ajouté, ni aucun engrais. (...) Ce n'est pas le cas des produits des colonies. (...) Cela a un impact sur la santé des gens parce que ce que vous êtes, c'est ce que vous mangez, et l'économie impact ce que les gens peuvent manger. »*

L'approvisionnement alimentaire en Cisjordanie peut ainsi difficilement être qualifié de durable face à la disparition des pratiques agricoles traditionnelles, l'utilisation importante de pesticides souvent illégaux dans l'agriculture palestinienne et la dépendance grandissante à une agriculture israélienne hautement intensive et polluante.

9. Une biodiversité et des écosystèmes sains

La biodiversité décline à un rythme historique dans l'histoire humaine, alors qu'elle participe intrinsèquement au bien-être des populations (Boyd, 2024). Dresser un inventaire exhaustif du déclin de la biodiversité en Cisjordanie et le comparer à d'autres régions du monde est aujourd'hui complexe, car les données à ce sujet ne sont que très partielles et que la gouvernance palestinienne en ce domaine est très faible (Environment Quality Authority, 2021). De plus, s'étendre sur le sujet sort de nos compétences. Nous nous contenterons ainsi de dresser un

inventaire synthétique de l'état de la biodiversité en Cisjordanie, pour ensuite approfondir les liens entre cette thématique et les pratiques israéliennes.

9.1.État des lieux

La situation géographique de la Cisjordanie, au carrefour de 3 continents, ainsi que sa diversité en termes de climats, altitude et sols, en fait un territoire particulièrement riche en biodiversité (Isaac & Rishmawi, 2015; UNEP, 2003). Les quatre différentes zones agroécologiques qui constituent la Cisjordanie ont occasionné un couvert végétal particulièrement diversifié (Isaac & Rishmawi, 2015). Ainsi, plus de 1959 espèces végétales s'épanouissent en Cisjordanie, dont 92 lui sont endémiques (Isaac & Rishmawi, 2015). La Cisjordanie accueille également une variété importante d'espèces animales, notamment 427 espèces d'oiseaux et 277 espèces d'oiseaux migrateurs (Isaac & Rishmawi, 2015). Les lieux où l'on trouve le plus de cette diversité d'espèces sont les forêts, qui recouvrent 1,38 % de la surface totale de la Cisjordanie

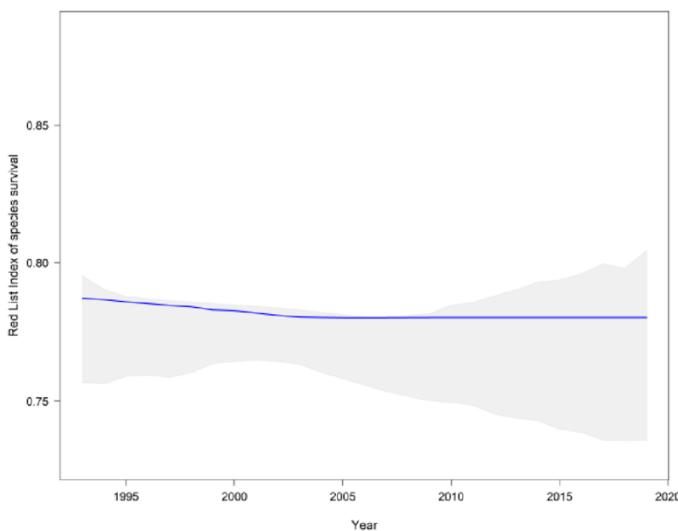


Figure 14 - Red List Index de la survie des espèces en Cisjordanie entre 1995 et 2021 - Issu d'Environment Quality Authority (2021)

(Isaac & Rishmawi, 2015). La majorité de ces forêts sont naturelles et se retrouvent dans le gouvernorat de Tubas (Isaac & Rishmawi, 2015).

Sur les quarante dernières années, ce sont les plantes qui enregistrent le plus gros déclin en Cisjordanie ; 600 espèces sont considérées à risque ou plus (Environment Quality Authority, 2021). 23 % des espèces florales de Cisjordanie sont rares ou

très rares, et 303 plantes¹⁰ sont passées du statut abondant au statut rare sur les quatre dernières décennies (Isaac & Rishmawi, 2015). Le ministère de la qualité de l'environnement relève également que 39 espèces animales sont vulnérables ou plus. Le déclin de la biodiversité en Cisjordanie mène également au risque de perdre des espèces sur toute la surface du globe ; plus de la moitié des espèces endémiques de Cisjordanie sont catégorisées comme peu abondantes, rares ou très rares (Isaac & Rishmawi, 2015). La figure 14 représente ce déclin sur la période

¹⁰ Chiffre pour la Cisjordanie et Gaza

étudiée via le taux de survie des espèces de Palestine. Un indice de 1 signifie que toutes les espèces ne sont pas à risque, tandis qu'un indice de 0 signifie que toutes les espèces sont potentiellement éteintes. L'importante zone grise, qui représente les intervalles de confiance, démontre cependant que la qualité des données est faible.

9.2.L'instrumentalisation de la biodiversité

Différents travaux ont détaillé l'impact des pratiques israéliennes sur la biodiversité de la Cisjordanie. Il est aujourd'hui démontré que le développement des colonies et de leurs infrastructures via le découpage du territoire cisjordanien a contribué à la fragmentation de l'habitat et a impacté les écosystèmes (Qumsiyeh & Abusarhan, 2021). Le mur de séparation construit à partir de 2002 a coupé des corridors écologiques (Abdallah & Swaileh, 2011). Cependant, il est difficile d'affirmer que ces différentes pratiques ont eu pour objectif principal de menacer la biodiversité, au vu de leurs objectifs bien plus clairs. Nous ne nous étendrons ainsi pas sur ce terrain-là. Par contre, il nous semble pertinent d'étudier comment la biodiversité et les enjeux liés à son déclin ont été mobilisés par les pratiques israéliennes pour contribuer à la domination des Palestiniens. Nous décelons un mécanisme principal : la gestion des réserves naturelles.

9.2.1. Les réserves naturelles

L'étendue des réserves naturelles en Cisjordanie dépend de ceux qui les désignent. Du côté des autorités palestiniennes, 511.578 dounams de terres sont déclarés réserves naturelles, soit 9 % de la Cisjordanie (Isaac & Rishmawi, 2015). Pour les autorités israéliennes, 576.491 dounams de terres sont des réserves naturelles, soit 12,2 % de la région (Isaac & Rishmawi, 2015). Cette différence vient du fait que certaines terres protégées proviennent du mandat britannique avant 1948, tandis que d'autres ont été désignées par les autorités israéliennes dès la période d'occupation. La grande majorité des réserves naturelles (81,6 %) se trouve en territoire C (Isaac & Rishmawi, 2015). C'est essentiellement la région de la vallée du Jourdain qui accueille ces zones (OCHA, 2014), avec 20 % du territoire désigné comme réserve naturelle (Hareuveni, 2011). Les réserves naturelles constituent ainsi la plus grande classification de terre en Cisjordanie occupée (Braverman, 2023). Seuls 4 % des réserves naturelles de Cisjordanie sont sous contrôle total de l'Autorité palestinienne, soit en zone A (The Applied Research Institute

– Jerusalem, 2023). Les Palestiniens subissent différentes restrictions vis-à-vis des réserves en zone C, comme l'interdiction d'y entrer, d'y construire, d'y faire paître et vivre leur bétail (Hareuveni, 2011). Les Palestiniens y sont également restreints d'accès pour des actions de conservation de la biodiversité (Isaac & Rishmawi, 2015).

Entre Oslo II et 2021, aucune nouvelle réserve naturelle n'a ainsi été désignée en Cisjordanie. Cependant, ces terres ont été utilisées pour le développement des colonies israéliennes et des avant-postes. Une enquête réalisée à l'aide de photos aériennes par l'organisation israélienne Peace Now en 2007 a révélé que 31 colonies ou avant-postes s'étaient étendus sur des zones protégées, majoritairement au moyen d'infrastructures permanentes. La correspondance entre l'organisation et l'Administration civile suggère que cette dernière est bien au courant de ce phénomène (Etkes & Ofran, 2017). Cela se confirme dans les pratiques de rétrolegalisation des avant-postes. Par exemple, en 2014, le gouvernement israélien légalise l'avant-poste d'El Matan, dont une partie des infrastructures se trouvent en réserve naturelle (OCHA, 2014). Pour ce faire, l'Administration civile a délivré un permis modifié afin de redessiner les frontières de la réserve pour qu'elle ne se chevauche pas avec l'avant-poste (OCHA, 2014). Alors que les zones naturelles sont interdites à l'élevage pour les Palestiniens, elles sont de plus en plus utilisées pour des activités agricoles israéliennes. En 1997, 294 dounams de terres protégées étaient utilisées par les colonies à des fins d'agriculture. En 2012, ce chiffre est monté à 1,557 dounams (Etkes, 2013).

Face à ces différents éléments, il est difficile de croire que l'établissement de zones naturelles par les autorités israéliennes en Cisjordanie réponde à des préoccupations de préservation de la faune et de la flore. L'autorisation de construction sur ces zones affecte la santé des écosystèmes qu'elles sont censées protéger. De plus, ces restrictions empêchent les Palestiniens de profiter de leur nature. Un résident de Bardala que nous avons interviewé explique : *« La nature, en particulier dans la vallée du Jourdain, est magnifique. Il y a de très, très belles zones naturelles, surtout au printemps. Et il y a beaucoup de plantes uniques que l'on peut trouver dans la vallée du Nord. Certaines de ces plantes peuvent être utilisées comme médicaments. Il y a aussi beaucoup de fleurs, de jolies plantes, et même différentes sortes d'oiseaux. Mais même cette beauté, vous savez, dans la nature, est une zone de tir militaire fermée. Vous ne pouvez même pas profiter de cette nature en toute sécurité, parce que les militaires peuvent venir prendre votre voiture et vous expulser avec votre famille »*.

10. Discussion

Nous avons étudié l'état de chaque facette du droit à un environnement sain ainsi que leur évolution entre 1995 et 2021. Le tableau ci-dessous résume l'état et l'évolution de chaque composante substantive du droit à un environnement sain que nous avons analysé.

Élément	État	Évolution
Un air pur	Mauvais : entre 25 et 50 % des ménages exposés à la pollution de l'air sur la période à cause de la gestion déficiente des déchets, des eaux usées et des routes	Pas de tendance claire
Une eau saine et en suffisance	<i>En suffisance</i> Mauvais : majoritairement en dessous de la norme de l'OMS	Amélioration puis dégradation
	<i>Assainissement de l'eau</i> En théorie bon : la quasi-totalité des ménages ont accès à une source d'eau améliorée, mais questionnement sur la disponibilité permanente de l'eau (interruption)	Amélioration
	<i>Utilisation d'installations sanitaires améliorées</i> En théorie bon : la quasi-totalité des ménages utilise des installations sanitaires améliorées, mais système hautement polluant à cause d'une insuffisance de stations d'épurations et de l'utilisation majoritaire de fosses septiques poreuses par les ménages	Amélioration
	<i>État des systèmes aquatiques</i> Mauvais : forte pollution au nitrate et aux coliformes fécaux	Probable dégradation
Un environnement non toxique	Mauvais : non-traitement des déchets toxiques palestiniens, rejet de déchets toxiques israéliens et des eaux usées israéliennes dans la nature	Données insuffisantes, mais probable dégradation
Une alimentation saine et durable	Mauvais : chute de l'agriculture palestinienne traditionnelle et dépendance au système agroalimentaire israélien intensif	Dégradation
Une biodiversité et des écosystèmes sains	Mauvais : de nombreuses espèces végétales et animales sont à risque d'extinction et les Palestiniens sont exclus de la plupart des réserves naturelles	Dégradation

Figure 15 - Synthèse de l'état des droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie de 1995 à 2021 – Schéma de l'auteur

Nous constatons que l'état de la majorité des éléments est mauvais, hormis l'état de l'utilisation de sources d'eau et d'installations sanitaires améliorées qui est ambivalent. Au niveau de l'évolution de l'état des éléments du droit à un environnement sain, seuls les deux éléments précités s'améliorent. Pour les autres, ils subissent soit une détérioration, soit l'évolution est ambiguë, soit nous ne disposons pas de données suffisantes pour apprécier l'évolution de l'élément. Nous pouvons donc conclure que dans leur globalité, les droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie, tels que définis par le droit à un environnement sain, sont en mauvais état et que plusieurs se dégradent encore.

Nous avons commenté dans cette recherche quatre pratiques israéliennes différentes. La figure 15 illustre schématiquement les différents impacts et corrélations de ces pratiques sur les droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie que nous avons analysés plus haut.

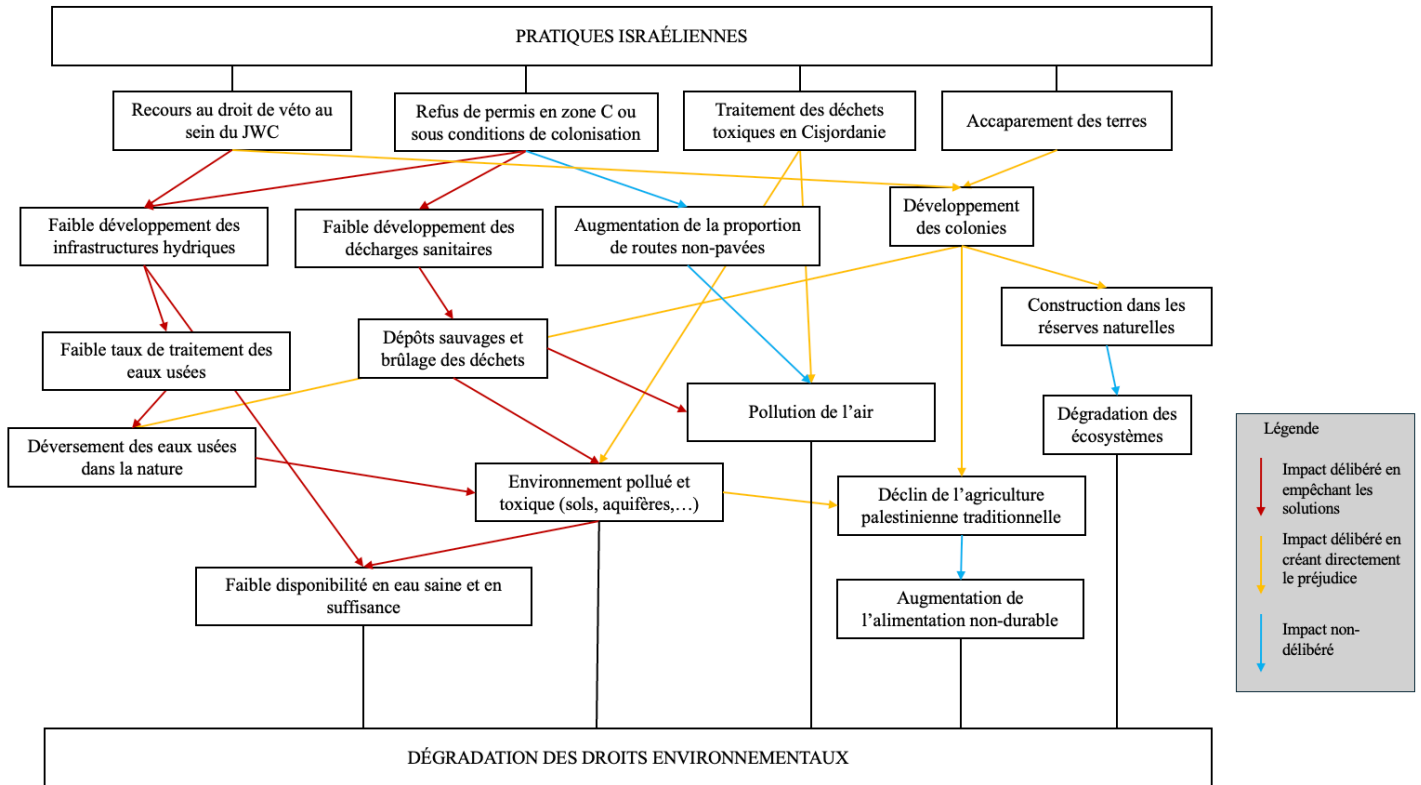


Figure 16 - Schéma causal des pratiques israéliennes sur les droits environnementaux des Palestiniens - Schéma de l'auteur

Sur base de notre analyse et de ce tableau, les droits environnementaux des Palestiniens ont été dégradés de trois manières différentes. Pour deux d'entre elles, nous décelons une intentionnalité.

Le premier mécanisme est utilisé dans le cas de l'accès à de l'eau à usage domestique, du traitement des déchets, ainsi que du traitement des eaux usées. Il consiste à empêcher les solutions pour réduire les préjudices environnementaux. Cela se matérialise par le blocage systématique du développement d'infrastructures ou par leur conditionnement au développement de la colonisation israélienne en Cisjordanie, alors que des infrastructures à usage exclusif des Israéliens sont construites. Les colons israéliens disposent ainsi d'un réseau d'approvisionnement d'eau en suffisance et sain et des stations d'urgence de récolte des eaux usées sont créées à la frontière pour éviter toute pollution en Israël. Les blocages concernant les infrastructures à destination des Palestiniens, que ce soit au sein du Joint Water Committee ou

via l'Administration civile israélienne, ne résultent ainsi pas de facteurs techniques ou naturels, mais bien politiques. De plus, l'Autorité palestinienne dispose dans bien des cas des fonds nécessaires fournis par des bailleurs internationaux pour le développement de ces infrastructures. Les Palestiniens se retrouvent ainsi face à deux options : soit continuer à subir des préjudices environnementaux, comme la pollution de l'air et des sols, en refusant la colonisation de leur territoire, soit réduire la dégradation de leur environnement en acceptant la colonisation. Accepter le développement de la colonisation, c'est accepter la perte de leur territoire ou de leur autonomie. En effet, la littérature abonde sur les objectifs de la colonisation israélienne en Cisjordanie, qui vise à récupérer le territoire palestinien pour l'incorporer à Israël (voir par exemple Abu Assida & Jalloul, 2022; Allegra & Maggor, 2022; Lustick, 1981; Newman, 1985; Shehadeh, 2019). Dans les deux cas, les Palestiniens sont perdants et l'environnement est utilisé contre eux.

Un deuxième ensemble de stratégies est la création directe de préjudices environnementaux. C'est le cas en délocalisant le traitement de déchets toxiques israéliens en Cisjordanie vers des entreprises respectant des normes environnementales beaucoup moins strictes et sans condition de transparence. Il en va de même avec le déversement des eaux usées des colonies israéliennes dans les communautés palestiniennes, qui est une pratique récurrente dans l'ensemble de la Cisjordanie selon la littérature, laquelle est confirmée dans les interviews que nous avons menées. L'intentionnalité de créer de la pollution est bien présente.

La dernière manière est la création indirecte de préjudices environnementaux. C'est le cas pour la pollution des routes non pavées, de la gestion des réserves naturelles et de l'augmentation de la dépendance des Palestiniens à une alimentation non durable. En effet, aucun élément n'indique que le système israélien de ségrégation de routes a pour objectif principal de polluer l'air des Palestiniens, une pollution découlant d'un recours important à des routes non pavées. La restriction de mouvement est plutôt l'objectif principal. Pour la gestion des réserves naturelles, nous sommes plutôt dans une logique d'accaparement des terres et de restrictions d'accès à ces dernières, que dans un objectif délibéré de nuire à l'écosystème palestinien. Enfin, si le déclin de l'agriculture palestinienne est causé entre autres par la présence massive de produits israéliens sur le marché, les motivations sont plutôt économiques et ne visent pas explicitement à rendre l'alimentation palestinienne dépendante d'une agriculture intensive.

Les pratiques israéliennes ont donc eu un impact considérable sur les droits environnementaux

palestiniens depuis Oslo II. Si certains impacts environnementaux ne sont pas intentionnels, la majorité le sont. Qui plus est, l'environnement a été utilisé pour accentuer la domination exercée sur la population palestinienne. Tous les éléments de notre définition¹¹ de l'apartheid environnemental sont rencontrés : l'utilisation délibérée de l'environnement, la domination d'un groupe racial (ici, les Palestiniens) et son exposition intentionnelle à des préjudices environnementaux. Nous pouvons donc affirmer qu'entre 1995 et 2021, les pratiques israéliennes ont constitué un apartheid environnemental à l'encontre des populations palestiniennes en Cisjordanie.

11. Conclusion

Notre analyse de l'état des droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie par le prisme du droit à un environnement sain tel que défini par l'ONU a mis en lumière les impacts que les pratiques israéliennes entre 1995 et 2021 ont eus sur ces droits. Nous avons étudié successivement l'accès à un air pur, à de l'eau saine et en suffisance, à un environnement non toxique, à une alimentation saine et durable ainsi qu'à une biodiversité et des écosystèmes sains. Nous avons dressé le constat que ces éléments étaient dans leur majorité dégradés par les pratiques israéliennes, une dégradation exacerbée par la position palestinienne de refus de la colonisation. Nous avons également étudié l'hypothèse selon laquelle ces impacts seraient délibérés et non des conséquences collatérales de la politique israélienne globale en Cisjordanie. Nous avons conclu que dans la majorité des cas, l'exposition des populations palestiniennes à des préjudices environnementaux était délibérée (soit par refus d'améliorer la situation, soit par la création directe de préjudices) et que l'environnement était utilisé comme moyen de pression pour intensifier la colonisation de la Cisjordanie et ainsi dominer les populations palestiniennes. Nous avons qualifié cette situation d'apartheid environnemental, une notion que nous avons affinée vis-à-vis de la littérature existante.

Ces conclusions apportent plusieurs défis pour le futur. En effet, en s'appuyant sur les résultats de notre recherche, il serait pertinent d'étudier comment la récente montée en importance du droit à l'environnement sain à travers le monde suite à sa reconnaissance par l'ONU en 2022 pourrait constituer un effet de levier afin d'influer sur les pratiques israéliennes en la matière et d'améliorer la situation des droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie.

¹¹ « L'utilisation délibérée de l'environnement pour instituer ou maintenir une domination sur un groupe racial et leur exposition intentionnelle à des préjudices environnementaux »

Notre recherche apporte également des éléments de réflexion pour les programmes d'aide au développement en matière environnementale. En effet, ces derniers ne peuvent être réellement efficaces s'ils s'ancrent dans un système qui produit volontairement des préjudices environnementaux. De plus, les colonies israéliennes sont un obstacle majeur dans la réalisation des projets de développement, car Israël conditionne ces projets au rattachement des colonies dans les futures infrastructures. Les bailleurs ne peuvent cependant pas soutenir la colonisation ou allouer leurs moyens à des populations n'entrant pas dans leur cahier des charges. Une recherche future intéressante serait de trouver par quels moyens des projets de développement en Cisjordanie pourraient améliorer la situation sur place sans participer indirectement aux pratiques israéliennes de dégradation de l'environnement et sans se retrouver coincés par les exigences israéliennes en termes de colonisation.

12. Bibliographie

- A. Daghrach, G. (2009). Water Quality Study of Wadi Al Qilt-West Bank-Palestine. *Asian Journal of Earth Sciences*, 2(2), 28-38. <https://doi.org/10.3923/ajes.2009.28.38>
- Aasi, J. (2021). Pollution, colonialité et droit international de l'environnement : Une étude de la situation palestinienne. *Archivio antropologico mediterraneo*, 23(1). <https://doi.org/10.4000/aam.3870>
- Abaza, O. A., & Abu-Eisheh, S. A. (2001). Developing and Implementing an Integrated Pavement Monitoring and Management Approach for the Palestinian Territories. *An-Najah University Journal for Research - A (Natural Sciences)*, 15(1), 99-118. <https://doi.org/10.35552/anujr.a.15.1.669>
- Abdallah, T., & Swaileh, K. (2011). Effects of the Israeli Segregation Wall on biodiversity and environmental sustainable development in the West Bank, Palestine. *International Journal of Environmental Studies*, 68(4), 543-555. <https://doi.org/10.1080/00207233.2011.608504>
- Abofoul, A. (2021, octobre 22). Israel's Ecological Apartheid in the Occupied Palestinian Territory. *OpinioJuris*. <https://opiniojuris.org/2021/10/22/israels-ecological-apartheid-in-the-occupied-palestinian-territory/>
- Abu Assida, M., & Jalloul, M. B. (2022). Israeli settlement strategy in the West Bank. *An-Najah University Journal for Research - B (Humanities)*, 36(10), 2097-2138. <https://doi.org/10.35552/0247-036-010-004>
- Abu Dis : From Land Expropriation to Landfill*. (2010). The Palestinian Human Rights Monitoring Group (PHRMG) and The Camden Abu Dis Friendship Association (CADFA).
- Acker, W. (2022). Aires d'accueil des gens du voyage : Un racisme environnemental ? : In *Écologies* (p. 341-348). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bours.2023.01.0341>
- Al-Jabari, M. (2014). Establishing Hazardous Waste List for a Developing Country : Palestinian Case Study. *Journal of Engineering and Architecture*, 2(2). <https://doi.org/10.15640/jea.v2n2a13>
- Al-Khatib, I. A. (2014). Problems of management of medical solid waste at primary health

care centres in the Palestinian Territory and their remedial measures. *Eastern Mediterranean Health Journal = La Revue De Sante De La Mediterranee Orientale = Al-Majallah Al-Sihhiyah Li-Sharq Al-Mutawassit*, 19 Suppl 3, S152-158.

Al-Khatib, I. A., Abu Hammad, A., Sharkas, O. A., & Sato, C. (2015). Public concerns about and perceptions of solid waste dump sites and selection of sanitary landfill sites in the West Bank, Palestinian territory. *Environmental Monitoring and Assessment*, 187(4), 186.
<https://doi.org/10.1007/s10661-015-4401-1>

Al-Khatib, I. A., Arafat, H. A., Basheer, T., Shawahneh, H., Salahat, A., Eid, J., & Ali, W. (2007). Trends and problems of solid waste management in developing countries : A case study in seven Palestinian districts. *Waste Management*, 27(12), 1910-1919.
<https://doi.org/10.1016/j.wasman.2006.11.006>

Al-Khatib, I. A., Monou, M., Mosleh, S. A., Al-Subu, M. M., & Kassinos, D. (2010). Dental solid and hazardous waste management and safety practices in developing countries : Nablus district, Palestine. *Waste Management & Research: The Journal for a Sustainable Circular Economy*, 28(5), 436-444. <https://doi.org/10.1177/0734242X09337657>

Al-Khatib, I. A., & Sato, C. (2009). Solid health care waste management status at health care centers in the West Bank – Palestinian Territory. *Waste Management*, 29(8), 2398-2403.
<https://doi.org/10.1016/j.wasman.2009.03.014>

Allegra, M., & Maggor, E. (2022). The metropolitanization of Israel's settlement policy : The colonization of the West Bank as a strategy of spatial restructuring. *Political Geography*, 92, 102513. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2021.102513>

Alleson, I., Levin, J., Brenner, S., & Al Hmaid, M. S. (2013). Peace and Pollution : An Examination of Palestinian—Israeli Trans-Boundary Hazardous Waste Management 20 Years after the Oslo Peace Accords. *Journal of Peacebuilding & Development*, 8(1), 15-29.
<https://doi.org/10.1080/15423166.2013.785651>

Aloni, A. (2017). *Made in Israel : Exploiting Palestinian Land for Treatment of Israeli Waste*. B'tselem.

al-Shalalfeh, Z., Napier, F., & Scandrett, E. (2018). Water Nakba in Palestine : Sustainable Development Goal 6 versus Israeli hydro-hegemony. *Local Environment*, 23(1), 117-124.

<https://doi.org/10.1080/13549839.2017.1363728>

Amira, S. (2021). The slow violence of Israeli settler-colonialism and the political ecology of ethnic cleansing in the West Bank. *Settler Colonial Studies*, 11(4), 512-532.

<https://doi.org/10.1080/2201473X.2021.2007747>

Amnesty International. (2022). *Israel's Apartheid Against Palestinians*. Amnesty International.

Anayah, F. M., & Almasri, M. N. (2009). Trends and occurrences of nitrate in the groundwater of the West Bank, Palestine. *Applied Geography*, 29(4), 588-601.

<https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2009.01.004>

ARIJ Institute. (s. d.). Agricultural Production and Availability of Food. In *Socio-Economic and Food Security Atlas*.

Assessment of restrictions on palestinian water sector development (47657-GZ). (2009). World Bank.

Awartani, H. (1993). *The agricultural sector of the West Bank and the Gaza Strip* (UNCTAD/DSD/SEU/Misc.5). United Nations Conference on Trade and Development.

Benchikh, M. (1995). L'accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza du 28 septembre 1995. *Annuaire Français de Droit International*, 41, 7-32.

Berg, P., Bjerregaard, M., & Jönsson, L. (2013). *Disaster Waste Management Guidelines*. Joint UNEP/OCHA Environment Unit.

Bessone, M. (2017). Quel genre de groupe sont les races ? : Naturalisme, constructivisme et justice sociale. *Raisons politiques*, N° 66(2), 121-142. <https://doi.org/10.3917/rai.066.0121>

Bishara, M. (2001). *Palestine, Israel : Peace or apartheid: prospects for resolving the conflict*. Zed Books [u.a.].

Blanc, P. (2008). Palestine : Sortir de la fatalité hydraulique. *Futuribles*, 341, 61-74. <https://doi.org/10.1051/futur:200834161>

Blanc, P. (2016). Palestine, la résilience par l'agriculture. *Watch Letter - Lettre de veille du CIHEAM*, 36.

- Blanchon, D., Moreau, S., & Veyret, Y. (2009). Comprendre et construire la justice environnementale: *Annales de géographie*, n° 665-666(1), 35-60.
<https://doi.org/10.3917/ag.665.0035>
- Bockel, A. (2000). Le pari perdu d'Oslo : Le règlement du conflit israélo-palestinien dans l'impasse. *Annuaire français de droit international*, 46(1), 131-138.
<https://doi.org/10.3406/afdi.2000.3610>
- Boyd, D. R. (2024). *The Right to a Healthy Environment—A User's Guide*. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.
- Braverman, I. (2021). Environmental justice, settler colonialism, and more-than-humans in the occupied West Bank : An introduction. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 4(1), 3-27. <https://doi.org/10.1177/2514848621995397>
- Braverman, I. (2023). *Settling nature : The conservation regime in Palestine-Israel*. University of Minnesota Press.
- Brophy, Z., & Isaac, J. (2014). *The environmental impact of Israeli military activities in the occupied Palestinian territory*. Applied Research Institute – Jerusalem.
- B'tselem. (2004). *Forbidden Roads. Israel's Discriminatory Road Regime in the West Bank*. B'tselem.
- B'tselem. (2021). *A regime of Jewish supremacy from the Jordan River to the Mediterranean Sea : This is apartheid*. B'tselem.
https://www.btselem.org/press_releases/20210112_this_is_apartheid
- Bullard, R. D. (2000). *Dumping in Dixie : Race, class, and environmental quality* (3rd ed). Taylor & Francis Group.
- Buu-Sao, D. (2021). Face au racisme environnemental : Extractivisme et mobilisations indigènes en Amazonie péruvienne. *Politix*, n° 131(3), 129-152.
<https://doi.org/10.3917/pox.131.0129>
- Cartigny, C. (2003). Il y a dix ans : Oslo. *Recherches Internationales*, 70(4), 123-130.
<https://doi.org/10.3406/rint.2003.3197>

- Cartigny, C. (2008). Le processus d'Oslo : La paix enterrée. *Recherches Internationales*, 82(1), 33-60. <https://doi.org/10.3406/rint.2008.1086>
- Chartouni-Dubarry, M. (2002). L'après-Oslo : Paix avortée ou guerre annoncée ? *Politique étrangère*, 67(3), 573-585.
- Cohen, N., & Arieli, T. (2011). Field research in conflict environments : Methodological challenges and snowball sampling. *Journal of Peace Research*, 48(4), 423-435. <https://doi.org/10.1177/0022343311405698>
- Compte-rendu écrit de la 97e séance plénière de la 73e session l'Assemblée générale des Nations unies (A/76/PV.97)*. (s. d.).
- Cullen, B. T., & Pretes, M. (2000). The meaning of marginality : Interpretations and perceptions in social science. *The Social Science Journal*, 37(2), 215-229. [https://doi.org/10.1016/S0362-3319\(00\)00056-2](https://doi.org/10.1016/S0362-3319(00)00056-2)
- Dajani, M. (2022, février 25). How Palestine's climate apartheid is being depoliticised. *openDemocracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/how-palestines-climate-apartheid-is-being-depoliticised/>
- De Donato, A. (2019). Palestinian Rural Realities between the Israeli Occupation and "Farming Modernisation". The Case of the Village of Wādī Fūkīn (West Bank): *Confluences Méditerranée*, N° 108(1), 117-133. <https://doi.org/10.3917/come.108.0117>
- Dugard, J., & Reynolds, J. (2013). Apartheid, International Law, and the Occupied Palestinian Territory. *European Journal of International Law*, 24(3), 867-913. <https://doi.org/10.1093/ejil/cht045>
- Duquette, K. (2020, janvier). Environmental Colonialism. *Postcolonial Studies*. <https://scholarblogs.emory.edu/postcolonialstudies/2020/01/21/environmental-colonialism/>
- Elagraa, M., & Elkhafif, M. (2015). *The Besieged Palestinian Agricultural Sector* (UNCTAD/GDS/APP/2015/1). United Nations Conference on Trade and Development.
- Enderlin, C. (2023). *Au nom du Temple : Israël et l'arrivée au pouvoir des juifs messianiques* (Éd. augmentée). Points.

- Enderlin, C., & Toranian, V. (2020). « IL EST DU DROIT DE TOUT JUIF DE SE DÉCLARER NON-SIONISTE ». *Revue Des Deux Mondes*, 93-98.
- Environment Quality Authority. (2021). *State of Palestine Sixth National Report to the Convention on Biological Diversity*. Environment Quality Authority.
- Ermínia, M. (2003). Métropole, legislação e desigualdade. *Estudos Avançados*, 17(48), 151-166. <https://doi.org/10.1590/S0103-40142003000200013>
- Etkes, D. (2013). *Israeli settler agriculture as a means of land takeover in the West Bank*. Kerem Navot.
- Etkes, D., & Ofran, H. (2017, février). Construction of Settlements and Outposts on Nature Reserves in West Bank. *Peace Now*. <https://peacenow.org.il/en/nature-reserve>
- Farget, D. (2016). Colonialisme et pollution environnementale : Prolongement et effets sur les droits des peuples autochtones. *Criminologie*, 49(2), 95-114. <https://doi.org/10.7202/1038418ar>
- Farha, L. (2020). *Area C is Everything—Planning for the future of Palestine*. Norwegian Refugee Council.
- Feitelson, E., & Levy, N. (2006). The environmental aspects of reterritorialization : Environmental facets of Israeli–Arab agreements. *Political Geography*, 25(4), 459-477. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2006.04.001>
- Filiu, J.-P. (2024). *Comment la Palestine fut perdue et pourquoi Israël n'a pas gagné : Histoire d'un conflit, XIXe-XXIe siècle*. Éditions du Seuil.
- Find A Company*. (s. d.). Who Profits. <https://www.whoprofits.org/companies/find?Text=&Name=&Category=&Sector=&Headquarter=&Revenue=&Traded=&Presence=&Settlement=&Type=Table>
- Gasteyer, S. P., & Butler Flora, C. (2000). Modernizing the Savage : Colonization and Perceptions of Landscape and Lifescape. *Sociologia Ruralis*, 40(1), 128-149. <https://doi.org/10.1111/1467-9523.00135>
- Ghanem, M., Ahmad, W., Keilani, Y., Sawaftah, F., Schelter, L., & Schuettrumpf, H. (2021).

Spring water quality in the central West Bank, Palestine. *Journal of Asian Earth Sciences: X*, 5, 100052. <https://doi.org/10.1016/j.jaesx.2021.100052>

Ghanem, M., Samhan, S., Carlier, E., & Ali, W. (2011). Groundwater Pollution Due to Pesticides and Heavy Metals in North West Bank. *Journal of Environmental Protection*, 02(04), 429-434. <https://doi.org/10.4236/jep.2011.24049>

Gray, A. (2009). Water development in the Palestinian Territories since the Oslo Interim Agreement in 1995. *Water Policy*, 11(5), 525-536. <https://doi.org/10.2166/wp.2009.066>

Gresh, A., & Rekacewicz, P. (2024). *Israël, Palestine : Vérités sur un conflit* (Éd. actualisée après le 7 octobre 2023). Pluriel.

Hareuveni, E. (2009). *Foul Play. Neglect of Wastewater Treatment in the West Bank*. B'tselem.

Hareuveni, E. (2010). *By Hook and by Crook. Israeli Settlement Policy in the West Bank*. B'tselem.

Hareuveni, E. (2011). *Dispossession and Exploitation. Israel's Policy in the Jordan Valley and Northern Dead Sea*. B'tselem.

Hareuveni, E. (2023). *Parched : Israel's policy of water deprivation in the West Bank*. B'tselem.

Hareuveni, E. (avec Beşelem, Merkaz ha-Meda' ha-Yiśre'eli li-Zekhuyot ha-Adam ba-Sheṭaḥim). (2021). *State business : Israel's misappropriation of land in the West Bank through settler violence* (M. Johnston, Trad.). BTselem.

Hassoun, R. (1997). Water Between Arabs and Israelis : Researching Twice-Promised Resources. In *Water, Culture and Power : Local Struggles in a Global Context* (p. 331). John M. Donahue and Barbara Rose Johnston.

Holifield, R. (2001). Defining environmental justice and environmental racism. *Urban Geography*, 22(1), 78-90. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.22.1.78>

Home. (s. d.). Check ID. <https://en.checkid.co.il/>

Howard, G., Bartram, J., Williams, A., Overbo, A., Fuente, D., & Geere, J.-A. (2020).

Domestic water quantity, service level and health, second edition. World Health Organization.

Hughes, S. S., Velednitsky, S., & Green, A. A. (2023). Greenwashing in Palestine/Israel : Settler colonialism and environmental injustice in the age of climate catastrophe. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 6(1), 495-513.

<https://doi.org/10.1177/25148486211069898>

Human Rights Watch. (2016). *Occupation, Inc : How settlement businesses contribute to Israel's violations of Palestinian rights.* Human Rights Watch.

Human Rights Watch. (2021). *A Threshold Crossed : Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution* (p. 224). Human Rights Watch.

Isaac, J., & Hilal, J. (2011). Palestinian landscape and the Israeli–Palestinian conflict. *International Journal of Environmental Studies*, 68(4), 413-429.

<https://doi.org/10.1080/00207233.2011.582700>

Isaac, J., Hilal, J., & Khair, A. (2011). *Status of the Environment in the occupied Palestinian territory—A human rights-based approach.* Applied Research Institute – Jerusalem (ARIJ).

Isaac, J., & Hrimat, N. (2007). *A review of the Palestinian Agricultural sector.* Applied Research Institute-Jerusalem.

Isaac, J., Miaari, S., Zboun, I., Hadweh, P., Abu Zahra, A., Isaac, F., Abu Aita, N., Khalilieh, S., Hilal, J., & Bader, A. (2019). *Assessing the impacts of Israeli movements restrictions on the mobility of people and goods in the West Bank.* The Applied Research Institute - Jerusalem.

Isaac, J., & Rishmawi, K. (2015). *Status of the Environment in the State of Palestine.* Applied Research Institute– Jerusalem.

Jaber, D. A. (2019). Settler colonialism and ecocide : Case study of Al-Khader, Palestine. *Settler Colonial Studies*, 9(1), 135-154. <https://doi.org/10.1080/2201473X.2018.1487127>

Jebreen, H., & Ghanem, M. (2015). Spring Water Qualitative Assessment in Mountainous Areas, Case Study : Soreq Catchment/Ramallah/West Bank. *Journal of Water Resource and Protection*, 07(11), 851-859. <https://doi.org/10.4236/jwarp.2015.711069>

- Khalidi, R. (2004). Israël-Palestine : D'Oslo à la guerre contre le terrorisme. *Politique étrangère*, 69(4), 729-741.
- Khatib, I., & Al-Khateeb, N. (2009). Solid waste treatment opportunities in the Palestinian authority areas. *Waste Management*, 29(5), 1680-1684.
<https://doi.org/10.1016/j.wasman.2008.10.022>
- Kittaneh, M. (2020). Agriculture sector at the edge of collapsing in the West Bank. *GeoJournal*, 85(1), 205-219. <https://doi.org/10.1007/s10708-018-9957-1>
- Kurzom, G. (2001). Towards Alternative Self-Reliant Agricultural Development. *The BZU Development Studies Programme*. <https://cbs.birzeit.edu/wp-content/uploads/2019/09/alternative-report.pdf>
- Lama Qasem, A. (2016). *Sustainable Improvements for Jenin Wastewater Treatment Plant*. An-Najah National University.
- Lein, Y. (2002). *Land Grab—Israel's Settlement Policy in the West Bank*. B'tselem.
- Levinson, C. (2013, septembre 1). German Bank Vows to Bar Settlers From West Bank Landfill It's Planning. *Haaretz*. <https://www.haaretz.com/2013-09-01/ty-article/.premium/german-dump-off-limits-to-settlers/0000017f-df85-df9c-a17f-ff9dacad50000>
- Lücke, M. (2014). *Country report on the solid waste management in Occupied Palestinian Territories*. Sweepnet.
- Lustick, I. (1981). Israel and the West Bank after Elon Moreh : The Mechanics of De Facto Annexation. *Middle East Journal*, 35(4), 557-577.
- MacDonald, A. (2002). *A brief summary of the hydrogeology of the West Bank*. SUSMAQ.
- Mansour, A. (2013, février 22). Donor Interventions in Palestinian Agriculture : Helping Hand ? Or Slap on the Face? *Nora Lester Murad*. <https://noralestermurad.com/guest-post-donor-interventions-in-palestinian-agriculture-helping-hand-or-slap-on-the-face-by-aisha-mansour/>
- Mansour, C. (2023). Un regard palestinien sur les accords d'Oslo. *Contrechamps*, 88(3), 87-98.

Mason, M., Zeitoun, M., & Mimi, Z. (2012). Compounding Vulnerability : Impacts of Climate Change on Palestinians in Gaza and the West Bank. *Journal of Palestine Studies*, 41(3), 38-53. <https://doi.org/10.1525/jps.2012.XLI.3.38>

Mendes Bota, J. (2009). *Elaboration d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit à un environnement sain* (12003). Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Messerschmid, C. (2014). Hydro-Apartheid and Water Access in Israel-Palestine : Challenging the Myths of Cooperation and Scarcity. In M. Turner & O. Shweiki (Éds.), *Decolonizing Palestinian Political Economy* (p. 53-76). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781137448750_4

Mount, H. N. (2020). *The untold story of paradise : Environmental apartheid in Hawaii* [Thèse, Whitman College]. https://arminda.whitman.edu/_flysystem/fedora/2021-10/The_untold_story_of_paradise_environmental_apartheid_in_Hawai_i.pdf

Moutquin, S. (2021). *Ancrer le droit à un environnement sain : La nécessité d'une action renforcée du Conseil de l'Europe* (15367). Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Moutquin, S. (2024). *Réaliser le droit humain à un environnement sûr, propre, sain et durable grâce au processus de Reykjavik* (15955). Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Naser, S., & Ghanem, M. G. (2018). Environmental and Socio- Economic Impact of Wastewater in Wadi- Qana Drainage Basin- Salfeet- Palestine. *Journal of Geographical Research*, 1(1), 1-6. <https://doi.org/10.30564/jgr.v1i1.162>

Nashashibi, M., & Van Duijl, L. A. (1995). Wastewater characteristics in Palestine. *Water Science and Technology*, 32(11), 65-75. <https://doi.org/10.2166/wst.1995.0404>

Newman, D. (1985). The evolution of a political landscape : Geographical and territorial implications of Jewish colonization in the West Bank. *Middle Eastern Studies*, 21(2), 192-205. <https://doi.org/10.1080/00263208508700623>

Niksic, O., Nasser Eddin, N., & Cali, M. (2013). *West Bank and Gaza—Area C and the Future of the Palestinian Economy* (AUS2922). World Bank.

- Nixon, R. (2011). *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*. Harvard University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctt2jbsgw>
- OCHA. (2014). *Settlement expansion around an Israeli-declared “nature reserve”*. https://www.ochaopt.org/content/settlement-expansion-around-israeli-declared-nature-reserve#_ftn3
- OMS. (2018). *Escherichia coli (E. coli)*. <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/e-coli>
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (s. d.). *Number of Settlers in the Israeli Settlements in the West Bank by Region, 1986-2021*. PCBS. https://www.pcbs.gov.ps/Portals/_Rainbow/Documents/SETT6E-2021.html
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (1997). *Agricultural Statistics, 1994/1995*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (1998a). *Agricultural Statistics, 1995/1996*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (1998b). *Household Environmental Survey—1998 : Main Findings*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (1999a). *Agricultural Statistics, 1996/1997*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (1999b). *Household Environmental Survey—1999 : Main Findings*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (2000a). *Agricultural Statistics, 1997/1998*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (2000b). *Multiple Indicator Cluster Survey, 2000 (MICS2)*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (2000c). *Water Statistics in the Palestinian Territory*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (2001). *Agricultural Statistics, 1998/1999*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (2002a). *Agricultural Statistics, 1999/2000*.
- Palestinian Central Bureau of Statistics. (2002b). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2000*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2002c). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2001*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2003a). *Agricultural Statistics, 2000/2001*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2003b). *Household Environmental Survey—2003 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2003c). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2002*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2004a). *Agricultural Statistics, 2001/2002*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2004b). *Household Environmental Survey—2004 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2004c). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2003*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2005a). *Agricultural Statistics, 2002/2003*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2005b). *Household Environmental Survey—2005 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2005c). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2004*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2006a). *Agricultural Statistics, 2003/2004*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2006b). *Household Environmental Survey—2006 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2006c). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2005*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2007a). *Agricultural Statistics, 2004/2005*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2007b). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2006*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2008a). *Agricultural Statistics, 2005/2006*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2008b). *Household Environmental Survey—2008 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2008c). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2007*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2009a). *Agricultural Statistics, 2006/2007*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2009b). *Household Environmental Survey 2009* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2009-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2009c). *Household Environmental Survey—2009 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2009d). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2008*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2010a). *Agricultural Statistics, 2007/2008*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2010b). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2009*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2011a). *Agricultural Statistics, 2008/2009*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2011b). *Household Environmental Survey 2008* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2008-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2011c). *Household Environmental Survey—2011 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2011d). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2010*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012a). *Agricultural Census 2010, Final Results – West Bank*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012b). *Agricultural Statistics, 2009/2010*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012c). *Household Environmental Survey 2005* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2005-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012d). *Household Environmental Survey 2006* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2006-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012e). *Household Environmental Survey 2011* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2011-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012f). *Household Environmental Survey—2012 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2012g). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2011*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013a). *Agricultural Statistics, 2010/2011*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013b). *Household Environmental Survey 2003* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2003-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013c). *Household Environmental Survey 2004* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2004-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013d). *Household Environmental Survey 2013* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2013-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013e). *Household Environmental Survey—2013 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013f). *Multiple Indicator Cluster Survey, 2010* [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2013g). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2012*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2014). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2013*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2015a). *Environmental Economic Survey 2015*

(Sample survey data [ssd] PSE-PCBS-EES-2015-V1.1; Version (11-2015)) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2015b). *Household Environmental Survey—2015 : Main Findings*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2015c). *Multiple Indicator Cluster Survey, 2014 (MICS5)* [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2015d). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2014*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2016). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2015*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2017). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2016*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2018). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2017*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2019). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2018*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2020a). *Household Environmental Survey 2015* (Sample survey data PSE-PCBS-HENS-2015-V1.0; Version V1.0) [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2020b). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2019*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2021a). *Multiple Indicator Cluster Survey, 2019-2020 (MICS6)* [Sav].

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2021b). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2020*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2021c, mai 26). *Estimated Population in the Palestine Mid-Year by Governorate, 1997-2026*. PCBS.

https://www.pcbs.gov.ps/statisticsIndicatorsTables.aspx?lang=en&table_id=676

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2021d, août 10). *Road Network Length in the West Bank by Governorate and Road Type, 2020*. PCBS.

https://www.pcbs.gov.ps/statisticsIndicatorsTables.aspx?lang=en&table_id=845

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2022). *Water Statistics in the Palestinian Territory Annual Report 2021*.

Palestinian Central Bureau of Statistics. (2023). *Agriculture Census, 2021- Final Results*.

Palestinian National Authority. (2010, mai). *National Strategy for Solid Waste Management in the Palestinian Territory 2010-2014*.

Peace Now. (2022). *The government of unequivocal annexation : Deepening of the settlement project, dispossession and oppression. One year of the Israeli government headed by Yair Lapid and Naftali Bennett*. Peace Now.

Pedersen, J. (2018). *Environmentalism of the Occupied—A slow violence perspective on the West Bank's deteriorating agricultural sector, and an overview of Palestinian agro-resistance in the struggle towards food sovereignty*. Lund University.

Policies Regulating Agricultural Inputs in the West Bank. (s. d.). ABC Consulting.

Pulido, L. (1996). A critical review of the methodology of environmental racism research. *Antipode*, 28(2), 142-159. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.1996.tb00519.x>

Pulido, L. (2000). Rethinking Environmental Racism : White Privilege and Urban Development in Southern California. *Annals of the Association of American Geographers*, 90(1), 12-40. <https://doi.org/10.1111/0004-5608.00182>

Pulido, L. (2017). Environmental Racism. In D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu, & R. A. Marston (Éds.), *International Encyclopedia of Geography* (1^{re} éd., p. 1-13). Wiley. <https://doi.org/10.1002/9781118786352.wbieg0453>

Qumsiyeh, M. B. (2024). Impact of the Israeli military activities on the environment. *International Journal of Environmental Studies*, 1-16. <https://doi.org/10.1080/00207233.2024.2323365>

Qumsiyeh, M. B., & Abusarhan, M. (2020). An Environmental Nakba : The Palestinian

Environment Under Israeli Colonization. *Science Under Occupation*, 23(1).

Qumsiyeh, M. B., & Abusarhan, M. A. (2021). Biodiversity and Environmental Conservation in Palestine. In M. Öztürk, V. Altay, & R. Efe (Éds.), *Biodiversity, Conservation and Sustainability in Asia* (p. 1-22). Springer International Publishing.

https://doi.org/10.1007/978-3-030-59928-7_1

Randles, S. (2024). *Ripple Effects. Exploring the environmental impact of Israeli settlements' wastewater discharge*. Norwegian Refugee Council.

Rice, J. (2016). Slow Violence and the Challenges of Environmental Inequality.

Environmental Justice, 9(6), 176-180. <https://doi.org/10.1089/env.2016.0019>

Rosen, M., & Shaul, Y. (2020). *Highway to Annexation—Israeli Road and Transportation Infrastructure Development in the West Bank*. The Israeli Centre for Public Affairs et Breaking the Silence.

Rouyer, A. R. (1999). The water accords of Oslo II: Averting a looming disaster. *Middle East Policy*, 7(1), 113-135. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4967.1999.tb00346.x>

Roy, S. (1999). De-development Revisited : Palestinian Economy and Society Since Oslo. *Journal of Palestine Studies*, 28(3), 64-82. <https://doi.org/10.2307/2538308>

Rudolph, M., & Kurian, R. (2022). Hydro-Hegemony, Water Governance, and Water Security : Palestinians under Israeli Occupation in the Jordan Valley, West Bank. *Water Alternatives*, 15(1), 73-92.

Salem, H. S., Hilal, J., & Ghattas, R. (2007). *Status of the Environment in the State of Palestine*. Applied Research Institute– Jerusalem (ARIJ).

Samhan, S., Al-Sa'ed, R., Assaf, K., Friese, K., Afferden, M., Muller, R., Tumpling, W., Ghanem, M., Ali, W., & Zimmo, O. (2010). Wastewater Management Overview in the Occupied Palestinian Territory. In D. Barceló & M. Petrovic (Éds.), *Waste Water Treatment and Reuse in the Mediterranean Region* (Vol. 14, p. 229-248). Springer Berlin Heidelberg. https://doi.org/10.1007/698_2010_64

Schattner, M. (2002). De la paix manquée d'Oslo à la marche vers l'abîme. *Politique étrangère*, 67(3), 587-600. <https://doi.org/10.3406/polit.2002.5207>

Schmid, D. (2006). Palestine : La problématique de l'aide: *Politique étrangère, Automne*(3), 491-503. <https://doi.org/10.3917/pe.063.0491>

Scobbie, I. (1994). H2O after Oslo II: Legal Aspects of Water in the Occupied Territories. *Palestine Yearbook of International Law*, 8, 79-110.

Security Council resolution 446 (1979) [on establishment of a commission to examine the situation relating to settlements in the Arab territories occupied by Israel], S/RES/446(1979) (1979).

Security Council resolution 465 (1980) [on Israeli settlement policies in the occupied territories], S/RES/465(1980) (1980).

Security Council resolution 2334 (2016) [on cessation of Israeli settlement activities in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem], S/RES/2334 (2016) (2016).

Selby, J. (2003). Dressing up domination as 'cooperation' : The case of Israeli-Palestinian water relations. *Review of International Studies*, 29(01).

<https://doi.org/10.1017/S026021050300007X>

Selby, J. (2007). Joint Mismanagement : Reappraising the Oslo Water Regime. In H. Shuval & H. Dweik (Éds.), *Water Resources in the Middle East* (p. 203-212). Springer Berlin Heidelberg. https://doi.org/10.1007/978-3-540-69509-7_20

Selby, J. (2013). Cooperation, domination and colonisation : The Israeli-Palestinian Joint Water Committee. *Water Alternatives*, 6(1), 1-24.

Selby, J. (2017, janvier 26). Renewing cooperation on water : What hope for the two state solution? *openDemocracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/what-hope-for-two-state-solution/>

Sfard, M. (2020). *The Israeli Occupation of the West Bank and the Crime of Apartheid : Legal Opinion* (p. 58). Yesh Din.

Shehadeh, R. (2019). From Jerusalem to the Rest of the West Bank : Israel's Strategies of Annexation. *Review of Middle East Studies*, 53(01), 6-19. <https://doi.org/10.1017/rms.2019.7>

Shuval, H. I. (1992). Le problème du partage de l'eau entre Israël et les Palestiniens : À la

recherche d'une solution équitable. *Maghreb - Machrek*, N° 138(4), 27-37.

<https://doi.org/10.3917/machr1.138.0027>

Stull, V., Bell, M. M., & Ncwadi, M. (2016). Environmental apartheid : Eco-health and rural marginalization in South Africa. *Journal of Rural Studies*, 47, 369-380.

<https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.04.004>

Tamimi, A. A. (2011). Socioeconomic and environmental impacts of the Israeli Separation Wall. *International Journal of Environmental Studies*, 68(4), 557-564.

<https://doi.org/10.1080/00207233.2011.583399>

Tariq, D., & Jarbawi, A. (2017). A Century of Settler Colonialism in Palestine : Zionism's Entangled Project. *rown Journal of World Affairs*, 24.

The Applied Research Institute - Jerusalem. (2006). *Bardala village profile*.

The Applied Research Institute – Jerusalem. (2009). *At Tuwani & Mosfaret Yatta Profile*.

The Applied Research Institute – Jerusalem. (2010). *Wadi Fukin Village Profile*.

The Applied Research Institute – Jerusalem. (2023, juin 10). A “de facto annexation” of the West Bank's Nature Reserves. *POICA*. <https://poica.org/2023/06/a-de-facto-annexation-of-the-west-banks-nature-reserves/>

The Editors of Encyclopaedia Britannica. (2024). West Bank. In *Encyclopedia Britannica*. <https://www.britannica.com/place/West-Bank>

The status of the Environment in the West Bank. (1997). Applied Research Institute– Jerusalem.

Thöni, V., & Matar, S. K. I. (2019). *Solid waste management in the Occupied Palestinian Territory*. CESVI.

Time of Israel. (2018, août 13). Israel said to nix German plan for garbage dump to be used only by Palestinians. *Time of Israel*. <https://www.timesofisrael.com/israel-nixes-german-plan-for-dump-to-be-used-only-by-palestinians-report/>

Trottier, J. (2019). Palestinian Water Management– Policies and Pitfalls. *hal-02272810*.

Turner, R. L., & Wu, D. P. (2002). Environmental Justice and Environmental Racism : An Annotated Bibliography and General Overview, Focusing on U.S. Literature, 1996-2002. *Berkeley Workshop on Environmental Politics, Institute of International Studies*.
digitalcommons.butler.edu/facsch_papers/575/

UNEP. (2003). *Desk Study on the Environment in the Occupied Palestinian Territories*. United Nations Environment Programme.

UNEP. (2020). *State of Environment and Outlook Report for the occupied Palestinian territory 2020*. United Nations Environment Programme.

Ungar, M., & Atalah, D. G. (2020). Indigenous groups facing environmental racism. In *Human rights education for psychologists*. Routledge.

<https://doi.org/10.4324/9780429274312>

United Nations. (1997). *Treaty Series 1989*. UN. <https://doi.org/10.18356/b27b6c27-en-fr>

Venkataraman, M., Grzybowski, S., Sanderson, D., Fischer, J., & Cherian, A. (2022). Le racisme environnemental au Canada. *Canadian Family Physician*, 68(8), 573-575.

<https://doi.org/10.46747/cfp.6808573>

Veracini, L. (2013). 'Settler Colonialism' : Career of a Concept. *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 41(2), 313-333. <https://doi.org/10.1080/03086534.2013.768099>

Weir, D. (2020, juin 8). UN report details environmental degradation in West Bank and Gaza. *Conflict and Environment Observatory*. <https://ceobs.org/un-report-details-environmental-degradation-in-west-bank-and-gaza/>

Whyte, K. (2018). Settler Colonialism, Ecology, and Environmental Injustice. *Environment and Society*, 9, 125-144.

Wikipedia contributors. (2023, octobre 30). *Bardala*. Wikipedia, The Free Encyclopedia. <https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Bardala&oldid=1182687953>

World Bank. (2008). *Toward Water Security for Palestinians : West Bank and Gaza Water Supply, Sanitation, and Hygiene Poverty Diagnostic*. (WASH Poverty Diagnostic). World Bank.

Zohud, A., & Alam, L. (2022). A Review of Groundwater Contamination in West Bank, Palestine : Quality, Sources, Risks, and Management. *Water*, 14(21), 3417.
<https://doi.org/10.3390/w14213417>

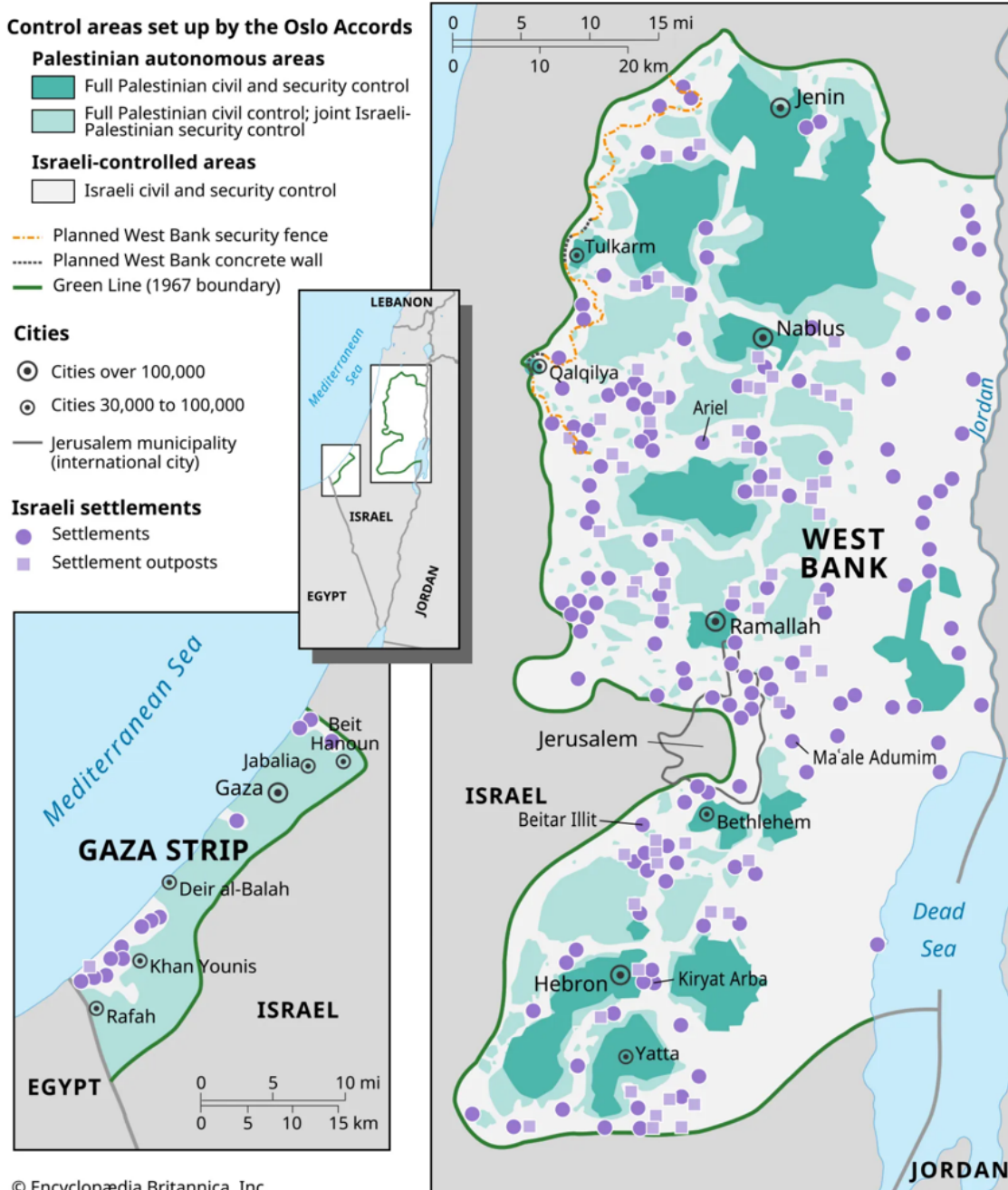
Zreik, R. (2004). Palestine, Apartheid, and the right discourse. *Journal of Palestine Studies*, 34(1), 68-80. <https://doi.org/10.1525/jps.2004.34.1.68>

13. Annexes

13.1. Cartes et graphiques

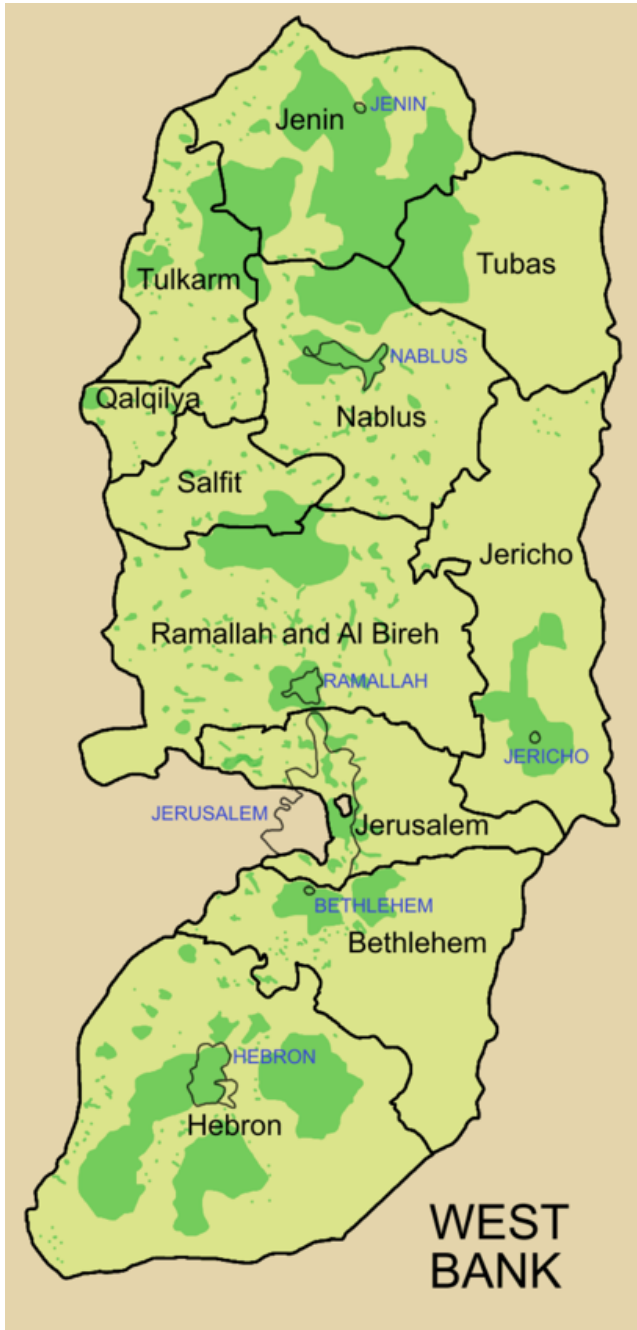
13.1.1. La division de la Cisjordanie en 3 zones après Oslo II

ISRAELI AND PALESTINIAN SETTLEMENTS IN THE WEST BANK AND GAZA STRIP



Source : Encyclopædia Britannica. Consulté pour la dernière fois le 15 août 2024 à l'adresse suivante : <https://www.britannica.com/place/West-Bank>

13.1.2. Les 11 gouvernorats de Cisjordanie



Source : Wikipedia. Consulté pour la dernière fois le 15 août 2024 à l'adresse suivante : https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernorats_de_la_Palestine

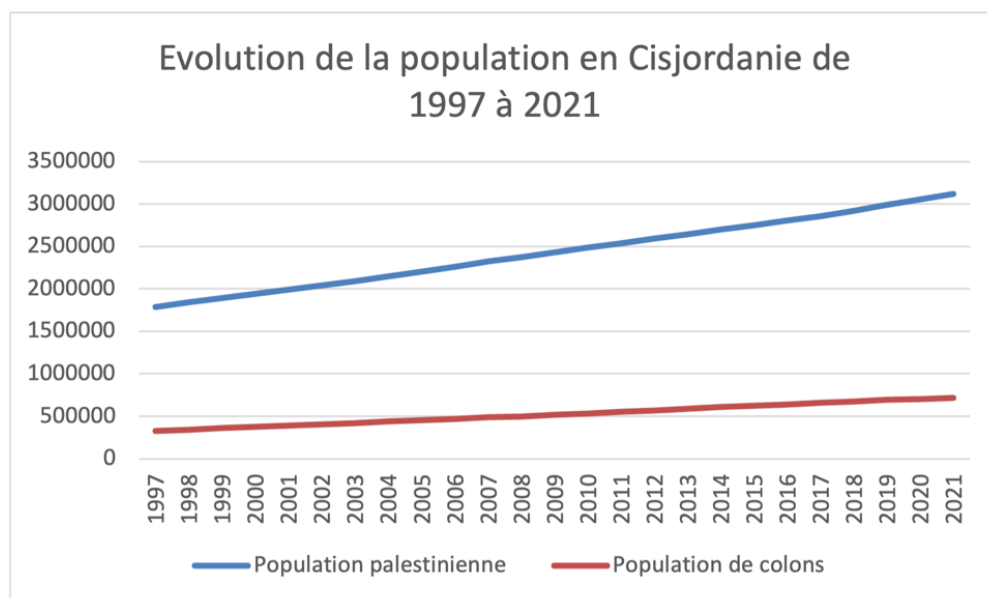
13.1.3. Les aquifères de Cisjordanie

Mountain and Coastal Aquifers



Source : UN Environment Program/GRID-Geneva. Consulté pour la dernière fois le 15 août 2024 à l'adresse suivante : <https://unepgrid.ch/en/resource/144>

13.1.4. L'évolution de la population en Cisjordanie de 1997 à 2021



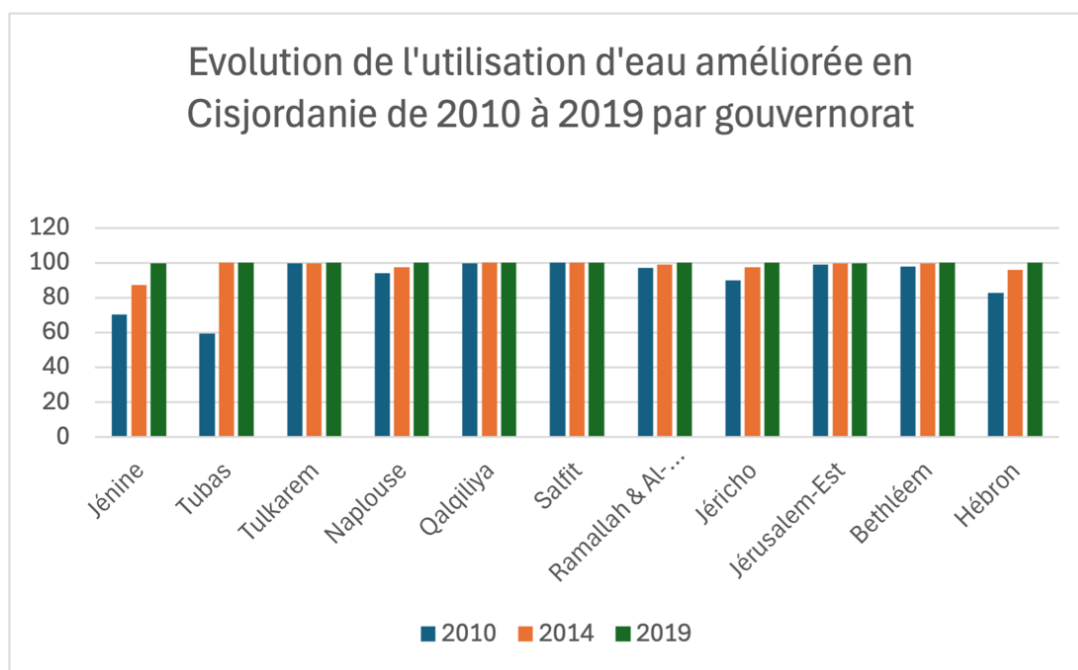
Données issues du Palestinian Bureau of Statistics. Représentation de l'auteur.

Consulté pour la dernière fois le 15 août 2024 à l'adresse suivante :

https://www.pcbs.gov.ps/Portals/_Rainbow/Documents/SETT6E-2021.html

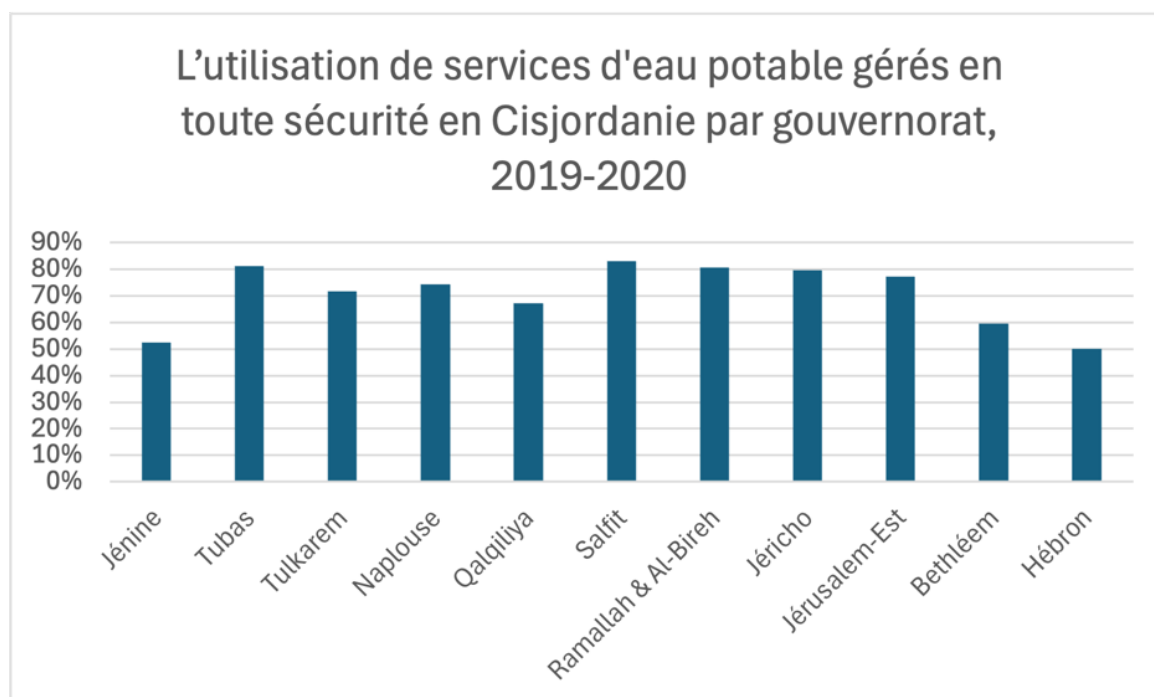
https://www.pcbs.gov.ps/statisticsIndicatorsTables.aspx?lang=en&table_id=676

13.1.5. L'évolution de l'utilisation d'eau améliorée en Cisjordanie de 2010 à 2019 par gouvernorat

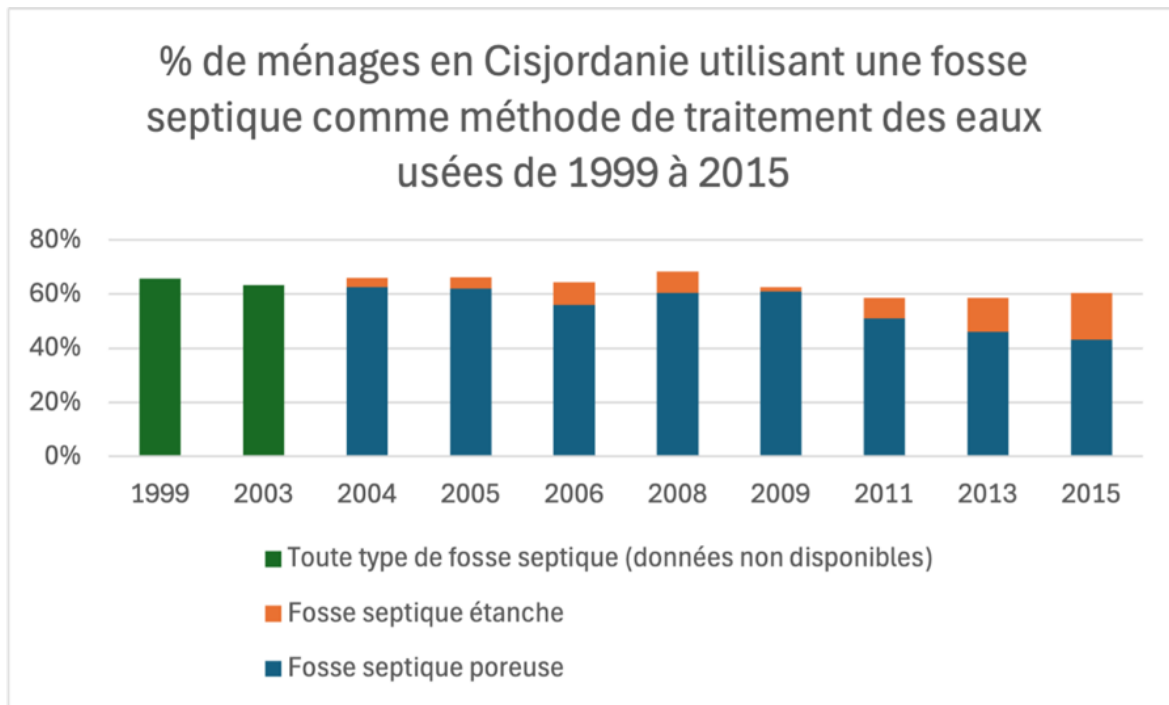


Données des enquêtes MICS 2010, 2014 et 2019-2020. Représentation de l'auteur.

13.1.6. L'utilisation des services d'eau potable gérés en toute sécurité en Cisjordanie et par gouvernorat en 2019-2020



13.1.7. Le pourcentage de ménages en Cisjordanie utilisant une fosse septique comme méthode de traitement des eaux usées de 1999 à 2015



Données issues des Household Environmental studies du PCBS. Représentation de l'auteur.

Note : les données des enquêtes MICS n'ont pas été utilisées, car elles ne font pas la différence entre les différents types de fosses septiques.

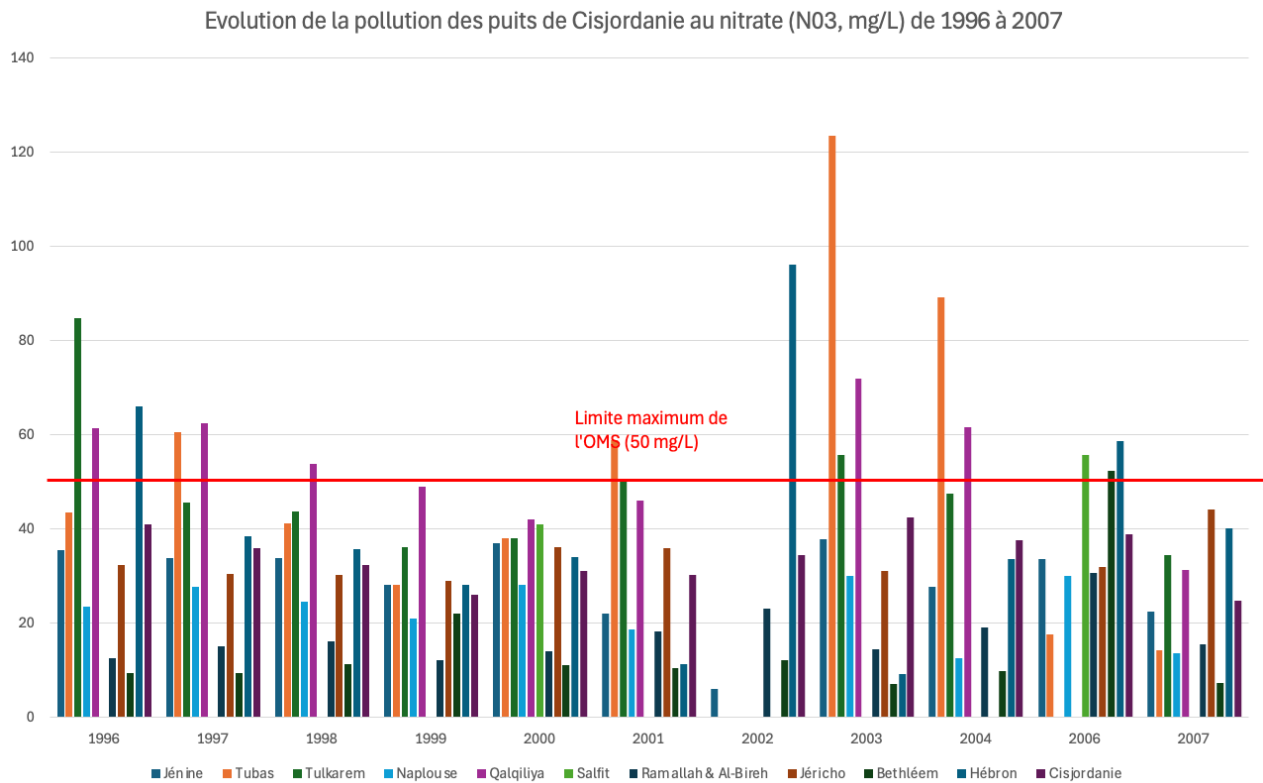
13.1.8. Les stations de traitement des eaux usées en Cisjordanie

Année d'établissement	Lieu	État (en 2015)
1997	Al-Bireh	Surchargée
Construite en 1975 et réhabilitée en 2002-2003	Ramallah	Surchargée
Construite en 1972 et réhabilitée en 2004	Tulkarem	Efficiente
Construite en 1970, détruite en 2003, réhabilitée entre 2011 et 2013 ¹²	Jénine	Efficiente
2013	Naplouse	Efficiente
2013	Jéricho	Sous-capacité dûe au faible réseau d'égouts publics dans la région

Données issues de Isaac et al., 2011; Isaac & Rishmawi, 2015; Lama Qasem, 2016; Nashashibi & Van Duijl, 1995; Salem et al., 2007; The status of the Environment in the West Bank, 1997. Compilation de l'auteur

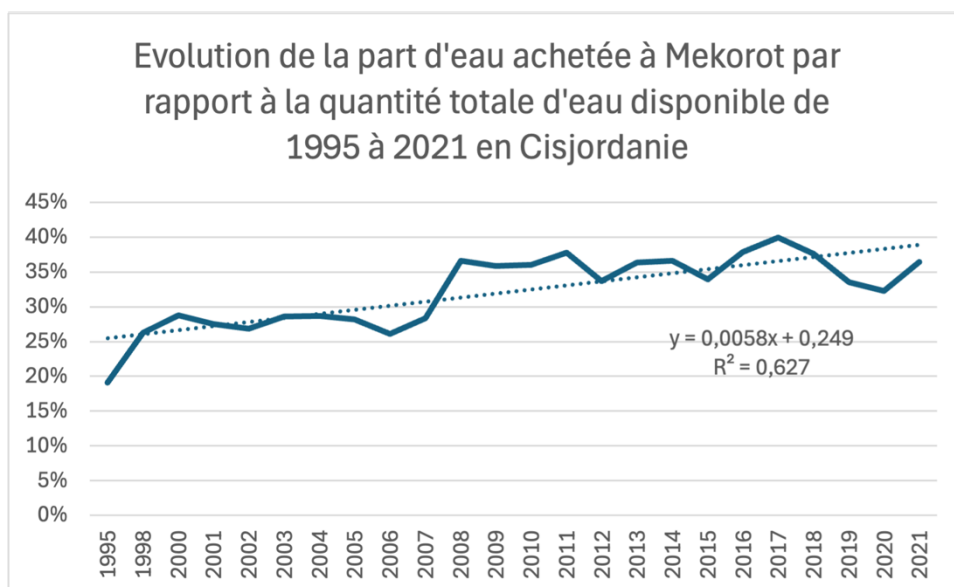
¹² La date exacte de l'établissement de cette station n'est pas mentionnée dans les sources utilisées mais se situe probablement entre ces deux dates

13.1.9. L'évolution de la pollution des puits de Cisjordanie au nitrate (NO₃, mg/L) de 1996 à 2007



Données issues des Water Statistics du Palestinian Bureau of Statistics. Représentation de l'auteur.

13.1.10. L'évolution de la part d'eau achetée à Mekorot par rapport à la quantité totale d'eau disponible de 1995 à 2021 en Cisjordanie



Données issues des Water Statistics du Palestinian Central Bureau of Statistics. Représentation de l'auteur.

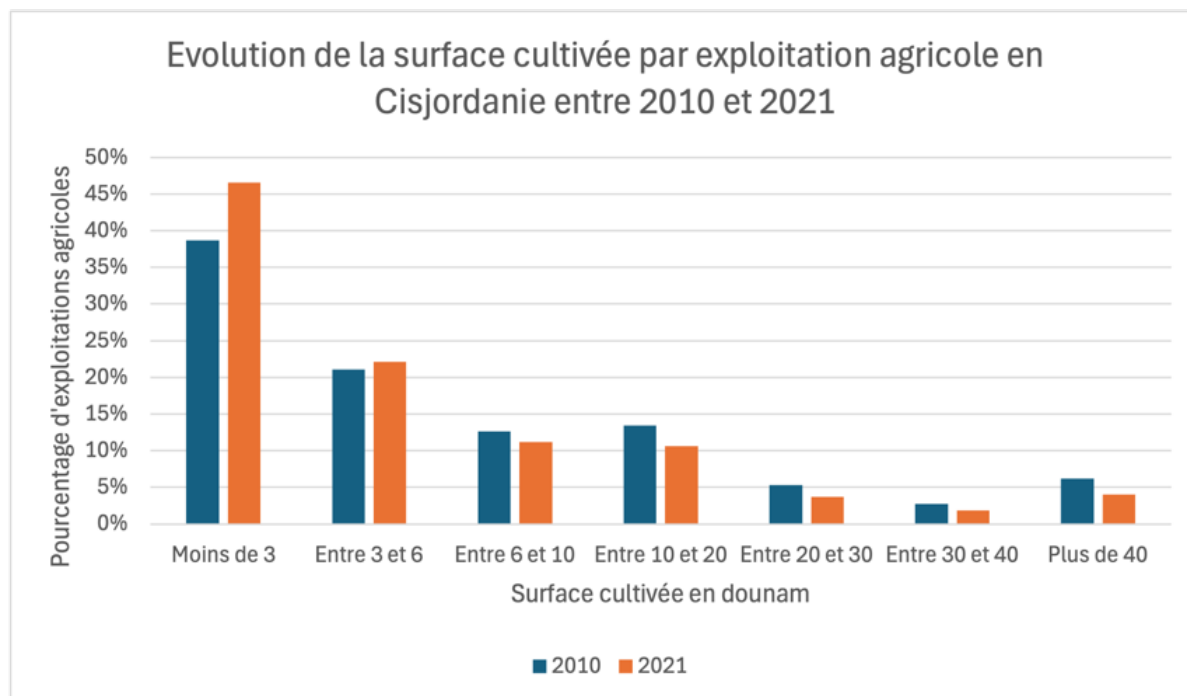
13.1.11. Les usines israéliennes de traitement des déchets toxiques en Cisjordanie

Nom de l'installation	Type de déchet	Date d'établissement
Eco Medical Ltd	Déchets médicaux contaminés et biologiques	2002
Green Oil Energy Ltd	Huiles usées (dangereuses)	1996
EMS Refiners of Precious Metals Inc.	Déchets électroniques	1988
MTA Recycling Technologies Ltd.	Déchets de solvants	1997

Tyrec Industries	Tire Recycling	Pneus usés	2001
Polycom		Emballages toxiques	2015
All Recycling		Déchets électroniques	2015
Green Net		Déchets urbains mixtes	2013
Elidori		Déchets de construction	2014

Données recueillies par B'tselem (2017) et consolidées avec celles du site web WhoProfits (*Find A Company*, s. d.) et du moteur de recherche d'entreprises israéliennes CheckId (*Home*, s. d.),

13.1.12. L'évolution de la surface cultivée par exploitation agricole en Cisjordanie entre 2010 et 2021



Données issues des Recensements agricoles du PCBS de 2009-2010 et 2010-2021.
Représentation de l'auteur.

13.2. Dossier de présentation utilisé pour réaliser les interviews



Academic research on the environmental rights of Palestinians – Information file

Who I am



My name is Amaury Vinogradoff, I'm 23 and I'm studying at the University of Louvain-la-Neuve in Belgium (Europe). In summer 2022, I spent two weeks in Palestine meeting associations defending the rights of Palestinians. I went to Jerusalem, Bethlehem, Dheisheh Camp, Nablus and the Jordan Valley. All the people I met made me want to devote part of my academic path to the situation in Palestine. I was supposed to come to Wadi Fukin in Palestine in October 2023, but the events in Gaza made it impossible. Today, it's still very complicated to come to Palestine from Belgium, given the terrible situation in Gaza. That's why I'm conducting my research and interviews online. I'd also like to express you my solidarity and emotion regarding what's currently happening in Gaza.

What I am doing

I'm doing academic research on the environmental rights of Palestinians. By "environmental rights", I mean access to water, access to healthy food, exposure to pollution, access to natural spaces, and so on. I also study the links between environmental degradation and Israeli practices in the West Bank, such as Israeli military operations or actions of Israeli settlers.

To carry out this research, I am conducting online interviews with inhabitants of villages in the West Bank. My aim is to understand the environmental rights situation as best I can by asking questions and talking to people like you.

How the interview will go

The interview will last between 30 minutes and 1 hour and will take place on Google Meet. I'll send you the meeting link as soon as we've set up an appointment time together. If you don't have a Google account to access Google Meet or if you don't know how it works, we can also video call each other on Whatsapp. Please let me know in advance if you prefer Whatsapp.

I'll first explain you the academic research I'm doing. Then I will ask you some open-ended questions that you can answer however you like. If you don't want to answer a question, that's fine.

The interview will be divided in 6 parts.

- *About life in your village*
- *About water*
- *About food*
- *About pollution*
- *About nature and wild animals*
- *About climate change*

I will naturally tell you when we go to another part of the interview.

Here are the main questions I will ask you during the interview. You don't have to prepare your answers, it's just to give you an overview of what we're going to discuss:

Main questions

- *Can you tell me what your village looks like?*
- *How do you interact with the Israelis in the village?*
- *How would you describe your access to water for drinking, cooking and washing?*

- *Have any water installations in your village ever been targeted by the Israeli army or Israeli settlers?*
- *How would you describe your access to food?*
- *Are there any difficulties in your village for starting up a farming business or growing vegetables and fruit at home?*
- *Are fields, fruit trees or vegetable gardens sometimes the target of Israeli army or settler operations?*
- *Is there pollution in your village ?*
- *Do you feel that the air in your village is polluted?*
- *Can you tell me about the natural environment in and around your village ?*
- *How do you feel about climate change?*

Behind those questions, you will also be free to add whatever you want as long as it is relevant for the interview.

At the end of the interview, I'll ask you if you've forgotten anything you wanted to tell me, or if there's anything else you'd like to tell me. I'll also ask you if you know of anyone in your village who would be willing to do an interview as well, so that I can continue my research.

What I need to know from you

The first thing I need to know from you is whether our conversation can be recorded. It's only to help me better transcribe what you have to say. If you don't wish to be recorded, please let me know in advance or when we start our discussion.

I also need to know if you'd like to respond to my interview completely anonymously. If you prefer to be anonymous, then I'll use an imaginary name for you in my work. In any case, the interview will be used exclusively for my academic research and will not be used or disseminated elsewhere.

Additional information

If you don't feel good during the interview, we can stop it at any time. You can refuse to answer to a question.

I'll send you my final work in a few months when it's finished.

How to contact me

Phone number (please use Whatsapp or Signal) : +32 495 77 35 21

Email : amaury.vino@gmail.com

Thank you very much for your help in my academic research, I really appreciate it!

Amaury Vinogradoff

13.3. Questionnaire utilisé pour les interviews

Village Description

Main questions	Additional questions	Follow-up questions
Can you tell me what your village looks like?	What are the village's main economic activities? What is the current atmosphere in the village?	Tell me more
How do you interact with the Israelis in the village?	How do you interact with the inhabitants of Israeli settlements? How do you feel about the presence of the Israeli wall?	Can you give me an example?

Water

Main questions	Additional questions	Follow-up questions
How would you describe your access to water for	Do you experience particular difficulties in accessing sufficient, clean water?	Tell me more

drinking, cooking and washing?	<p>What are these difficulties?</p> <p>In your opinion, what causes your access to clean and sufficient water to deteriorate?</p> <p>Has your access to water improved or deteriorated in recent years?</p>	
Have any water installations in your village ever been targeted by the Israeli army or Israeli settlers?	<p>How often does this happen?</p> <p>How has it evolved over the past 20 years?</p>	Can you give me an example?

Healthy food

Main questions	Additional questions	Follow-up questions
How would you describe your access to food?	<p>Do you find it difficult to eat enough?</p> <p>Do you consider what you eat to be healthy and varied?</p> <p>Do you feel that your eating habits have improved or deteriorated in recent years, and what are the reasons for this?</p>	Tell me more
Are there any difficulties in your village for starting up a farming business or growing vegetables and fruit at home?	<p>How are crops irrigated in your village?</p> <p>How do you access seeds?</p> <p>Are there any difficulties in accessing land?</p>	Can you give me an example ?
Are fields, fruit trees or vegetable gardens sometimes	How often does this happen?	Can you give me an example ?

the target of Israeli army or settler operations?	How has it evolved over the past 20 years?	
---	--	--

Non-toxic environment and pollution

Main questions	Additional questions	Follow-up questions
Is there pollution in your village ?	<p>What are the reasons for this pollution?</p> <p>What do you think of waste and wastewater treatment in your village?</p> <p>Has the cleanliness of your environment improved in recent years?</p>	Can you give me an example ?
Do you feel that the air in your village is polluted?	<p>What are the reasons for this pollution?</p> <p>Are there any factories near your village that emit pollution into the air?</p> <p>Over the past 20 years, have you noticed any change in the quality of the air you breathe?</p>	Can you give me an example ?

Biodiversity

Main questions	Additional questions	Follow-up questions
Can you tell me about the natural environment in and around your village ?	<p>Is there a lot of vegetation, wild animals, birds, etc.?</p> <p>Do you have any concerns about nature around you?</p>	Can you give me examples ?

	<p>Do you have the impression of living in a "Palestinian landscape"? With local trees and plants, typical animals...</p> <p>Do you encounter problems with wild animals?</p> <p>Have you noticed any changes in the landscape over the last 20 years?</p>	
--	--	--

Safe climate

Main questions	Additional questions	Follow-up questions
How do you feel about climate change?	<p>Have you noticed any changes in rainfall, seasons or temperatures in recent years?</p> <p>Who do you think is responsible for climate change?</p> <p>Do you think that certain elements accentuate the impacts of climate change in your village? Which ones?</p>	Can you give some examples?

Conclusion

That's the end of my questionnaire. Before concluding, is there anything you'd like to add about the environment in your village and your access to water and food?

Thank you for your answers and participation. If you wish, I'll send you my final work. Before we part, do you have anyone in mind in your village who would be interested in doing an interview with me? Can you give me their contact details?

13.4. Description des villages des habitants interviewés

13.4.1. Wadi Fukin

La description du village est issue de The Applied Research Institute – Jerusalem (2010)



Photo de Wadi Fukin. Source : The Applied Research Institute – Jerusalem (2010)

Wadi Fukin est situé dans le gouvernorat de Bethléem, à 9,4km de la ville éponyme. En 2017, sa population était de 1168 habitants selon les données du PCBS. Le village est bordé de deux colonies : Betar ‘Illit à l’est et Hadar Betar au nord. En 2007, environs 60 % de la population était active dans le secteur agricole. 7 % des terres de Wadi Fulkin sont situées en zone B, tandis que le reste est situé en zone C

13.4.2. At-Tuwani

La description du village est issue de The Applied Research Institute – Jerusalem (2009). At-Tuwani est un village du gouvernorat d’Hébron, qui comprend 2 sous-localités : Tuba et Faqra. Il est adjacent à Masafer Yatta, une région qui comprend une dizaines de localités bédouines. En 2007, At-Tuwani comprenait 326 habitants. L’entièreté du village est située en zone C.

13.4.3. Bardala

La description du village est issue de The Applied Research Institute – Jerusalem (The Applied Research Institute - Jerusalem, 2006). Bardala est un village de 2.000 hectares situé dans le gouvernorat de Tubas, à 14km de la ville éponyme, et plus largement dans la vallée du Jourdain. Il était composé de 1600 habitants selon le recensement de 2017 du PCBS

(Wikipedia contributors, 2023). La quasi-totalité de ses habitants sont actifs dans le secteur agricole. Le village est catégorisé en zone B.

13.5. Retranscription des interviews

Interview #1

Date : 14 juillet 2024, 18h

Lieu : en ligne

Langue de l'interview : anglais

Personne interviewée : habitant de Wadi Fukin

[Intervieweur]

So we can start. The first part is about Wadi Fuqin. Can you describe to me a bit the village? How does it look like?

[Interviewé]

For sure. Yeah. Well, Wadi Fukin, it's a special place indeed. Growing up there gave me a great opportunity to connect with the land and to connect with food. And I became very passionate about the environment and about the Earth and, you know, the importance of reconnecting, as human to Nature. That's, you know, a result of me growing up in Wadi Fuqin. So at first hand, when I watched the village, I did not see any settlements approaching or encroaching toward the village. And then while growing up, you start seeing the settlements and the bulldozers and the big machines coming in and doing, you know big explosions, to prepare the infrastructure to build a settlement and that, of course, resulted with many impact on the farm, on the village itself, on the people, of the water as well, you know, one of the main sources of irrigation for the farming.

Wadi Fukin is the "spring waters". And, those settlements basically are used to be the catchment area for the rainfall that recharging the aquifers and the underground water, that eventually comes out as water springs to irrigate and year after year, there are less catchment areas. Less water coming out of the springs. And it means losing more lands because you cannot irrigate more lands and it's become more expensive for the farmers. You know the mornings in Wadi

Fukin have always been my favorite, you know you wake up like at 4 ou 5 AM and you only hear the sound of birds, you know, welcoming the morning and slowly, you lose that sound of birds giving the settlements that were birds homes, it was inhabited living in those places because they were the trees, right? And the nature area where birds build their nest, but not anymore with the impact of you know occupation/settlements.

Yeah. I grew up learning farming from my grandparents. So I used to wake up in the morning with them and go down with the donkey, you know, going out to the farm and start wherever tours we hade that day. Either like doing some maintenance or picking up salads or picking up vegetables. And then I needed to understand the types and the differences of crops, what kind would sell better? What kind doesn't sell better, you know? And then, you know, my grandparents passed away and slowly the newer generation are abandoning farming and abandoning, you know, for many reasons. Because farming is not economically valuable anymore so they go look for another alternative source of income to support the family.

Yeah. Does that answer the question?

[Intervieweur]

Yeah, sure. You answered the question. We can dive deeper into the water question. So you spoke about the springs that give less water each year. Are there other difficulties in Wadi Fukin to have water, to wash, to drink or for cooking?

[Interviewé]

Oh, for sure. If we look at it historically, Wadi Fuqin started and was established to become a community because of the water springs, because the humans settled where water was before industrial revolution and infrastructure development. So before we had water furnished by the municipality coming from water springs and it was more than enough water, and of course, drinkable water at the time. So it was clean and fresh. Now, fast forward about in the 1980s, when the infrastructure idea started to come, they built water pipelines for the village, to connect them with the houses, and this water is coming from different sources of underground water. But you know, the unique part about my village is that it is a bit farther from the main city which is Bethlehem.

So, we ended up getting our water source for drinking, like, for homes and washing water coming from like a settlement, the pipeline was going to a settlement. So they took another line to us to the village. Which means that the water is fully solely controlled by the Israelis, by the army, which means that if they can cut it, which they did call it multiple times, , especially in the summer, when demand on water increases, they want to give the supplements more water. They're undercutting the water from us. So that's why we have a lot of water tanks on top of the houses. If you have seen a picture of any Palestinian community, there are tanks on top of the houses to try and, and fill them up for those days when the water is cut, right? But I do remember many days when we ran out of water for a week or two. So we ended up going down to the spring water, to collect some water, and bring it back home, and boil it, and disinfect it. And then, you know, try and use it for washing or using it for showers, use it for drinking as well. You get some weeks, you know you only get to shower once because there's a shortage in water.

So it's on and off, especially in the summer. These days it is happening right now, especially with what's going on, you know, it's a part of collective punishment for the people. So yeah, there are two sources of water right now in the village. One is the municipality, the pipelines, and the other one is the water springs. It's very important to mention those things. But the water springs are not good for drinking anymore. They got polluted for many reasons, one of them which is the main reason is the shortage of rainwater that is going inside the aquifer/underground water. So this gap is replaced with sewage water, right? Like because in the village, we don't have infrastructure to collect sewage. We have a reservoir. They build a little tank or hole next to the house and then the sewage filtered throughout underground and it ends up finding its way to the water spring and it gets polluted.

And that's one source, and the other source is the settlement. It's called Betar Illit, which is on the east side of the village. At Betar Illit, they have their waste water plant on the top of the hill right on top of the village. And weekly, the water that they cannot reuse to irrigate their trees, they just open it and pump it down to the village. And that water ends up flooding the fields, flooding the water springs and, of course, it's not good for the soil, it's not good for the plants, it's not good for the water itself. So, there is a shortage of water, for sure. And those are the main reasons why there's a shortage of water, right?

[Intervieweur]

And the water infrastructures, like the pipes or the water tanks, are sometimes targeted by the army or by settlers ?

[Interviewé]

Not that I recall it ever happens. The most likely control happens through the switch, the main switch of the water source coming down to the village, when they just turn it off and then you get no water. So yeah, they don't have to come to destroy the tanks or destroy the pipes, because they got the main source, right? They got the main tap.

[Intervieweur]

We can switch to food, healthy food. You were saying that young people are not farming anymore like people used to. So, how is the access to food in Wadi Fukin? Is it good enough?

[Interviewé]

There's two parts to answer this question.

The first part is historically. We didn't have, you know, while I was growing up until the early 2000s, we didn't have to worry about food as much because we were self-sustained with everything literally. We have, you know, olive trees, we made our own olive oil. We had a lot of variety of vegetables, of course, seasonal right? Like when you save the stuff from the summer to throughout the winter. And then we got some winter crops. Historically, Wadi Fukin was known as you know, like I would describe it as, you know, like a basket, like a vegetable basket for the city of Bethlehem and Jerusalem because the amount of production was enough to actually bring those crops to Bethlehem and Jerusalem and sell it over there.

Starting throughout the late 90s-2000s, the Palestinian market started to be flooded with the settlement products, lots of vegetables products that came from settlements, and Israeli products. It was a higher competition for the Palestinians, for Wadi Fukin farmers especially. Because now the Palestinian people, you know they are modest, they are not rich, they will go for a nicer product and a cheaper one. So they would choose to unfortunately buy those products from settlement sources, or from big farm sources. So that led to the older generation, who grew up as farmers solely, to not do farming anymore.

Now, the newer generation which is like my father's generation, and the generations afterwards, they ended up looking for other sources of income because farming did not satisfy enough. So they started abandoning the farm and abandoning the land. You will find some people who still maintain farming, you will find those in small families. But not as like everybody in the village, as we used to.

So that led to going to look for another source of income, such as settlement construction, which just gives you better better income unfortunately. So they end up working in the settlements and they'll go to Bethlehem or the main market or a grocery store and do their grocery and they bring it home. That led to the decline of the food production in Wadi FuKin, and then that led to a little bit of, you know, food scarcity for the poor people, who are not able to go to Bethlehem and do their groceries, and who used to buy from the village itself. So that ended up a little bit, you know, an issue for the people of the village

Now, fast forward, like that was my research if I might speak about that. My research was about this issue, specifically about people abandoning the farming practice in the village which means you are losing and erasing a tradition of the culture and a tradition of the village, which is the farming, which is why the village was established in the first place. And, you know, if you dig deeper to understand the issue, you will find it's economy, it's pure economy. But not only the economy, there is the settlement expansion. Then you lose more land, then you lose water because of what I mentioned about the issue of the water. Because they won't be able to connect the municipality water to their farm, it is going to be more expensive for them because the spring water is for free.

Now, the water from the municipalities, you have to pay for that, so it's not worth it anymore. So they all abandon that, right? And then, I came in as an alternative saying that the new generation should go back into farming. And this is the way they should sell their products because this will benefit them. And then we can preserve this tradition of farming and traditional food to continue sustaining ourselves. So we don't need the settlers. We don't need anybody to go up and buy our food.

Now the second part of my answer is linked with what's happening since October the 7th, right? Like none of the people were working, which means no income, which means they cannot go up to Bethlehem and buy their groceries. Now everybody in the newer generation, they reopen

their eyes, we actually can go back to the farm and start farming. So we can bring back food and tradition, you know. But they did not realize that there is a shortage of water right now because they have abandoned the land for how many years, like probably 25 years. And they didn't keep up the understanding that there is shortage of water, shortage of land because even families themselves, like my grandfather used to own huge pieces of land. Now my grandfather died and his kids inherited his land and they divided that land among themselves. Which means the land has shortened.

So yeah, to answer your question, there is a food shortage for sure. Now I see it with my family, they are struggling to get food, and they are trying to farm the land but it's not as valuable as it used to be. And they lost the knowledge of farming as well. Because, you know, it's a very valuable knowledge that did not go down from grandparents to their kids because there's this gap when everybody went to find alternative sources of income and they end up losing the knowledge of farming. And they went down to the farm and you find them struggling and fighting and arguing because they don't know what to do, how to cooperate between each other.

So did that answer your question?

[Intervieweur]

Yeah, sure. And the food in the city that comes from Israeli settlements, is it healthy food ?

[Interviewé]

Very good question. So the simple answer is no, it is not. It's filled with hormones, it's filled with pesticides and chemicals because it's monoculture, right? Like it's a huge size of land that they produce from. And to answer that, that's a good question because I forgot to mention something. Unfortunately, you know, Palestinians or other customers are not financially comfortable to understand that. Wadi Fukin products are organic products, healthy products, right? It's very traditionally grown and there are no chemicals added to it or any, you know, fertilizers or like any of that.

So when I come as a Wadi Fukin farmer and put my products out there, and I'm asking like let's say, for example, a kilo of tomato, I'm asking for five shekels. But a kilo of tomato from an Israeli product or settlement products, it's like three shekels or two shekels. They would go for that one. But they lose the fact that this is actually way healthier. It's local, it's Palestinian to

Palestinian. It is impacting the health of the people because who you are is what you eat and the economy impacts what people can eat.

[Intervieweur]

You also spoke about irrigation. Are there any difficulties to irrigate the fields? You said that it's not economically viable to irrigate the fields with the municipality water, but are there any other difficulties ?

[Interviewé]

First of all, there is a shortage of water springs. For example, we had in Wadi Fuqin about 10 water springs. And four of them dried out in the past 10-55 years. And they dried out because of settlement expansion and lack of, you know, water going down to the water springs. So they just literally dried out. And so the land around them dried out, because you need water to farm. So they cannot farm anymore. And there's two springs that dry out in the summer, which is another issue in the village. Because farming happens in the summer because this is the season. And also the amount of rain that was coming down on that region is way shortened giving the climate change effect. So now what they used to do or they still do, they build a reservoir, they build like a little pool. Because this pool is to collect the water spring. So when they want to irrigate, there is water in the pool so they can irrigate whatever they want. But now there is a shortage in water, the water pressure is less. Say that you are a farmer in the village and your turn is Friday from 1 pm to 6 p.m. This is the time when the water spring is yours. So you collect all the water springs into your pool. They made a schedule, so each family gets a time when they can collect the water springs to their pools or do irrigation. Now the pressure of the water is like, six hours were more than enough to fill up the pool. Great, good to go. But right now you need about a day to fill up the water because the water pressure is way low. And that created an issue among the farmers, they argue among each other, you know. Especially right now people are going back to farming, and again, as I mentioned, they were surprised with this issue of water and didn't realize it and now they were like, no, it's my turn. No, it's my turn. No, it's my day. So they are not able to find a way to cooperate with each other. Now, we'll be like, okay, go get some water from the water, like the municipal water, which is also not reliable as I mentioned, because the settlements, they can turn it off whenever they want. So if I want to go down and be like, okay, 5 PM, I want to go down down and start irrigating my field, I turn on the tap and there is no water, why? Oh, they just turned it off. So yeah, like it's all connected with each other, right?

[Intervieweur]

It was very clear. Thank you very much. Now, I have some questions about pollution. You said that there is no sewage system and that the wastewater is going underground to the aquifers. Are there any other kinds of pollution in Wadi Fuqin, like pollution in the atmosphere?

[Interviewé]

Wadi Fukin doesn't produce that much pollution. It's a very small, tiny, little community. But sometimes you will find smells, different kinds of smells such as chicken poops smell because some people have chickens. You find the smell here and there. Or sheep smells coming down and up, which is normal in a farming community. But the bigger pollution is coming from the settlements. Settlement construction, the big machines, you know, they do explosions, they do like, literally explosions. They flatten an area so they can, you know, build. They shake the ground and when they shake the ground they do affect the water springs, the water aquifer. Now they will close some places, right? When they shake the ground it's like an earthquake. The dust that comes out of these explosions, this exclusion, the noise of the machines running 24 7, you know, and construction running 24 7. And then on top of that, there is the construction waste, you know. They just dump like in the surrounding hills. Yeah, this is most likely the main source of pollution, like noise of the machineries, the construction. The closer they get to us, the closer we hear the cars and all of that and yelling. And the air pollution with the smells and also the construction dust. The water pollution by the sewage from the settlements and also from the village. And also the soil itself because the construction waste you know they just dump it on top of the farming soil. So the soil is polluted right now. It's not good enough to do farming anymore and you have to do some rehabilitation to the soil.

Yeah and oh, cutting trees as well. That's the biggest issue because they have cut so many trees that that was the source of you know, clearing out the air, oxygen and you will just see dust right now.

[Intervieweur]

Still about pollution, are there any factories or industrial activities nearby Wadi Fukin ?

[Interviewé]

No, not really like big factories? No. It's mostly residential places. But in the north side of the village, there is a nice tree area that the Israelis are planning on building a commercial zone, which will eventually lead to pollution. And I think they already started constructing it. So, in five years from now, when you come back to me again, I'll be like yeah, yeah, there's carbon dioxide everywhere because of the factories.

[Intervieweur]

That was about pollution, now about biodiversity. So you already spoke about the birds that you were hearing when you were younger and you woke up. About the natural environment of the village. How is it going on? What's the evolution with wild animals, birds,... ?

[Interviewé]

Biodiversity is the main source of living and to maintain the ecosystem, running smoothly and nicely, but unfortunately, it doesn't exist anymore. Like, it's not just the birds as I mentioned. It's also like bears, you know, like I remember seeing bears like in my own eyes around the village, they don't exist anymore. From like, you know, the expansion of settlements, expansion of homes, and a human pushing them away and even hunting them, right? So I used to see porcupines, they don't exist anymore. I used to see wild rabbits, they don't exist anymore. I was born in 1993 and I remember those things, you know like late 90s 2000s, mid 2000. And after that, that's it because the settlement's expansion aggressively started like in the mid 2000s, especially after the second Intifada it was obvious.

There's kind of plants as well like medical plants and herbs. Sage for example, thyme for example, those are like traditional plants. Palestinian people go around the hills and collect them and use them, for whatever reason, they don't exist anymore. They don't expand anymore. There are certain types of fruit or vegetables that we used to plant, for example, sunflower seeds, corn, you cannot have them anymore because the climate has changed, has shifted. Bees. We used to have so many wild bees.

We have lots of construction right now. So indeed, the biodiversity is decreasing in the village and it's very noticeable. Each generation, they can see that : Oh, when I grew up, I saw this kind of animal or this kind of flies, but it doesn't exist anymore. For example, frogs because we have water springs, we have water reservoirs, we have water pools, so that's very natural to have frogs and you will find them like, you know, like it is spreading all around the village. But it

doesn't exist anymore like it's not as it used to be. We had fishes in the pools, you know, but they don't exist as much anymore. Especially now the water is very polluted. The water is pretty polluted so they don't survive in this kind of water. I mean generally but yeah some springs are still okay, especially the one farther down away from the settlements and the village.

[Intervieweur]

And are they new kinds of wild animals or trees?

[Interviewé]

So many wild dogs. So many wild dogs. Crazy. The amount of wild dogs, right now. It did not exist like this before. that it did not exist anymore like this before. And there is a new bear, a specious bear that I forgot the name of. It's not inhabited, it's not natural. It's not like, you know, a native to the area. It destroys the crops and destroys everything. It's like crows, you know, the black bird similar to it. It's not native to the land, to the area. Yeah, exactly. Snakes. The population of snakes is growing. And especially because mice, you know, they are also growing. And there is no control over that because, you know, the biodiversity has been disrupted.

[Intervieweur]

And do you have an explanation for all these wild dogs? Or you just see it and you don't know why ?

[Interviewé]

I can assume the explanation is that the area is very limited to them so they cannot go anywhere. There are settlements everywhere. There is no control, you know, animal control, especially with wild animals and dogs. Dogs eat garbage, so they don't spread around. They concentrate in one area right now because everything is being controlled.

The birds, you know, like I remember seeing eagles. And eagles eat on mice, they eat on snakes, they eat on rabbits, and small other animals and they are not there anymore. It's an ecosystem, right? Like when one thing that has gone out of the ecosystem, the others are disrupted.

[Intervieweur]

All right. I'm at the end of my questionnaire, so maybe before concluding, do you want to say something else or do you think of other things about the environment and Israeli practices ?

[Interviewé]

I could quickly share that, you know, the existence of the occupation is the main source of struggle for the environment and the people. When you disrupt nature, nature fights back, that's the way it is. And when I mean fight back, I mean the disruption of the ecosystem, disruption of the water springs, environment, pollution, air, animals. The more they expand, the more they affect the land, the more they affect the animals, the more, they affect the people. And the more pollution increases because the natural view of the land doesn't exist anymore. Humans touched it. So people are unfortunately, right now, struggling to maintain a healthy natural environment surrounding them because it's out of their control. So, all of that impacted the people health, which means leaving to stress. People are very stressed, very overwhelmed, because the environment surrounding them is not an environment to keep them safe.

[Intervieweur]

All right. Thank you. Thank you very much. It was super interesting. I'm finished with my question. I just have one more. If you think of people living in Wadi Fukin who speak English and will agree to do an interview, please share with me the WhatsApp number or Facebook profile, because I'm still looking for people to interview.

[Interviewé]

I'll do.

[Intervieweur]

Thank you very much.

[Interviewé]

Bye, bye.

[Intervieweur]

Bye. Thanks.

Interview #2**Date : 15 juillet 2024, 16h****Lieu : en ligne****Langue de l'interview : anglais****Personne interviewée : habitant de Bardala (vallée du Jourdain)****[Intervieweur]**

So maybe we can start with your village, so you live in Bardala. That's right ?

[Interviewé]

Yes, I live in the North, the Lost Village in the north of Jordan Valley, which is called Bardala, all right.

[Intervieweur]:

Can you tell me what your village looks like ?

[Interviewé]

My village is really a beautiful village, it's so green. Really, you know. Our family is there and our population is there. They like planting trees around the house, around the bridge, you know, it's an agricultural village. And the population now in our village, it's 2500. And we're talking about 90% of our population that are working in our village, in our farm, in our culture, planting mostly vegetables. And we have a good economy, you know, and even though we have one healthy clinic, we have three schools. You know, our farmers, they are really united together. Yeah, our main difficulty in the village it's the agriculture water to be honest. This is the first difficult thing. Why? Because in our village before the occupation time, or the war before 1967, our family in Bardala, they dug and built our own water wells in 1966, and they did just around 70 meters. Those waterwells were giving more than 200 cubic meters of water every hour. At this time, our population in our village is 300. And that means we were having enough water especially for agricultural production. And this, it was working from 1966 until now. And the Israelis, they control the water resources there. How do they control it? They came with the Israeli company which is called the Mekorot company. This company, they dig and build in our village, especially in the center of our very three water wells. And later in 1972, they closed our old waterwells. And when they close it, they mention an agreement with the mayor of our village. At that time they were saying that they will give us the water from the Israeli waterwells.

Our mayor agreed. Why? Because at that time, there was no electricity in the village and it was easier to have the water from the Israeli waterwells. This is why it was like that. Later in 1996, Israel started to stop giving us water resources. Despite our population was growing more. As I mentioned, like in 1966, our population was 300. Now we are more than even 2500 which means we should have more water resources. But the Israelis in 1996, they stopped giving us enough water resources. And from here, we started to have a really huge problem with water resources. Especially for our farmers and our agriculture project there. And sometimes even the Israeli military and of course, with the Israeli water company, they entered the village to destroy our water pipeline and close the water resources. And when they close it and destroy it, we go back to check and to take more water for our land. This is one of our main problems and pressure, you know, that they make on our population to control our agribusiness projects in the Jordan Valley, especially in Bardala. And even that means, you know, that it's hard to develop agricultural projects in Bardala. It's difficult to create more new agriculture projects because the water resource is really limited and is really controlled by the Israeli company. And even the three Israeli waterwells, you know, each one is giving to the settlers 1000 cubic meters of water able to be output. Would that mean, if the three Israeli water wells are working, they will have every hour 3, 000 cubic meters of water, which is really too much water. But the Israeli company with the Israeli Government, of course you know, is using the water as a weapon to control our economy, to make our life not possible there or to be there, you know, for planning to push us to displace our people outside of the community. This is why water is the life for our farmers, for our family to be there. And that's really the control part of our life through the water and even for other communities around Bardala. There's still hundreds of civilians and Palestinians, not allowed, even to have drinkable water. This is one of the main problems that we are having in Bardala and the Jordan Valley. The other challenge that we faced, it's the area which is mentioned as "closed military firing zone" or even area C. Why? Because in this area we are not even allowed to enter, we are not allowed to go hiking to this area or not allowed, of course, to build any agriculture or any agrobusiness to protect our life. Even if we just enter there, you know the Israeli military comes sometimes, even the settlers come to this area to catch us getting in, to confiscate our cars, confiscate our tractors or any materials we used in the area. And this is how they control our land in Bardala and this is for the future, you know, it's not giving any hope, you know especially when we talk about Jordan Valley, talking about ... 95 percent of the whole Jordan Valley. You see half of this 95 percent, they mention it as a closed military firing zone. And if you come to those areas, you will not see any army exercise or army training. Even though there is no army military, they just put our

land, our water resource, you know, under Israeli military law. This is how they can have more responsibilities for using more harassment attacks, controlling the life air, and controlling all our lives.

[Intervieweur]

Thank you for your explanation. So just to be sure, before the occupation before 67, you had wells producing water to do agriculture and to drink. Then after 67, they confiscated or stopped the wells. And they start providing water via Mekorot, so Israeli water. And then in 98 they stopped giving water and you had to find water on your own. That's right ?

[Interviewé]

In 1996, they stopped giving us enough water and since that time, you know, our life started to be really difficult and the whole other information you repeat it. We had our own waterwells which were built before the war. And this is like, just one example, you know, about the water situation in the Jordan Valley, but this happens almost everywhere in different villages and communities of the Jordan Valley.

[Intervieweur]

And so since 96, how do you find the water that you need or the additional water that you need ?

[Interviewé]

Okay, now it's the only ... We are really lucky in the Bardala Village. Why? As I mentioned in the beginning, the Israeli water company Mekorot built three water wells in the center of our village. Which means the Israeli water pipeline that's giving the water to the Israeli army base or to the Israeli colony, they are taking the water from our village. And that means the Israeli water pipeline is in the center of our village, just near our houses or under our houses. The only solution to survive and to have enough water is to take part of this water back through digging in the ground and finding the Israeli water pipeline and connect our water pipeline with the Israeli when I'm taking the water. And when the Israelis know about that or they discover that they come, they close this, the hole of the pipe. And at the same time, they destroy our water pipeline. And the main resistance, you know, to survive to have some agrobusiness to have some agriculture farmers, you know, is to fight, to have some of this pipeline.

[Intervieweur]

Alright. And so that's one source of water and do you have other sources of water that you use besides connecting your pipeline to Israeli pipelines ?

[Interviewé]

The Israelis, until now, give around 150 cubic meters of water. 100 cubic meters of water, they give it to our farmers for agriculture and 50 cubic meters of water, they give it to our houses, for drinking, showering, and cleaning. But all this water cannot be enough, you know, for just the houses. Like if you check how many houses, how many people live there and how many liters of water they need for showering for cleaning, for some plants or trees around the house. 150 cubic meters of water cannot be enough for this thing and this is why we don't have any solution. The only solution is to take some water packs, you know, especially for the houses, for the agriculture for our sheeps, for our cows in Bardala village.

[Intervieweur]

Alright. And do you think the situation is worse now ? Has it gotten a little bit better through the 20 past years? Or it's getting worse and worse every year ?

[Interviewé]

Every year is worse, more Israeli harassment or more Israeli control especially the checkpoints. You know, they control the whole area in the Jordan Valley, to enter, to exit, to access the university, to access to the hospital. It's really hard and difficult. Sometimes when they want, they close the borders, they close the checkpoint for two, three hours without telling people. Why? Or when they will open it again, even the settlers come to the municipality and they start doing more violence and attacking to enter our village, to confiscate our cars, the tractors, you know. They sometimes did not allow farmers to enter their land. There's different settlers in the group who start to be more active in the Jordan Valley running next to the shepherd and beating the Palestinians, trying to take our sheeps, our cows to the mountain. It's really the situation every year you know, really more worse and more difficult for Palestinians to be there or to resist.

[Intervieweur]

Alright. Maybe we can switch to food. So you talk about all the difficulties to do agriculture, because of the water scarcity. But is the agriculture production in your village in Bardala

enough, so that every inhabitant can have food, healthy food, or do you also have shortages in food?

[Interviewé]

No, it's not really enough, you know. Because as I mentioned before, you know, you talk about civilians under occupation, you know, everything around us is controlled. The water is controlled, the right of movement, to travel, to enter, to bring your seeds that you're planning to, you're trying to plant. The village is under control. There are different kinds of seeds we cannot find anymore. Which means some kind of seeds, we cannot really find it for planting, you know, they have started to scare our farmers too, to keep them from entering their land and growing their land. That means, you know, we will have less food in the village. Yeah, this is really difficult.

[Intervieweur]

Alright, thank you for your answer. Now about pollution, do you think there is pollution in Bardala and what are the reasons or the sources of the pollution, if there is ?

[Interviewé]

What does it mean? I'm sorry.

[Intervieweur]

Pollution like is the air that you breathe polluted? Is there sewage for wastewater ?

[Interviewé]

In Bardala, one of the main challenges for our population is that we are not allowed to build, you know, the main system for the sewage water. That means each person has to dig near his house and his land, you know, for this sewage water, you know, just under the ground, you know, near the house because we cannot bring any system to filter this sewage water. Which could be good for drinking or for planting, you know. This is happening of course, because the area around it's controlled area, its closed military zone, which mean we are not allowed to build any new system, you know for sewage system, for sewage water and for the development of our village

[Intervieweur]

Do you also have issues about the environment in general ? I mean, about nature, about biodiversity ?

[Interviewé]

Nature, especially in the Jordan Valley, you know, is beautiful. There are really very, very beautiful natural areas, especially in springtime. And there are a lot of unique plants that you can find in the Northern Valley. Some of these plants can be used for medicine. And even a lot of flowers, nice plants, you know, and even different kinds of bird animals there. But even this beauty, you know, nature, is a close military firing zone area. Like, even you cannot really safely go to enjoy this nature because the military, they can just come, you know, to get your car and kick you with your family outside, on the reason that it supports the military, and you are not allowed to, to be there, you know? And it's really identical, you know, because there is a lot of beauty that if we can enjoy it, we can really make even different kinds of nice or good projects like to create a path for walking so that people can have a place in nature to hike. But all these things, you know, we cannot really make it because of the occupation.

[Intervieweur]

I understand. I'm done with my question. Do you want to add something about water, food and the environment in general? Or you said everything you wanted to say ?

[Interviewé]

Water and food, it's the way how everyone in the world, they can have freedom, and fairness, and justice, you know, but the Israeli they control this just to be sure that we cannot survive, we cannot resist anymore. This is why they control the water and the food because the water in the Jordan valley can be enough for both, Palestinian and Israelis. Israelis don't want Palestinians to be there. And this is why they control the water, not because it's limited or there's not enough water. And this is the way, how they kind of broke our dignity by controlling the main resources of life.

[Intervieweur]

Thank you very much. I really appreciate it. Thanks a lot.

[Interviewé]

Thank you. Goodbye.

[Intervieweur]

Thanks, bye.

Interview #3

Date : 10 juillet 2024, 13h

Lieu : en ligne

Langue de l'interview : anglais

Personne interviewée : habitant de at-Tuwani (gouvernorat d'Hébron)

[Intervieweur]

Can you start by telling me what your village looks like?

[Interviewé]

So my village, At-Tuwani, is the main gateway, the main way to enter Masafer Yatta. The main road comes through my village. My village today is recognized by the Israeli occupation, by the Israeli Civil administration, because of the resistance that started from there. It obliged the Occupation to recognize this village today. It's different from the other villages in Masafer Yatta. We have asphalt roads, we have electricity, we have water, we have a kind of area where we are building in master plan. It is a bit better than other communities in the area. My village is surrounded with settlements, two settlements and one outpost. The village faces daily problems with settlers' attacks and ongoing raids by settlers to the lands of the people of At-Tuwani. Even if we have a master plan, there are some cases of demolitions going on. There are different situations in Masafer Yatta like in any other Palestinian city or village. I mean, area C is under Israeli military control. Recently, because of the whole situation and what's going on in Gaza, people from the village were prohibited from going to the land. It's like a new challenge, because of the war and the security and all this bullshit. But at the same time, settlers were bulldozing the lands before and uprooting a lot of trees. Dozens and hundreds of trees have been destroyed. I mean, Palestinians have been experiencing settler's violence for decades. But, I mean, with the war, it became for Israelis more necessary to restrict the Palestinian work and the Palestinian life.

[Intervieweur]

What do you mean by master plan? What's the master plan?

[Interviewé]

The master plan is the area that you are allowed to build inside. There are less risks for demolishing inside these areas. You are a recognized village. But it's not really perfect for the Palestinians to be recognized.

[Intervieweur]

Thank you. So that was like the first part about your village, about at-Tuwani. If it's okay for you, we can talk about water. So can you describe to me the access to water in your village ? Is your access to water for drinking, for cooking, for washing enough ?

[Interviewé]

Regarding the water issue, recently my village got connected to the Mekorot water lines because this is part of the recognition by the master plan. This is the meaning of the master plan, you have sewage, water lines, electricity, you have several different things. After that at-Tuwani was recognized and obliged the occupation to recognize this village, we were able to connect with the Mekorot water line. Mekorot lines have been passing in front of the village for years, but we never have been allowed to have access to these water lines. Why? Because the occupation says it's an illegal village most of the time, they say it's an illegal place. The policy of Israel is how to say it's illegal villages, to say illegal stuff because they don't even want to recognize these villages. Because they want to keep demolishing the Palestinian homes and the villages so people will leave. They don't want any Palestinians in area C. Area C is a difficult place to be. Anyway, now the big plan of Israel is to evict all the Palestinians who are living in this area. The settlements have had water since the 80s, since the Israeli government came and placed the Mekorot water lines. But, we were never allowed to get access. We used to have the water by gathering the rain of the water and then filter it or drink it. Then, we also were buying water by tanks, buying transportation and transporting the tanks. Or by tractors. It was a very difficult moment and very difficult times. Now in the last few years we have access to the running water and luckily, now it's not so bad, but other villages in my area still struggle so much. Masafer Yatta is a very dry area. We tried to connect from at-Tuwani to connect the other villages to the water lines many times, but the soldiers destroyed these water lines that we made. And now the villages are under the risk of destruction. Even the settlers sometimes destroy the lines. But it could be worse, it's okay now.

[Intervieweur]

In the past, where you were not connected to Mekorot infrastructures, were the Israeli army and the settlers attacking the water installations ?

[Interviewé]

Yes, sometimes when we were bringing water by trucks, the settlers were putting stuff on the roads to stop us, to break the tires of the tractors and transportation materials. Settlers were also attacking people at the water wells near the settlements, they were poisoning the water. In the past, the settlers were even putting poison seeds in the grazing fields of the people.

[Intervieweur]

Thank you for your answers. Now we can switch to food. In at-Tuwani, how would you describe the access to food ? Is it difficult to do farming for example ?

[Interviewé]

We buy things from the city. But with the ongoing closures of the roads, it's a very big challenge. People were also making their own food. In the past, we used to grow wheat and make our flour. But now it's not possible anymore with the land stealing. This is one of the main things. Also for the olive oil, it is one of the main products on the Palestinian tables and dishes. They break our olive trees, the trees become unproductive. The people were also living from animals, from sheeps. Like from milk products, making cheeses and everything. All of this has been hardly fought by the settlers and the soldiers. And a lot of people sold their sheeps because of the shrinking of the lands, because they were not able to go to the land they used to go to. So many sources of income and sources of eating have been affected by the occupation. Also many fields of wheat or barley have been even burned by settlers. Now sometimes the settlers take their sheeps and graze them in the trees, in the fields of the Palestinian people just to destroy the Palestinian lands. and interrupt our work.

[Intervieweur]

Is there irrigation in the village for farming or is it rain-fed ?

[Interviewé]

Yeah. That's why we are famous for the barley and wheat and this kind of plantation because of the lack of water irrigation for the plants. So people used in the past donkeys to carry the water with the buckets and jars to water the trees. And we used a lot of wheat because it consumes less water.

[Intervieweur]

Thank you. We can switch to pollution. Do you feel pollution in at-Tuwani ?

[Interviewé]

There is pollution in at-Tuwani because the settlers have farms. And these farms are chicken farms, and they have a very bad smell. And, it's very bad when this smell is out, I mean, let's be more more specific about this, with the toxic stuff the settlers are doing. It's not only a matter of settlers, it's also a matter of the army. In at-Tuwani there is no military training like in the firing zones, but in the firing zones, at a few kilometers of at-Tuwani, there is the army that is using explosions and using military weapons. This is very scary stuff, it destroys the lands, the fields, even hurting human beings and animals with those training in between the communities. They want to evict the Palestinians living there by doing these firing zones. But also the expansion of the settlements destroys the plants. This is a very big problem. Settlers are now cutting trees and building outposts and completely destroying the whole climate system.

[Intervieweur]

Do you have wastewater management or treatment in at-Tuwani ?

[Interviewé]

No, we don't have and we can not have. It's a very old way, wells in the ground.

[Intervieweur]

Thank you, we are done with pollution. Now about climate change. Do you feel the effects of climate change or it's not a topic for you ?

[Interviewé]

Yes, now it's very very hot here. It's one of the hottest periods of my life. We are at the doors of the desert, but we never had this crazy heat. But this year, we have some days that are

unbearable, really unbearable. This heat is the worst that I have seen in my life. Also with the very few rains.

[Intervieweur]

Okay, I'm done with my question, so I don't know if you have other things to say about the environment and the impact of settlers and the army ?

[Interviewé]

We talked about things specific in my area and that's fine but it's specific to my area. It's good that you are doing more research in more places in the West Bank, because in different places, they are doing industrial areas and so on. Because remember the occupation in the West Bank, it's also a matter of business. They try to make as much business as possible in the West Bank and they did a lot of the business, especially the North, near Maale Adumim. There is also the stone cutting industry destroying the environment. Also, there is a lot of destruction, as I told you, at least for my family level, we had a lot of land. Just two years ago, we had at least 123 trees destroyed, uprooted from the land, and even 170 degraded. It's just in at-Tuwani. So all the plantations that we do or the work we do, it's always destroyed or attacked by the settlers. It is completely destroying any kind of enforcement because nobody stops them. And it's completely destroying the natural system. At the end of the day, this is occupation policies of destruction and land stealing because they want the land empty to take it. But I mean we always replant and remain to protect the land, and Inch'Allah we will continue to do so.

[Interviewé]

Thank you very much, we are done with the interview.

[Interviewé]

Thank you for your work. Bye.

Interview #4**Date : 22 juillet 2024, 21h****Lieu : en ligne****Langue de l'interview : anglais****Personne interviewée : habitant de Wadi Fukin (gouvernorat de Bethléem)****[Intervieweur]**

The first part of my questionnaire is about Wadi Fukin. Can you describe to me what Wadi Fukin looks like ? How's the village?

[Interviewé]

So, I want to go a little bit back in time.

[Intervieweur]

Alright.

[Interviewé]

Wadi Fukin is a village located in the southwest part of Bethlehem, in the suburbs. Wadi Fukin was part of 24 villages that used to be located there in the southwest side of Bethlehem. Before 1948... historically, what I mean is historically the village used to be a farming community. We depended on agricultural work, we were all farmers, we grew all kinds of crops. And we were well known as, like, a breadbasket for the region there. Wadi Fukin and the other villages. So we used to be very productive in farming. We still have our products.

So what I want to say is... Generally, the environment was very important for us, but mainly farming was the main source of our living there. So as I'm saying this, I mean that anything affecting the environment there will affect our lives.

So after 1948,... that happened for us and the people, they started being attacked all over Palestine and all of us, we know that many villages, towns, not many hundreds of villages and towns and cities were destroyed.

My village was attacked in 1952. The people were displaced to a refugee camp. And they stayed in a refugee camp in Bethlehem. Maybe you've been there or if you've been to Bethlehem. I'm sure you drove through the camp. So they stayed in the refugee camp for 20 years.

Then after 20 years, in 1972, the people had a small chance to go back to Wadi Fukin and we were the first and the only people who have done that. We are the only Palestinian community who left, left town or village and went back to it. So when they went back, our problem started, most of our land was confiscated by Israel. We are living now and on less than 10% of our land. And 10 years later, in 1985, we started having the settlement, especially the settlement of Beitar Illit on the east side of my village.... They started building it in 1985, and since then it has been growing as all the illegal settlements in the West Bank...Building the settlements took more of our land, it destroyed our environment. We used to have back in the day, like, 11 water springs that helped us to farm our land. And this water we used to drink, we used it to do everything. After they started building the settlement, we started losing our water resources. We now have five out of 11 springs. Only five. And the land that they took, the land that is left for us, it's not enough to farm for us. So we started looking for other sources of income. After building the settlement, they started throwing their waste. And like with their sewage water, they started flooding it on our land.

So our environment got really affected. The farmers they started like, they stepped back from working in farms because it was not making any profit for them so they started to look for other resources.

[Intervieweur]

All right. So you talk about the wastewater and *the* shortage of springs. How would you describe the access to water for drinking, cooking, washing? For domestic use, is water enough, or do you have shortages for that?

[Interviewé]

Generally, in the Palestinian communities, Israel controls 100% of the domestic water resources. For the neighboring villages around us, they get water cut in the summer, like once a week or once every two weeks. The only benefit that we have is that because of our location, our water resources also go through the settlement. So we get water from the same source that the settlement is getting water from. But we are also controlled and whenever they want, they

will stop the water from coming to us. They will, if we don't pay our bills, they will stop the water and electricity as well.

So I would say we are suffering from the water control in Wadi Fukin but it's not as much as other communities, but we are going through it.

[Intervieweur]

You talked about the settlers that sometimes pour with wastewater, to the fields. Do you have any other examples of how water installations in Wadi Fukin can be targeted ?

[Interviewé]

First of all, I wanna, I wanna say a small comment about the Israeli occupation.

Unfortunately, living under the occupation is like, as for me personally, I would say it's something I don't wish for anyone... to live, any kind of discrimination that we are living in. But because you are living there and you grow up there, everyone around you is going through the same things. After a while, it becomes a little bit normal. You have to adjust with it. I can't live my life if there's no water, right? I have to look for other resources. I have to survive. I have to look for solutions. This is why when you go to Palestine, you will find all the houses they have like water containers on the roofs. This is why. We have to collect water to survive for 2 or 3 weeks, or maybe a month or a few months.

About the settlers and like the other things that we are going through. What they are doing in the settlements, they are not doing it individually. They are not considered as doing something illegal from their country. No, this is why the settlement is there for. They push the settlements to do this. I mean, the Israeli government and like the Israeli system, this is what they are doing to us. They flood their wastewater, they used to do it back in the day, more than now but now they are still doing it. Besides that, we have settlers, they keep coming to the village. Hopefully you will go one day to the village and you will see that we have agricultural pools. We collect water in these pools for irrigation. Then the settlers swim in these pools. When they go there, they also sometimes go into the fields. They destroy like the fields. And whenever they come, I mean, the settlers, they come under the cover of the Israeli army. The Israeli army will come with them to protect them, to make them do whatever they want and they will prevent us from going to our fields, and they are there.

So this is part of what they are doing to us directly, especially during the summer, we will see them more and more.

[Intervieweur]

Thank you. So that was about water. How would you describe the access to food in Wadi Fukin?

[Interviewé]

Access to food is also controlled but how? We are 1500 people by the end of 2023. So we are all a community. So to buy anything like our groceries, our food, our healthcare and everything, we have to go to Bethlehem because it's the closest city to us. So through our traveling and our way, it's controlled. You know, you might go from the village to Bethlehem to buy a few things, and you might find a checkpoint or you will find settlers closing the road, or the Israelis soldiers closing the road for no reason.

So getting the food is controlled by this way and like, after October... I would say the whole thing, the entire West Bank, how the people have been living. They lived in lockdown. No one could move to go anywhere. So we couldn't have food, we couldn't get food. The people there, they couldn't get food while they were there. Besides that we always also consume what we produce from our farmers because the vegetables and crops that we have are really good and we don't use chemicals. It's all organic, it's all fresh, it's all good. So we try to consume and support each other by doing this too.

[Intervieweur]

And besides the water problems, are there any difficulties in starting farming or growing vegetables, fruits?

[Interviewé]

...You mean, in the village?

[Intervieweur]

Yeah. Yeah in the willage.

[Interviewé]

Farming our land, it's getting harder and harder. The number of farmers is decreasing, not increasing... because of the water first of all.

The five springs that are still working and giving water there, are not as strong as they used to be. The water amounts are getting lower and lower. If we don't have good rain, some of these springs won't work and won't give water.

And also, working in the farms, it takes all of your time. You have to be there the whole time. The amount of land that we have, the area of land that we have is small, it's not big land as it used to be, like eight years ago. So the problem is, it's not enough for the farmers. They spend all of their time and there is no financial profit for them. So the families that are farming, they work as full time farmers, they don't do anything else. Most probably their families would be... almost like, as they call it here, living from paycheck to paycheck.

So they don't have anything besides, like they have their daily expenses. They can't look to buy a car or to have at least a little bit of, comfortable life. Besides that, they don't have time to do something else that growing these crops, and when they take them to the market, we will find that our markets are... filled with Israel product, which will be much cheaper because they have more land, they have their like the new and modern way of farming, they use chemicals. So it will cost them much less than us. So most of our farmers, they have to... to lower the price of their products to sell them or they can't survive.

[Intervieweur]

Thank you for the explanation. My next part is about pollution, like air pollution. Do you think there is some kind of pollution in Wadi Fukin?

[Interviewé]

The main pollution that we are suffering from now, and we have been suffering from it for 40 years, is the land pollution. Land pollution, water pollution. Because, again, the water that we had in the village not very long ago, I remember I lived in it. 15 years ago, some of the water springs were polluted, but some of them were good to drink from. Now all of them are polluted. So the water pollution is rising more and more, and we are suffering from it because we also started having new diseases. In the farms, we started seeing new insects, new kinds of flies.

Also farmers. Some farmers, some of the people there, started having a new kind of illness that we didn't have before.

This pollution is growing and it's going through us more and more. Air pollution is there for sure, land pollution is also there for sure from their side and also from us. Why? Because as a community, we have our garbage, right? We have like our waste, our trash. And because we don't have any special places to recycle and we don't even have a car to collect the trash from our streets... And they prevent that, they control that as well. Some people will throw it on the mountains or far from the village. This also created big environmental issues. We also have wastewater issues. We don't have any,...

[Intervieweur]

Sewage?

[Interviewé]

Sewage, sewage lines. So our sewage water sometimes floods on the streets actually, or on our land. So this also causes pollution.

[Intervieweur]

Can you tell me more about how Israelis stop you from having the waste, treatment plants or the wastewater, sewage or what they are doing to prevent having that?

[Interviewé]

So the treatment plants and in general, I would say, recycling plants are controlled by Israel because... an agreement with the PA during the Oslo accords and everything. It started from there. And in areas like my village, we are located in areas C as they classify A B and C. I'm sure that you are familiar with that.

So in my village, if we want to do any kind of project, we have to get their permission first. All kinds of infrastructure projects, like roads, we can't do except if we have permission. So for infrastructure like sewage pipes... we applied many times to do it. They didn't allow us. And it's very expensive. So it's not easy to do it by yourself and depending on your budget. So we try to do it through other sources, looking for countries to support us. And it works but in the end, Israel won't allow us to do it.

[Intervieweur]

Now I have some questions about nature in general and biodiversity. You said that new kinds of flies were coming in the previous years. Do you have other examples? About how the natural environment is changing?

[Interviewé]

Yeah... As you mentioned in the beginning, we are located... in the middle between the Green Line, what we call the Green Line, which is the borders, the settlement from the east and another settlement from the north. And the borders with Israel, it's like from northwest, west and southwest. So we are almost, we are surrounded from different directions.

I wanted to tell you about this. I grew up, I was born in the late 1990s. So when I grew up, I used to like, open my door, the first thing that I will see, like the mountain in front of my house. On the other side, I would see another mountain. Honestly, we used to see wild rabbits, we used to see gazelles, we used to see different kinds of birds, and all this wildlife, snakes.... Everything, everything that we can imagine that lives in.

By the years from the west side, the Israeli town was growing. From the east side, the Israeli settlement was growing. So both of them were growing on land that was filled with wildlife. Right? They started taking down trees and building houses. First of all, that immediately affected the water. The water disappeared.

After a few months, we started seeing that, there's no animals anymore, like before. The birds are decreasing, the gazelles and everything. We are also living on this earth, so we are also affected by global warming. All of us were affected by this, but mainly like these two things, I mean, I saw them, I live them, I lived these two things like in my life. So I noticed them. Yeah.

[Intervieweur]

All right. I think I'm done with my question. Do you want to add something else ?

[Interviewé]

Honestly, from my experience as someone who grew up there and with this thing, what they're doing, ...they don't care about the environment at all. Especially when it's related to taking our

land, related to expanding their settlements, to expanding their towns, expanding their, you know, taking over the land. The last thing that they would think of is the environment. In 2004 they were supposed to build the apartheid wall.

[Intervieweur]

Yeah.

[Interviewé]

This separation wall is on the west side of my village. And we started, like, trying to push to stop it. And we told them, this is, natural resource, it's like wildlife, it's trees, don't do it, because building the wall will destroy all of this. And actually, the funny thing was for us, and, what surprised us at that time : that the people from the town on the west side, they came with us and they started, like, pushing the government to stop building this wall there, I mean, Israeli citizens so called. And after they stopped, Israel decided not to build this wall.

But a few years later, that town expanded, on that land. So instead of building the walls, they extended the houses but, anyways, they took down all the trees, destroyed all the wildlife. So they don't care at all. Even if you go inside the fence, like they will be saying that, oh, we care about nature, we care about the environment. But if you come to our side, you will see that... They are trying to destroy the environment to put pressure on us, actually, this is because they know that we are, most of our communities are farming communities, people who depend on land. So they try to put pressure on us in this way. Yeah.

[Intervieweur]

Thank you very much.

[Interviewé]

I want to mention one more thing. So lately in the last few years, we started receiving more plans around my village, but especially my village... Around Wadi Fuqin, such as an industrial zone, they wanted to build, like, an industrial area on the north side of the village. And if you search, Wadi Fukin is a valley. Wadi FuKin the name is Valley FuKin actually. Valley, the first part of the name. So on the high side of the village, they want to build an industrial zone. And imagine an industrial zone, it will have chemical emissions, it will have waste, it will have everything. And all of this will be going... down to the valley and going down to the land.

And also we received two road projects. One is, as they call it, the security road. It's for the police. It is going to be built on the west side, but also on that road they want to build a sewage system too, sewage pipelines. And at the end of that road, these sewage pipelines can flood their wastewater on our land. On the other side, this is, I would say, the biggest problem that we will have since, maybe 20 years, they are going to build a new road on the west side of the village. This road will take what is left to us from our land. It will take all of our land from that side. And this is going to be used by settlers, it's going to be to take a big part of our land. And after having a road on another hill of my village, on my village, this will also destroy what is left from our environment, from our nature, and I'm sure, and this will... affect all the underground water, especially that we have now. And many Israeli environmental organizations started contacting and making pressure on the Israeli government to stop working on this project until now. And actually now these days, we have hearing sessions in Israeli courts trying to stop this road but unfortunately, I am sure that if they stop it, they will work for it, but these are only things they do in front of the people.

So this is actually what we are living in and this is what we are expecting very, very soon...

[Intervieweur]

Thanks for this last story. And thank you very much for this interview. We are done.

[Interviewé]

Thank you very much. Thank you. Have a good night. Bye.

[Intervieweur]

Thanks.

Interview #5**Date : 19 juillet 2024, 15h****Durée de l'interview : 1 heure****Lieu : en ligne****Langue de l'interview : français****Personne interviewée : ancien habitant de Wadi Fukin
(gouvernorat de Bethléem)****[Intervieweur]**

Donc l'interview elle va être en plusieurs parties différentes. On va d'abord parler un peu de Wadi Fukin et puis après plus spécifiquement de l'eau, de la nourriture, de l'environnement, de la pollution, de l'alimentation. Donc on peut commencer avec Wadi Fukin. Savez-vous juste me décrire un peu le village de Wadi Fukin ? À quoi ça ressemble ? Qu'est-ce que font principalement les gens là-bas ? Comment est l'ambiance ?

[Interviewé]

Ouais, ouais. Moi je suis né à Wadi Fukin, j'ai grandi à Wadi FuKin. Je connais très bien le village : c'est un village agricole, un village où dans le temps on cultivait toutes sortes de légumes. Et c'était le village qui fournissait quasiment toute la ville de Bethléem, en fruits et en légumes.

L'exemple de Wadi Fukin est vraiment flagrant par rapport aux problèmes d'accès à l'eau et d'accès à la terre agricole, qu'Israël créé... Il faut le le savoir que c'est une politique qui est programmée depuis très longtemps pour empêcher tout le développement de la population, pour confisquer les maximums de terres, les terres agricoles et empêcher toute possibilité que la population se développe. C'est créer le contraire en fait.

Je vais donc prendre comme exemple Wadi Fukin. À Wadi Fukin, presque toutes les familles du village possèdent un pourcentage de terres agricoles, qui s'étendent sur environ 2 km dans les vallées. Et dans ces vallées, il y a sept sources, sept sources qui, en fait, fournissent l'eau qui permet aux agriculteurs de cultiver la terre. Dans le reportage dont je t'ai parlé, on parlait justement des systèmes d'irrigation qui remontent à l'époque romaine. C'est un très ancien système d'irrigation, et il y a cinq grandes familles dans le village. Selon la taille ou la quantité de terres que nous avons, l'eau est partagée par heure. Par exemple, si une famille possède 3

000 mètres carrés de terres agricoles, elle a droit à sept heures d'eau de source. Ensuite, c'est au tour de la famille suivante de prendre l'eau. Il y a un système de rotation hebdomadaire, donc chaque semaine, une famille a accès à l'eau qu'elle stocke dans des piscines, comme tu as pu le voir en visitant les villages. On construit de petits passages pour regrouper l'eau de source afin d'irriguer les terres pendant la semaine, en attendant son tour la semaine suivante. Les familles ont conservé ces systèmes qui remontent à l'époque romaine.

Wadi Fukin, si on le traduit en arabe, signifie "Wadi Fukin" qui vient des fruits, c'est la vallée des fruits. Cette vallée est connue depuis très longtemps comme une vallée agricole qui fournit la région en fruits et légumes, toutes sortes de fruits et légumes, des fruits et légumes biologiques.

Comme j'ai grandi là-bas, j'ai été à Louvain-La-Neuve aussi, mais avant cela, jusqu'à mes 19 ans, j'ai vécu là-bas. Je reviens régulièrement. Nous cultivions la terre, nous allions (euh), nous apportions les récoltes aux marchés centraux de Bethléem, où les villageois passaient la journée entière sur les marchés, et où les gens venaient acheter directement leurs fruits et légumes. Cela a duré ainsi jusqu'à, je dirais, après les accords d'Oslo, (euh) non, pardon, avant les accords d'Oslo, avant les accords d'Oslo, c'était au début de la construction de la colonie de Beitar Illit, qui est devenue la deuxième plus grande, si ce n'est la plus grande colonie en Cisjordanie.

[Intervieweur]

Donc ça c'est le début des années 90 ?

[Interviewé]

Ça c'est au début des années 90.

[Intervieweur]

Ok.

[Interviewé]

Jusqu'au milieu des années 90.

[Intervieweur]

Ok.

[Interviewé]

Au début des années 90, ils ont commencé à creuser les montagnes pour construire la colonie. Au début de la construction de la colonie, ils ont confisqué d'énormes terrains qui appartenaient à trois villages, dont notre village, Wadi Fukin. Toutes les terres des montagnes et des vallées entre ces trois villages ont été confisquées pour construire la colonie. Et sur plusieurs de ces vallées et montagnes, les terres étaient cultivées.

En fait, on avait deux sortes de cultures : une sorte qui dépendait de l'eau, comme les fruits et les légumes, et une autre dans les montagnes, qui comprenait des oliviers, des vignobles, et toutes sortes d'autres fruits. Et tout ça, ils l'ont détruit. Ils ont retourné la terre et, pour pouvoir construire la colonie sur nos montagnes, ils ont utilisé des explosifs pour faire exploser des rochers. Donc, ils ont fait exploser une quantité très importante d'explosifs dans les montagnes, ce qui a causé le premier problème direct pour les villageois : d'abord, beaucoup de maisons ont été fissurées parce que c'était des explosifs très puissants. Le deuxième problème a touché les sources d'eau ; certaines sources d'eau ont été asséchées. Et apparemment, la terre, le sol, ont tellement bougé que certaines sources ont été bouchées. On a perdu plus de la moitié de l'eau qui sortait des terres.

Un autre problème lié à l'eau, c'est que plus loin dans notre village, et plus loin à l'ouest, à quelques kilomètres de là, les Israéliens, comme ce sont des zones agricoles où ils cultivent la terre – toutes ces terres-là appartenaient à notre village, donc aux villageois, aux habitants de notre village ou des autres villages dont on a été chassés en 1948. C'est la terre de 1948, et apparemment, là, ils ont creusé dans les nappes phréatiques pour pomper l'eau pour irriguer leurs cultures.

Sinon, les Palestiniens, comme tu le sais certainement, nous n'avons pas le droit. Les Israéliens, lors des accords d'Oslo, ont permis aux Palestiniens de creuser à une profondeur très limitée. Je te conseille de vérifier, tu vas trouver les chiffres exacts, mais moi je t'en donne un approximatif ; je ne suis pas sûr des chiffres. Je pense que c'est jusqu'à trois mètres de profondeur ou je ne sais plus, c'est trois ou quatre ou quelque chose comme ça. Mais ce que les Israéliens ont permis comme profondeur de creuser aux Palestiniens, c'est parce qu'ils savent qu'il est impossible d'arriver à la nappe phréatique. Pour arriver à la nappe phréatique, il faut aller au-delà de 15 mètres ou 20.

Autre chose, dans certaines zones où il n'y a pas de sources d'eau, ils ont tenté de creuser des puits avec l'aide des associations internationales qui soutenaient, des organisations comme Oxfam ou d'autres ONG. On a creusé des puits pour récolter l'eau de pluie en hiver afin d'utiliser l'eau en été. Cependant, de nombreux puits creusés par les villageois ont été détruits par l'armée. Donc, Israël, l'armée israélienne ne permet même pas aux Palestiniens de faire cela, car, selon la loi militaire israélienne qui régit les ressources de la population israélienne, les Palestiniens n'ont pas le droit d'avoir quoi que ce soit sous la terre. La terre appartient à la puissance militaire israélienne. Tout ce qui est sous terre, par exemple le pétrole trouvé en Cisjordanie – bien que ce soit un secret – ou les mines, les sources d'eau, les nappes phréatiques, tout cela est la propriété de l'armée israélienne. C'est dans le code militaire israélien qui gère la vie et la population palestinienne en Cisjordanie. Ce qui est évidemment illégal.

Et alors donc, ce qui s'est passé directement pour la population locale de Wadi Fukin et les autres villages aux alentours. D'un côté, on a perdu une partie des sources d'eau, ce qui est devenu insuffisant pour irriguer la terre cultivée. Et d'autre part, un autre problème qu'Israël a créé en confisquant les terres agricoles palestiniennes, comme par exemple dans la Vallée du Jourdain où 90 % des terres agricoles palestiniennes sont confisquées par les colonies. Les colons, l'État d'Israël utilisent des systèmes de culture modernes et ont les moyens de cultiver et d'irriguer de très grands terrains avec des machines, ce qui fait que le coût chez eux est beaucoup moins important que pour l'agriculture palestinienne. Les producteurs palestiniens doivent consacrer leur temps à cultiver et à irriguer pour faire vivre leur famille.

Les agriculteurs israéliens, avec une culture moins coûteuse et soutenue par l'État, car l'État d'Israël soutient le développement économique dans les colonies avec des exonérations fiscales et des facilités pour obtenir des prêts à taux zéro, a beaucoup plus de facilité. Les Palestiniens, eux, n'ont pas ces facilités, ce qui fait que les coûts de production d'un kilogramme de tomates, par exemple, peuvent être de 10 centimes ou 50 centimes chez les colons, tandis que chez les producteurs palestiniens, cela coûte 1 euro. Et alors, le marché palestinien est inondé de fruits et légumes provenant des terres palestiniennes confisquées par les colons, mais il n'est pas toujours facile en Palestine de savoir d'où cela vient. Ils sont vendus à des prix inférieurs à ceux des producteurs palestiniens. Avec le manque d'eau et la confiscation des terres, beaucoup de familles ont dû abandonner la culture de la terre parce qu'il était devenu insuffisant pour survivre grâce à cette agriculture qui, autrefois, permettait à toutes les familles de vivre.

Il y a un autre problème très important concernant l'abandon d'une partie de la terre. En fait, on n'a pas abandonné ; si tu veux, je n'aime pas le terme "abandonner". On n'a plus pu consacrer notre temps à cultiver la terre parce que c'est devenu insuffisant. Donc, beaucoup de gens dans les villages, malheureusement, ont été obligés de trouver du travail à l'intérieur d'Israël... et aussi, malheureusement, cela peut paraître paradoxal, dans les colonies qui ont été construites sur notre terre, comme la colonie des Beitar Illit. Donc, des gens dans les villages sont contraints de travailler dans les colonies pour pouvoir survivre. Ils construisent des maisons pour les colons sur notre propre terre, mais nous n'avons pas d'autre choix. Quand quelqu'un a des enfants, une famille à nourrir, à s'occuper, il est malheureusement obligé de chercher un emploi ailleurs.

Dans les territoires palestiniens, au niveau économique, nous sommes asphyxiés par Israël : il n'y a aucun développement économique dans les territoires palestiniens. Nous n'avons donc pas la possibilité de trouver du travail en Cisjordanie. C'est pourquoi, malgré le taux élevé d'éducation en Palestine, avec des jeunes qui terminent leurs études universitaires, devenant ingénieurs, médecins ou autres, finissent par se retrouver sur les chantiers en Israël, à construire des maisons pour les colons, parce que nous n'avons pas d'autre choix pour survivre.

La présence de la colonie auprès de Wadi Fukin a des impacts très négatifs sur les villageois et la terre agricole. D'abord, on a confisqué 90 % de la terre, 90 % des terres des villages a été confisqué pour les colons dans notre village.

Deuxièmement, les colons qui vivent dans cette colonie sont des colons intégristes, dangereux. Ils descendent dans la vallée ou dans le village régulièrement. Chaque fois qu'ils descendent, ils sont protégés par les soldats. Ils essaient souvent de provoquer les villageois. Par exemple dans les bassins qu'on a construit pour récolter de l'eau de pluie pour l'irrigation, qui sont des petites piscines. Ils se mettent à poil devant les villageois et descendent nager dans les piscines et on a pas le droit de leur dire quoi que ce soit parce que si on essaie de les empêcher, on risque sa vie. Donc leur présence armée régulièrement dans les villages a dissuadé pas mal de gens d'aller sur la terre et on a eu plusieurs incidents où les colons ont trouvé des jeunes, des hommes isolés dans leurs terres en train de travailler, et ils les ont passés à tabac.

Un autre problème très très très important, qu'on a eu régulièrement depuis longtemps, c'est que c'est une colonie qui est devenue très très importante. La population dépasse les 50 000 habitants et leurs réservoirs d'égouts se trouvent du côté des vallées de notre village. Et à

plusieurs moments en fait, l'eau est récoltée dans un très grand bassin qui est tourné vers le nord. Et il y a plusieurs incidents où l'eau des égouts a été versée sur la terre agricole et où plusieurs villageois ont vu leur terre inondée par les égouts des colons.

Donc notre village qui a été un village agricole biologique, traditionnel, s'est vu saccager. Les terres sont devenues incultivables à cause des égouts d'un côté, l'autre terre incultivables parce qu'ils sont proches de la colonie dont on n'ose pas s'approcher de la colonie. Et une autre partie, l'insuffisance d'eau provoquée par la présence de ces colons, a fait qu'on a plus assez d'eau pour cultiver toute sa terre ou une partie importante de la terre en fait.

[Intervieweur]

Et le fait que, sur le marché en Cisjordanie, il y ait des légumes et des fruits qui sont cultivés en Israël, dans des colonies à moindre coût. Est-ce que pour vous c'est fait exprès tout ce système ?

[Interviewé]

Bah justement, justement si tu regardes avant 1967. En 1967, il y avait 65 % de la population palestinienne qui travaillait l'agriculture et l'élevage. Maintenant, la politique militaire israélienne à partir de l'occupation de 67 a été, si tu veux, d'empêcher tout développement de la population palestinienne dans l'objectif d'organiser un transfert ethnique pour obliger la population à quitter la Palestine.

Un autre exemple parfait à cela. Prenons comme exemple, l'élevage. Dans notre village, chaque famille avait un troupeau, un troupeau de moutons, d'agneaux et de chèvres. Par exemple, quand nous étions petits, mon papa avait une trentaine, une quarantaine de chèvres et de moutons. On allait dans les montagnes, les garder et les nourrir. Donc la population avait une autosuffisance (*euh*) une... Comment on appelle ça ? Un (*euh*)... aller, une autonomie par rapport à tout ce qui est viande, mais aussi ils fournissent les autres, les habitants des villes à un coût bon marché, à un coût bon marché. Donc la viande était abondante, l'élevage était abondant, ce qui faisait qu'il y avait une autonomie par rapport à tout ce qui est viande et tout ce qui est nourriture à un très bas coût.

Maintenant dans les villages, il n'y a quasiment plus aucune famille qui ne possède de troupeaux parce que toutes les montagnes autour des villages dans lesquels on fait paître les chèvres, les

troupeaux dans le temps, maintenant, ce sont devenus soit des zones de colonies soit des zones où on a plus le droit d'accéder.

Alors je te donne un exemple de ce qui est provoqué au niveau de la Palestine en générale parce que moi je te parle au niveau de notre village, mais au niveau de la Palestine en général, je te donne comme exemple, le kilo d'agneau en Palestine coûte plus cher qu'en Belgique. Ça coûte presque 80 shekels ce qui est l'équivalent à 20 euros.

[Intervieweur]

Ok.

[Interviewé]

Ici, on peut trouver le kilo d'agneau à 10 ou 12 euros. Ce qui est très très très cher parce qu'aujourd'hui quasiment 90 % des animaux sont importés. Importés d'où ? C'est un autre problème, on a pas le droit d'importer directement de l'extérieur, on doit importer par Israël.

[Intervieweur]

Ok.

[Interviewé]

Ce sont des troupeaux, des agneaux qui viennent d'Australie, d'Europe et d'ailleurs. Ici, par exemple, si le coût est à 100 euros, nous on paie le double du prix. C'est pour ça qu'on a des problèmes de prix de nourriture sur les marchés aujourd'hui, tout ce qui est alimentaire, tout ce qui est viande, et ça coûte plus cher qu'en Europe. Et ça c'est provoqué justement par les problèmes de l'occupation sur la confiscation des terres, l'étranglement de la population, confisquer la terre des Palestiniens pour l'offrir aux colons qui pratiquent une agriculture à bas coût et c'est nous qui en payons le prix.

[Intervieweur]

Et alors au niveau de l'eau, parce que vous avez parlé de l'eau pour l'irrigation et pour les terres agricoles, mais au niveau de Wadi Fukin pour ce qui est de la consommation d'eau domestique donc pour boire, se laver (*etc.*). Est-ce qu'il y a des problèmes à ce niveau-là ?

[Interviewé]

Voilà, (*eah*) voilà, justement, ça c'est très important comme question. Il faut savoir que les nappes phréatiques, l'eau de source, sont quasiment toutes contaminées, contaminées à cause des colonies. Puis c'est scientifique, le fait que les montagnes autour des villages sont devenues bétonnées, on a construit d'énormes colonies avec des routes et tout ça, d'un côté ça empêche l'eau de pluie de pénétrer dans les nappes phréatiques. Le pompage des eaux dans les nappes phréatiques autour pour au profit du colons, ça aussi, ça a un effet néfaste sur les sources d'eau. On parle ici des sources.

Maintenant, au niveau des consommations domestiques. Au niveau des consommations domestiques, il faut savoir que la partie sud de la Cisjordanie, c'est là où il y a la plus grande nappe phréatique et ces nappes phréatiques sont contrôlées par l'armée israélienne.

Et alors dans les accords d'Oslo de 1993 qui comme nous le savons, les accords d'Oslo prévoyaient, ils avaient une durée de temps de 5 ans. Après 5 ans, après 5 ans, l'indépendance de l'État palestinien sur le territoire occupés de 1967 devait avoir lieu. Donc les accords d'Oslo et tous les autres accords sur la vie quotidienne des Palestiniens c'était des accords temporaires et je pense que les Palestiniens, on s'est fait avoir avec ces accords parce qu'on croyait que voilà, ces accords sont temporaires, que la communauté internationale comme les promesses qu'on a reçu à l'époque, allait obliger Israël de se retirer des territoires occupés parce que c'était des accords sous la garantie des américains, de l'ONU, de l'Europe et de tout cela. Et donc que les Israéliens allaient respecter, personne ne s'attendait au contraire. Donc, mais les Israéliens, ils ont dicté des accords de la vie quotidienne des Palestiniens, tous ces accords-là allaient dans le sens des intérêts d'Israël. Et les intérêts de la population palestinienne ? Comme par exemple le problème de l'eau. Israël a décidé que, qu'une quantité limitée d'eau à l'époque serait fourni aux Palestiniens. Donc à l'époque on peut dire que c'était suffisant, mais depuis 1993 jusqu'à aujourd'hui on est à 31 ans. 30 après la population a quasiment doublé. La population a doublé, mais on est resté avec la même quantité d'eau que les Israéliens ont décidé de nous donner de nos propres eaux et nappes phréatiques.

Alors ce qu'il se passe aujourd'hui, c'est que les Palestiniens, là aussi je t'invite à trouver les chiffres exacts parce que un Palestinien je pense, on consomme combien de litre d'eau par jour ? (*eah*)...

[Intervieweur]

C'est environ 89 litres d'eau domestiques par personne et par jour et un colon c'est entre 250 et 300.

[Interviewé]

Voilà, justement c'est très bien que tu aies les chiffres. Donc le colon est quasiment le triple. Alors ce qu'il se passe en été, comme le niveau des nappes phréatiques baisse de la forte consommation, Israël coupe l'eau sur les grandes villes palestiniennes pour permettre aux colons de continuer à profiter pleinement de l'eau et irriguer leur agriculture, remplir leur piscine et nous, une ville comme la ville de Bethléem par exemple et les camps des réfugiés surtout, ils ont le droit d'avoir de l'eau une fois par mois. Une fois les robinets sont ouverts pendant 24 heures ou 48 heures et puis c'est coupé. Et ça peut arriver que pendant quatre semaines, on n'ait pas d'eau. C'est pour ça que sur les maisons en Palestine on trouve beaucoup de réservoir d'eau de ces terrains pour essayer de stocker le maximum d'eau en été parce qu'on risque de se trouver pendant deux, trois semaines, un mois sans l'eau courante parce que les robinets sont coupés, les Israéliens ils ont coupé toutes, tous les les robinets qui fournissent les territoires palestiniens.

Alors, on est obligé d'acheter des citernes d'eau qui coûtent très chers. Les citernes d'eau, pour acheter des citernes d'eau, il faut avoir un puits à la maison pour pouvoir stocker l'eau et pour pouvoir la pomper dans les réservoirs. Donc en été c'est catastrophique, catastrophique.

Le village chez nous, c'est la même chose, mais c'est un peu moins dans le village chez nous que dans les villes, pourquoi ? Parce que la ligne qui fournit les villages, c'est les Israéliens de la colonie qui ont utilisé la même ligne pour prendre l'eau. Donc c'est pour ça qu'ils ne coupent pas l'eau sur le village, l'eau n'est pas coupée parce qu'on est protégés par les colonies par rapport à cela. Les autres villages, les autres villes, les autres camps de réfugiés, quasiment partout en Palestine, on peut passer le mois de juillet avec 40 degrés sans qu'on ait l'eau courante, on doit acheter de l'eau pour permettre justement aux colons de continuer à profiter de cette eau-là, c'est un problème.

L'autre problème, l'eau est très chère chez nous. On paye quasiment aussi le triple du prix de l'eau que les colons. Le prix au mètre cube, on paye le triple des colons, que ce que les colons paient. Rappelons-nous que cette eau-là vient des nappes phréatiques qui se trouvent à Bethléem.

[Intervieweur]

Ah oui.

[Interviewé]

Mais il faut faire attention, faut faire attention dans l'explication : ce sont les colons qui ont utilisé nos propres lignes.

[Intervieweur]

Ah oui ?

[Interviewé]

Parce qu'une ligne qui appartient à une colonie, ils ne vont jamais accepter de fournir un village palestinien de ces lignes-là, mais eux, au lieu de faire une autre installation qui passe par les villages palestiniens comme pour la colonie de (inaudible), alors ils utilisent la même ligne qui fournit notre village et alors ça, pour cela, on est sûr que l'eau chez nous n'est quasiment jamais coupée en été.

[Intervieweur]

Et alors, au niveau de l'alimentation à Wadi Fukin, vu qu'il y a beaucoup moins d'élevage et d'agriculture, ça veut dire que pour acheter de la nourriture, les gens vont en ville alors ?

[Interviewé]

Tout à fait, maintenant il n'y a quasiment plus de fruits, quasiment plus de fruits, il y a des légumes au village. Les fruits comme je t'expliquais au début, c'était sur les montagnes qui ont été confisqués pour construire les colonies donc il y en a plus. Pour tout ce qui est fruits, ou une partie des légumes, on doit aller au supermarché à Bethléem pour les acheter. Tout ce qui est viande, on doit acheter aussi chez le boucher en ville.

[Intervieweur]

Et ce ne sont pas de bons produits spécialement alors ?

[Interviewé]

Ce n'est pas spécialement des bon produits, mais voilà. La viande par exemple, la viande. On avait des moutons élevés naturellement au village par exemple, comme je t'ai donné comme exemple, chez nous.

[Intervieweur]

Oui.

[Interviewé]

Maintenant, on achète de la viande qui coûte hyper cher. Par exemple, c'était les fêtes il y a pas longtemps et les gens qui devaient faire le sacrifice, un agneau coûtait quasiment 400 euros, entre 400 et 500 euros l'agneau. Alors ici, en Belgique, je sais que des gens l'achètent entre 150 et 200 donc à moitié prix.

Et ces agneaux-là sont des agneaux d'élevage qui viennent de l'Australie qui sont passés par Israël. On ne sait pas comment ils ont été nourris, qu'est-ce qu'on leur donne pour qu'ils grossissent, des hormones, tout ça. Donc non, ce n'est pas de la bonne qualité.

[Intervieweur]

Ok.

[Interviewé]

Justement. La même chose avec tout ce qui est fruits, légumes qui viennent d'Israël, ce n'est pas absolument pas de la qualité qu'on avait chez nous dans le temps. Ce sont quand même des agricultures qui sont destinées aux commerces, au grand commerce, à l'exportation. Donc on utilise toutes sortes de produits chimiques, de produit pour que les fruits arrivent à terme rapidement et tout ça donc ce n'est pas naturel du tout.

[Intervieweur]

Ok. Alors maintenant au niveau de la pollution. Donc vous avez parlé de parfois de l'eau, des eaux usées, des égouts qui sont déversés depuis les colonies vers Wadi Fukin.

[Interviewé]

Oui, vers les terres agricoles ou vers le village justement.

[Intervieweur]

Est-ce qu'il y a d'autres exemples ou problèmes avec la pollution, aussi de l'air ou du sol ?

[Interviewé]

Bien sûr, bien sûr, la pollution de l'air par exemple. Regardez notre village, notre village dans le temps on était quoi ? 1000 habitants. Aujourd'hui peut-être le village compte 1300, 1400 habitants, les villages aux alentours, tous les villages aux alentours, on ne dépassait pas les 10 000 habitants, les quatre, cinq villages aux alentours. Aujourd'hui, on se retrouve avec une colonie d'environ 50 000 habitants avec chaque colon qui a une voiture. Les montagnes sont transformées en béton, il y a des routes, des routes qui passent près des villages.

Et un autre problème qu'on va vivre et subir prochainement au nord du village de Wadi Fukin, c'est une zone qui se trouve sur un territoire occupé, c'est près d'un check point qui se trouve à l'entrée ouest de Bethléem. Il y a une zone, on parle qu'ils vont faire une zone industrielle, une énorme zone industrielle. Et les zones industrielles qu'ils créent en Cisjordanie comme c'est le cas au nord près de Qalqilya et de Naplouse et de Jénine, ce sont des zones industrielles où les Israélien fabriquent ce que l'on ne peut pas fabriquer en Israël.

[Intervieweur]

Donc toxique ?

[Interviewé]

Prenons comme exemple, près de Bethléem, près de Tel Aviv pardon, près Tel Aviv, il y avait une usine de produits chimiques, mais je ne sais plus exactement quoi. La population a porté plainte, les Israéliens, les habitants ont porté plainte contre cette usine-là qui était néfaste. Et bien ils ont gagné le procès, l'usine était condamnée à être démontée. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont simplement transféré cette usine près de la ville de Qalqilya en Cisjordanie.

Donc au lieu que ça soit leur population qui subissent la pollution et les effets des produits chimiques qui sont fabriqués, c'est la population palestinienne qui le subit. Et c'est la même chose près de notre village, on parle maintenant, qu'ils vont construire une énorme zone, zone industrielle et ces zones industrielles qui se trouvent dans les colonies, très souvent, on fabrique les produits chimiques et les produits qu'on ne peut pas fabriquer à l'intérieur d'Israël.

Et tout ce qui concerne les eaux polluées et tout ça, elles sont déversés sur la terre des villageois. C'est si tu veux dans tous les sens, dans tous les sens, sur tous les côtés, dans tout ce qu'ils font, ils font discrètement des problèmes de la pollution, des problèmes de l'air, la pollution de l'air, la pollution du sol, la pollution des eaux, des sources tout ça, tout ça. Et ça devient vraiment plus grave à cause des colons.

[Intervieweur]

Et alors une dernière partie et puis j'ai terminé avec toutes mes questions. A propos de la nature autour de Wadi Fukin, est-ce que vous avez constaté depuis les 20 dernières années, les 30 dernières années que la nature évolue, que la végétation évolue, que les animaux qui sont là évoluent ?

[Interviewé]

Évidemment, évidemment, il y a... La nature autour de Wadi Fukin, autour de Wadi Fukin, c'était une région montagneuse. Moi je me rappelle que quand on est, j'étais là, on était jeune, on allait dans les montagnes, plusieurs kilomètres dans les montagnes et il y avait beaucoup d'arbres, beaucoup de paysages magnifiques.

Aujourd'hui, beaucoup de ces montagnes-là sont devenues des colonies, du béton. Les arbres, ou les zones agricoles, ou les zones fruitières ont été détruites et les paysages, ils sont complètement détruits, ils ont été complètement transformés négativement.

Donc les paysages ont été complètement transformés et ce qui fait justement qu'on a plus accès, il n'y a plus de de place, même les montagnes qui restent sont devenus aujourd'hui des zones militaires où on n'a pas le droit d'accéder, d'y aller garder ses troupeaux, ses animaux et tout cela. C'est pour ça que les gens n'ont plus les moyens de faire de l'élevage. Une partie des terres du village ou une grande partie des terres du village ont été confisquées pour les colonies et l'autre partie qui se trouvait près des colonies, ce sont des zones de sécurité, ce qui est en fait autour des colonies, on n'a plus accès. Donc soit on a construit les colonies là-dessus, soit elles se trouvent autour des colonies dans les zones de sécurités où on a plus accès. Donc on a perdu 90 % de notre terre et je dirai 90 % de la terre dans cette région-là des montagnes a été transformée, saccagée, a été détruite. Et tout ça justement, c'est sur le prix de l'environnement, sur le prix de la pollution, sur le prix du bien-être de la population locale, des villageois.

[Intervieweur]

Ok. Moi, j'ai terminé avec toutes mes questions donc par rapport à tout ce qu'on a dit, je ne sais pas si vous avez quelque chose à rajouter ?

[Interviewé]

Moi je pense qu'on a touché au plus important. Je dirai pour résumer tout cela : il y a une politique d'Israël pour rendre la vie impossible aux Palestiniens à tous les niveaux, à tous les niveaux. Et ça vaut, ça vaut aussi pour la nature, c'est la nature qui paye le prix, ce n'est pas simplement la population, c'est la nature aussi qui paie le prix, le prix de toutes les actions israéliennes. Il faut savoir aussi que les colonies sont aussi des zones hors la loi. La loi israélienne n'est pas appliquée sur eux et les colons savent très bien qu'ils sont soutenus par l'État d'Israël pour venir vivre ici, pour confisquer la terre donc ils font leur propre loi. Tu croises un colon dans la vallée chez nous, le colon il peut te tuer pour rien du tout. Il suffit qu'il dise après qu'il se sentait menacé ou qu'on a voulu l'attaquer. Donc si les êtres humains peuvent se permettre de réagir ainsi, alors imagine contre la nature ou contre tout le reste...

[Intervieweur]

Et quand vous dites justement qu'Israël délibérément veut rendre la vie des Palestiniens impossible, pour vous l'environnement de manière générale donc l'eau, la nourriture, la pollution (*etc.*) c'est un des outils utilisés pour rendre la vie des Palestiniens impossible ?

[Interviewé]

Tout à fait, bien sûr, bien sûr. Regarde par exemple, un autre exemple, je te donne comme exemple les habitants du village chez nous. Après les accords d'Oslo, comme tu sais il y a les zones A B C en Palestine qui ont été décidées par les Israéliens. Les villages qui se trouvent en zone B, ça veut dire administrés par les Palestiniens, mais au niveau sécurité c'est sous contrôle d'Israël. Eh bien, les villages, les frontières des villages ont été dessinés par l'armée israélienne déjà en 93 après les accords d'Oslo. Ils ont délimité les frontières par les maisons qui se trouvaient au bord des villages à l'époque. Eh bien à l'époque des accords d'Oslo, au village on était presque 900 habitants. Aujourd'hui il y a 1300, 1400 habitants.

Je te donne comme exemple nous, ma famille. On a de la terre qui se trouve en dehors des frontières du village, ça veut dire qui se trouve en zone C, là où on a pas le droit d'aller construire. Alors les maisons, les habitants, les jeunes n'ont plus de place pour vivre. C'est pour ça qu'il y a pas mal de jeunes qui ont commencé à aller en ville et en ville, il n'y a pas non plus de terre. C'est pour ça qu'on a commencé à avoir des buildings qui sortent des terres pour des appartements. Et pour te donner un exemple, vu qu'on a plus de terre, vu que 60 % de la terre en Cisjordanie se trouve sous le contrôle de l'armée israélienne, donc on a pas le droit d'exploiter, on a pas le droit de construire, il y a de moins en moins de terre disponible aux Palestiniens. Un appartement à Bethléem peut coûter environ 100 000 à 150 000 euros.

[Intervieweur]

C'est beaucoup !

[Interviewé]

C'est énorme, énorme parce que les villageois, les jeunes n'ont plus le choix que d'y aller, essayer d'acheter, d'avoir un emprunt, essayer d'acheter un appartement où tout le monde n'a pas accès. C'est pour ça qu'on se trouve à construire sur les maisons que nos parents ont construites dans le temps. Et ces maisons-là qu'on construit dans les villages, on a pas de permis et Israël refuse de donner des permis de construire parce qu'on dépend de leur bonne volonté même pour pouvoir construire une maison. Et alors, le village entier est menacé un jour de destruction tout simplement sous prétexte qu'il n'y a pas de permis.

[Intervieweur]

Ah oui c'est dingue.

[Interviewé]

Il n'y a pas de permis partout en Cisjordanie parce qu'on dépend de leur système utilisé, mais c'est eux qui dictent les lois. Eux n'ont pas le droit de nous permettre en fait de construire ou de pas construire, légalement ils ont pas le droit, mais ça c'est leur loi militaire. Ils se sont imposés en Cisjordanie. En ce qui concerne les villes, comme la ville de Bethléem, c'est sous contrôle de l'Autorité palestinienne, là les gens obtiennent leur permis de construire chez l'Autorité palestinienne. Mais en ce qui concerne les villages qui se trouvent en zone B, non. En zone B, en zone C, c'est sous autorisation d'Israël.

Et récemment aussi, tu as entendu (inaudible), un fanatique dans le gouvernement de Netanyahou cherche, ils ont retiré, euh, comment on dit ça ? Ils ont retiré l'autorité de l'Autorité palestinienne sur certaines zones qui se trouvent à l'est de Bethléem et au sud de Jérusalem. Ça veut dire que c'était des terres qui étaient dans les zones B, administrée par l'Autorité palestinienne et ils ont décidé de retirer cette autorité sur ces zones territoriales qui se trouvent à l'est de Bethléem. Ce qu'ils cherchent, c'est d'annexer la Cisjordanie. Ça veut dire qu'aujourd'hui, on est, s'ils arrivent et ils peuvent le faire parce qu'ils sont en train de détruire, partout en Cisjordanie en zone C. A certains moments, après les accords d'Oslo, les gens osaient des constructions en zone C parce qu'on savait que la zone C allait revenir à l'Autorité palestinienne, personne s'attendait à ce qu'elle allait rester occupée jusqu'à aujourd'hui par les militaires israéliens.

Donc aujourd'hui, ils sont en train de détruire énormément de maisons qui ont été construites en zone C. Donc tout ce qui a été construit en zone C et construit même aussi dans les villages en zone B, du jour au lendemain, les Israéliens, l'armée israélienne peuvent décider de venir tout détruire. Tout simplement parce qu'on n'a pas obtenu les permis qu'ils imposent.

Et c'est ça qu'on appelle un transfert lent imposé par la politique militaire en Cisjordanie pour rendre la vie aux Palestiniens impossible, pour rendre tout développement économique des territoires palestiniens impossible. Et c'est vrai que quelque part, on peut dire qu'ils réussissent dans leur politique parce qu'il y a pas mal de jeunes qui trouvent l'occasion, pour quitter, pour partir à l'étranger et ils partent parce qu'il n'y a pas d'autres choix. Il y en a pleins qui partent vers la Jordanie, vers d'autres pays arabes, qui ont trouvé un boulot là-bas et n'ont pas d'autre choix que de partir. C'est vrai, c'est ce qu'on appelle un transfert lent.

A long terme, plus on avance, plus ça devient difficile et plus la politique devient désastreuse, de pire en pire.

[Intervieweur]

Merci beaucoup pour toutes vos réponses et votre temps. C'était très intéressant.

[Interviewé]

Bah de rien, j'espère que ça va t'aider.

[Intervieweur]

Oui, tout à fait ! Bonne journée

[Interviewé]

De rien, bonne chance hein, bon travail. Salut, ciao.

13.6. Calculs

Figure 2

Dans les microdonnées des Household Environmental Surveys de 2003 ? 2004, 2005, 2006, 2011, 2013 et 2015, nous avons créé la variable “pollution” sur jamovi. Cette variable vaut 1 si le ménage a au moins été exposé « parfois » ou « très souvent » à de la pollution de l’air par poussière, fumée ou odeur.

La formule générique de la variable pollution utilisée est la suivante :

IF(ea012==2 or ea012==3 or ea013==2 or ea013==3 or ea014==2 or ea014==3,1,0)

Nous avons ensuite filtré les données pour retirer celles relatives aux ménages de Gaza.

Nous avons ensuite généré les statistiques descriptives pour la variable “pollution”.

Figure 9

Pour réaliser la figure 9, nous avons récupéré la moyenne de consommation d’eau (l/p :J) pour chaque gouvernorat pour chaque année entre 1997 et 2021. Nous avons ensuite réalisé une moyenne par gouvernorat le long de la période 1997-2021 sur Excel.

Annexe 13.1.6

Pour calculer l’utilisation des services d’eau potable gérés en toute sécurité en Cisjordanie et par gouvernorat en 2019-2020, nous avons utilisé les microdonnées de l’enquête MICS2019-2020 dans jamovi.

Nous avons créé 4 variables :

- PREMISES : vaut 1 si le ménage a accès à de l’eau directement dans son ménage

IF(IMP==1 and (WS3=="IN OWN DWELLING" or WS3 == "IN OWN YARD / PLOT" or WS3==NA),1,0)

- IMP : vaut 1 si le ménage utilise une source d'eau améliorée
IF (WS1!=32 and WS1!=42 and WS1!=96 and WS1!=91,1,0)
- AVAIL : vaut 1 si le ménage n'a pas eu insuffisamment d'eau au cours du dernier mois
IF(WS7!=1,1,0)
- ECOLO : vaut 1 si le test d'eau à la source du ménage n'a pas détecté de bactérie E.coli
IF(WQ27<1,1,0)

Nous avons ensuite créé deux filtres :

- Un filtre pour ne retenir que les ménages de Cisjordanie
HH7 != 55 and HH7!=60 and HH7!=65 and HH7!=70 and HH7!=75
- Un filtre pour retirer les ménages dont la source d'eau n'a pas été testé
ECOLI!=NA

Nous avons alors créé la variable ENVSAIN, qui donne l'indicateur d'utilisation des services d'eau potable gérés en toute sécurité

IF(PREMISES==1 and IMP==1 and AVAIL==1 and ECOLI==1,1,0)

Nous avons finalement réalisé des statistiques descriptives sur la variable « ENVSAIN » et ventilé les résultats par gouvernorat.

Autres figures et graphiques

Pour les autres figures et graphiques de ce mémoire, nous n'avons pas effectué de transformation des données mais les avons regroupées et mises en forme. Les données utilisées sont à chaque fois indiquées en légende.

Ce mémoire étudie l'impact de la politique israélienne sur les droits environnementaux des Palestiniens en Cisjordanie de 1995 à 2021. Au moyen d'interviews avec des habitants de Cisjordanie ainsi que d'une recherche bibliographique, nous avons analysé l'état et l'évolution de ces droits sous le prisme du droit à un environnement sain, ainsi que la manière dont les pratiques israéliennes les affectent. Nous avons conclu que la politique israélienne sur la période étudiée a impacté considérablement les droits environnementaux des Palestiniens et que la majorité des impacts étaient délibérés. Cette situation relève pour nous d'un apartheid environnemental, concept que nous avons affiné par rapport à la littérature existante. Enfin, nos conclusions posent des défis à l'efficacité des futurs projets d'aide au développement en matière d'environnement en Cisjordanie.

Mots-clés :

Palestine, Israël, Environnement, Apartheid, Droits

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad